

LES ÉDITIONS AFRO-CANADIENNES



> **"LIQUIDÉ"** **PAR LA FRANCE**

LE "COLIS" DE MONSIEUR BIYA

ENQUÊTE

> **TOUT CE QU'ON VOUS A CACHÉ
SUR L'ASSASSINAT DE GUERANDI MBARA,
EX-HOMME DE MAIN DE BLAISE COMPAORÉ**

par **JEAN-MARC SOBOTH**

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

GUERANDI MBARA, UN ASSASSINAT FRANÇAIS

**Tout ce qu'on vous a caché sur l'homme de
Blaise Compaoré**

Jean-Marc Soboth

Les Éditions Afro-Canadiennes, Québec

À **Élisabeth Maiworé**, fille du clan Salkréo
Au Patriote **Guerandi Mbara Goulongo**,
à toutes les victimes innocentes au faciès du « 06 avril 1984 » au Cameroun,

Afin que Justice vous soit rendue un jour ;

Au Panafricaniste **Thomas Sankara** et ses compagnons d'infortune,
à **Norbert Zongo** et ses compagnons d'infortune,
à **Guillaume Sessouma**,
à **Dabo Boukary**,
à toutes les victimes du soulèvement patriotique de 2015 au Faso...

Afin que la terre et l'épopée glorieuse des **hommes intègres** n'en ignorent

[Les Éditions Afro-Canadiennes, Québec](#)

1-453, rue de Saint-Romuald, Lévis (Québec) G6W 3H9 Canada



Prologue

La présente enquête - extrêmement compliquée - a été réalisée au milieu de menaces de mort, de dénis et de silences. Elle est une promenade au sein de l'univers impitoyable du crime d'État africain et autres assassinats politiques en pré carré français. C'est un monde obscur dont les acteurs et les forfaits donnent froid au dos, qui a toujours présenté aux publics et aux médias un faux spectacle d'humanisme, de concorde et de respect de l'homme. J'ai rencontré pour la première fois Guerandi Mbara en septembre 1997 à Paris. Après que l'on ait pris rendez-vous au téléphone, il s'était glissé dans ma chambre à l'hôtel Odéon dans le 6^{ème} arrondissement, près du Palais du Luxembourg. C'est ici que m'avait logé le Quai d'Orsay (ministère français des affaires étrangères) à l'aune d'une invitation du gouvernement Jospin. Et on se parla.

Guerandi était un homme secret, discret, peu bavard... J'avais eu son contact par un vieil ami qui m'avait ainsi prévenu : « *Je vais te présenter quelqu'un d'important. Je ne te dirai pas quel est son nom. Je réserve la surprise.* ».

L'officier d'artillerie diplômé d'une académie de la Bundeswer – la force de défense fédérale allemande - n'était pas immense comme sa réputation. À 43 ans, il avait l'allure neutre d'un étudiant ordinaire en doctorat; rien d'un homme de guerre. J'étais un peu déçu.

Je ne m'étais pas trompé. Il bouclait une thèse de Sciences politiques à l'Université Paris-Descartes. Son directeur, le politologue français Pascal Chaigneau, avait, comme lui, un cursus atypique. Capitaine de vaisseau dans la réserve opérationnelle des armées, Chaigneau est directeur à l'ancien Collège interarmées de défense et ex-membre du Conseil du perfectionnement

de l'enseignement militaire supérieur...

Je m'étais leurré sur le fond. L'opposant le plus redouté du Cameroun – pour avoir mené, en avril 1984, l'unique tentative de putsch en quatre décennies de pouvoir du président Paul Biya – affinait à Paris son art multidisciplinaire. Il se perfectionnait pour mieux servir son ami Blaise Compaoré, lequel l'avait recueilli en juin 1984 à Ouagadougou. « *L'homme de Ouaga* » se préparait, surtout, à changer la donne dans son pays le Cameroun. Il l'a fait toute sa vie durant. Il était convaincu qu'il n'y aurait jamais d'alternance au suffrage universel dans ce pays. Du moins tant que le régime en place n'était pas chassé.

C'est ce qui, en tout cas, faisait de cet officier d'artillerie et instructeur l'un des hommes à abattre par le système Biya.

Avant d'être assassiné puis couvert de gadoue par les médias, ce Camerounais d'exception était déjà proche de Blaise Compaoré lorsque fut tué Thomas Sankara en 1987.

Sa vie de tumulte le prédestinait à une fin apocalyptique. Le symbolisme qui en découle résume le mal africain et, en l'occurrence, le déni de justice aux centaines de victimes innocentes du soulèvement d'avril 1984 à Yaoundé. Il fait surtout partie des innombrables cadavres de la France au cœur de sa mafia africaine.

Chapitre préliminaire : L'enquête de « *Jeune Afrique* » ou la com des tueurs français

L'affaire est révélée au cours d'une émission matinale de Radio France Internationale (RFI), en date du 13 septembre 2014. L'emblématique directeur de la rédaction du panafricain parisien *Jeune Afrique* et proche de plusieurs chefs d'État du pré carré français, François Soudan, annonce la nouvelle-surprise qui bouleversera tant de monde en Afrique des ex-colonies françaises et dans les milieux africanistes en Europe. L'ancien officier de l'armée camerounaise Guerandi Mbara Goulongo, exilé depuis juin 1984 à Ouagadougou au Burkina Faso, a été «*éliminé physiquement*» - ou serait détenu au secret quelque part.

Ce dénouement inédit s'avère, assure-t-on, le fruit d'une drôle d'opération multinationale de services spéciaux. Le scoop est à la Une de l'hebdomadaire de la Rue d'Auteuil à Paris en date du 14 septembre 2014.

Je vous livre ici un large extrait de la première enquête réalisée par mon confrère et ami le journaliste parisien Georges Dougueli sur l'assassinat de l'ex-ami du président burkinabé Blaise Compaoré dont les derniers signes de vie remontent à 2012, Guerandi ayant régulièrement échangé avec l'auteur de ces lignes en cette période sur plusieurs sujets. Le récit du magazine parisien a, je le rappelle, fait l'objet de plusieurs discussions téléphoniques et *de visu de auditu* à Paris entre le journaliste et moi après la parution.

Je vous exhorte surtout à le considérer comme étant la première version que l'on a bien voulu nous livrer qui, par conséquent, nous informe surabondamment sur la stratégie de communication sous-jacente.

25 janvier 2013. Minuit... «Un avion décolle de l'aéroport Vrazhdebna de

Sofia, en Bulgarie. À son bord, outre l'équipage, trois hommes: le premier est un colonel bulgare. C'est celui qui s'est chargé des procédures pour affréter l'aéronef auprès d'un loueur macédonien. Le deuxième est José Alberto Fernandes Abrantes, un ancien colonel des forces spéciales portugaises, reconverti dans la sécurité et le négoce des armes et résidant à Yaoundé. Le troisième est le célèbre opposant camerounais Guerandi Mbara à qui ces accompagnateurs ont fait croire qu'il se rend à un rendez-vous avec un fournisseur basé en Russie. (...)

«L'appareil n'a pas atteint son altitude de croisière que déjà l'acheteur s'assoupit, terrassé par un puissant sédatif. Il est rapidement neutralisé et délesté du passeport de service burkinabè avec lequel il voyage sous le nom d'Ahmadou Diallo, une identité d'emprunt. En réalité, il n'a jamais été question de le conduire en Russie ni de lui vendre le moindre fusil d'assaut. (...)

«Nous en sommes en 2012. Guérandi Mbara est en contact avec Georges Starckmann, une figure du milieu qui s'est fait connaître en 1976 à la suite de l'affaire dite des faux Startron (lunettes de vision nocturne) livrés à Kadhafi – et pour laquelle il sera condamné par la justice française.

Starckmann «est un personnage de cinéma, tout droit sorti de la guerre froide. Dans son bureau de l'avenue Henri-Martin, à Paris, cet admirateur de Vladimir Poutine collectionne les vieux appareils photos et reçoit les comploteurs de tous poils. (...)

Monsieur Starckmann... *«Au journaliste venu le rencontrer, il prend plaisir à raconter, comme il l'a déjà fait dans son livre Noir canon (publié en 2011 aux éditions Ellébore), ses "exploits" en Irak, en Côte d'Ivoire, au Biafra et au Cameroun, où il a livré douze canons antiaériens en 1969.*

«Devant Starckmann donc, Guérandi Mbara se vante. Il dit disposer de 2 000

hommes prêts à renverser Paul Biya et assure qu'il a un plan d'attaque détaillé. Une vidéo de la conversation serait parvenue aux services camerounais. À Yaoundé, la menace est jugée sérieuse: décision est prise de le neutraliser. Starckmann recommande de faire appel à un colonel portugais, José Alberto Fernandes Abrantes, et empoche au passage une confortable avance de 350 000 euros sur les 500 000 qu'il doit toucher en guise de commission.»

«La cinquantaine largement passée, Abrantes a été formé à l'école des SAS britanniques. Il connaît l'Afrique pour y avoir vécu et travaillé pendant dix-huit ans. Il a fini sa carrière à la fin des années 1990 comme patron de la sécurité de l'ambassade du Portugal à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Sitôt à la retraite, il a repris du service pour l'État ivoirien, qui l'embauche entre 1999 et 2000 au Centre de communication, d'écoute et de renseignement sous la présidence du général Robert Gueï. (...)

«Cela ne dure pas. L'instabilité ivoirienne le décide à s'installer au Cameroun, le pays de son épouse. Il s'y lance dans la sécurité et vend ponctuellement ses services à la Direction générale de la recherche extérieure (DGRE). C'est lui que Yaoundé missionne pour "s'occuper" de Guérandi Mbara. En dix mois, une trentaine de voyages et de rencontres seront nécessaires pour approcher, mettre en confiance et neutraliser l'opposant camerounais. (...)

«Mais le plan connaît d'emblée quelques ratés. Le 14 janvier 2013, Guérandi Mbara, qui a accepté de venir rencontrer Abrantes à Porto, quitte Ouagadougou et s'envole pour le Portugal via Casablanca. L'idée est de lui faire croire qu'on l'accompagne en Russie et de le ramener dès le lendemain, endormi par un sédatif, vers son pays d'origine. Les services camerounais souhaitent prendre livraison du "colis" à Bafoussam, une ville de l'ouest du pays dont l'aéroport quasi désert garantit la discrétion.

«Un plan de vol est déposé, mais il est rejeté au motif que Bafoussam ne dispose pas d'un aéroport international. Les pilotes refusent de décoller de peur de perdre leur licence. Abrantes doit changer son fusil d'épaule. Il choisit alors de transiter par Sofia – une option qui a le mérite de ne pas éveiller la suspicion de Guérandi Mbara. Le Portugais espère que les contrôleurs aériens y seront plus compréhensifs et qu'ils fermeront les yeux sur la taille de l'aéroport de Bafoussam.

«Un autre avion est donc affrété, en Bulgarie cette fois, pour un départ prévu le 25 janvier. Las, tout va encore de travers. Le plan de vol déposé par les pilotes macédoniens, recrutés pour l'occasion, est à nouveau rejeté. Abrantes a déjà perdu plusieurs jours ; il se résout à mettre le cap sur l'aéroport international de Douala.

«À l'arrivée, le 26 janvier au matin, il n'y a personne pour accueillir les trois voyageurs. La DGRE n'a rien prévu pour les soustraire aux procédures auxquelles les passagers doivent habituellement se soumettre. C'est un cauchemar logistique. Comment débarquer un homme inanimé dans cette aérogare généralement très fréquentée sans attirer l'attention et, surtout, sans se faire arrêter par des gendarmes zélés ? C'est là qu'intervient Thierry André Mathé, le commissaire de l'aéroport.

«Il leur trouve une discrète porte de sortie. Toujours sous l'effet du sédatif, Guérandi est remis à une équipe de la DGRE, dirigée par le commissaire James Elong Lobé, "quelque part sur la route entre Édéa et Pouma", dans la région du Littoral. "En dix mois, nous avons fait ce que les services camerounais n'ont pas réussi à faire en trente ans", se félicite le contractuel portugais. Pourquoi a-t-il décidé de parler ? Parce qu'il n'a pas été payé, explique-t-il. Se disant menacé, il a dû quitter le Cameroun en décembre 2013 pour rentrer au Portugal. (...)

«(...) Qu'est-il devenu ? Son sort relève du secret d'État, mais dans le sérail il se murmure qu'il aurait été exécuté et inhumé en catimini. C'est l'hypothèse la plus probable (...).

«D'autres prétendent qu'il serait détenu au secret, sans pouvoir en apporter la preuve. Silence aussi du côté du Burkina Faso, qui l'accueillit pendant trente ans. Au Cameroun, seule sa famille, dont son cousin, Samuel Kleda, l'archevêque de Douala, ose pleurer (...).»

Le caractère faussement authentique du scénario de l'assassinat de Guerandi par le panafricain *Jeune Afrique* ne doit pas bluffer sur la vérité lointaine d'un complot multinational certain. L'omerta doublée de l'indifférence stricte observée autour de ce meurtre à Paris et dans ces autres capitales européennes qu'il fréquentait et où il résidait en disent long sur le mystère autour de ce crime. Les capitales occidentales nous ont habitués, en d'autres occasions, à des demandes énergiques de comptes aux « États voyous » « irrespectueux des droits de l'homme » « qui tuent leur peuple ». Les occidentaux multiplient représailles diplomatiques et autres mesures de rétorsion pour de simples empoisonnements ou abductions de sujets étrangers sur leur territoire...

L'analyse que fait l'expert italien des services secrets Aldo S. Giannuli ou encore le juge italien Rosario Priore au sujet des « attentats » des organisations d'espionnage en est plus que révélatrice. Toute opération *homo* des « services » se divise toujours, d'après ces spécialistes, en trois parties : la phase de la préparation, la phase de l'exécution, et, « la plus importante », l'étape de la communication, celle ayant pour objectif de construire le mensonge officiel que le public en retiendra. Dans cette « *phase où l'essentiel*

de l'opération commence », « l'apparence est toujours trompeuse », affirment les spécialistes italiens. Elle est généralement faite de désinformation systématique, de manipulation, de fausses pistes et de contre-vérités sous des apparences « *plausibles et jolies* », mais qui s'avèrent fausses à l'épreuve du temps et des faits.

Chapitre 1 : Où la technique journalistique trahit la mise en scène des tueurs...

l'impressionnante prose de l'enquête du panafricain révèle, sans contours, l'un responsable principal à l'assassinat : M. Paul Biya, 85 ans, président du Cameroun depuis 36 ans, soutenu par l'Élysée. Exit : Blaise Compaoré et, bien sûr, l'agent parisien Starckmann, simple voyou (soi-disant) qui aurait profité d'une occasion pour se faire de l'argent...

Tout professionnel de médias issu de la déontologie anglo-saxonne notera, en effet, à la lecture de l'enquête – afin d'éviter d'en être influencé négativement – ce qu'il y a de commun au journalisme parisien: un talent prosaïque ou narratif exceptionnel, un phrasé sublime, entravé toutefois par l'habituel atavisme : une propension – tout aussi exceptionnelle! – au dénigrement, versus une exigence minimale aux plans de l'équilibre, du « *respect de la vérité* » (Charte de Munich) et, subséquemment, de la rigueur dans la collecte et le recoupement de l'information.

Néanmoins y décèle-t-on, annonçais-je, le cynisme de la communication des mécènes de l'assassinat et du commando mis en mission par le marchand d'armes parisien Georges Starckmann. On en retient *a priori*, du moins si l'on ne s'en tient qu'à la manipulation et, donc, à l'effet recherché par les commanditaires du crime, un prototype d'opération *homo* dite clandestine, tous bricolages compris, dignes des républiques bananières du pré carré des ex-colonies françaises d'Afrique.

C'était l'effet recherché. Il fallait que cette opération passe pour un « coup » émanant de réseaux mafieux.

Voici les principaux ingrédients de la mise en scène:

- d'une part, M. Paul Biya, un anachronique roitelet africain francophile, octogénaire, ex-Sorbonnard, ankylosé par l'usure du pouvoir et, de ce fait, élevé à la distinction de « dictateur » après plusieurs décennies d'un pouvoir sans partage, n'ayant aucun scrupule à en découdre avec un opposant de longue date;
- d'autre part, un paltoquet nègre : un officier d'armée, intellectualiste, inintelligent, extrêmement ambitieux, mais sans valeur intrinsèque, n'ayant eu de cesse de rêver de prendre par les armes le pouvoir dans son pays comme à l'accoutumée chez les Africains du pré carré français; l'individu ayant d'ailleurs entrepris un putsch infructueux en avril 1984; comme on le sait à Paris – et ainsi qu'on nous le suggère -, il ne vaut donc pas la peine du moindre souci sur sa disparition et sa vie tout court;
- deux ou trois commanditaires apparents; voyous parisiens, affairistes à la réputation d'autant sulfureuse que leur activité dans le milieu du trafic des armes de guerre avec les Africains n'a, « évidemment », aucun lien avec la France officielle, bien-pensante et bien trop élégante même dans ses opérations les plus louches;
- Puis, le clou : rien n'étant laissé au hasard, le scénario de l'exécution physique qui, d'après le récit élaboré sur mesure, s'est forcément dénoué ailleurs, sur le sol africain, parti de quelque part entre la lointaine Bulgarie et on ne sait quelle autre contrée perdue; l'acteur principal de la pièce macabre, le Portugais « Abrantes » – dont nous n'avons retrouvé aucune trace nulle part, ni dans les « services » ni dans les forces spéciales britanniques ou portugaises – n'ayant été aperçu qu'à Yaoundé, d'après la rumeur; en réalité un *outsider* de l'homicide clandestin propulsé aux devants de la scène pour mieux brouiller les pistes et, ainsi, éloigner les

vrais commanditaires français et burkinabé; Ce n'est pas un hasard; les pirouettes juridiques dégagent *de jure et facto* la « *patrie des droits de l'homme* » d'une responsabilité *ratione loci* au cas où le *de cujus*, résident parisien en provenance du Burkina Faso, faisait l'objet d'une action pénale *post mortem*; tout le ridicule que l'on a versé sur le décédé, puis l'omerta étrange des médias, semblent suffisants pour exonérer la France de toute indignation, de toute enquête, de toute requête et de toute interrogation sur cette disparition depuis le sol parisien;

- Enfin, l'étape ultime, la « publicité » : l'empressement à « dénoncer » immédiatement l'auteur apparent du coup : le régime Biya, tout seul; sauf dans la fiction hollywoodienne, on n'a presque jamais vu des criminels en liberté passer, ainsi, aux aveux complets, en si peu de temps, sans aucune contrainte, sous prétexte de n'avoir pas été payés au complet, et sous prétexte d'avoir « changé » d'identité...

La locution latine y sied parfaitement : *Nemo auditur propriam turpidinem allegans...*

Ces insuffisances dans l'enquête, tactiquement inspirées par les informateurs de l'ombre, trahissent, au yeux de tout professionnel des médias expérimenté ce qu'on voulait cacher: une énième opération secrète clandestine.

C'est l'histoire à dormir debout de l'homme à abattre qui est finalement décédé de la morsure du chien d'un voisin qui avait faim...

De fait, le faisceau d'indices permet de pointer du doigt l'ancien chef d'État burkinabé, Blaise Compaoré, voulant se débarrasser d'un vieil ami qui en sait trop sur son régime sanguinaire franco-africain... Sur le plan de l'exécution du crime; on y subodore l'éternel *Service Action* de la DGSE dont les méthodes clandestines sont rapportées dans l'enquête intitulée « *Les tueurs de la*

République » du journaliste français Vincent Nouville.

Je m'en vais en expliquer rapidement le *modus operandi*.

Dans l'article de *Jeune Afrique*, il saute à l'œil, en premier lieu, l'exclusion du simple questionnement sur le droit à la vie. L'on en prive, ici, l'Africain Guerandi Mbara. Aucun média parisien ne s'est interrogé sur la disparition tragique du résident parisien. Comme par hasard.

On a fait abstraction de la dénonciation d'un grave crime extrajudiciaire. Dans ces médias se voulant défenseurs de l'État de droit en Afrique, ce forfait devait susciter une vraie problématique. Il a été passé sous silence.

La Déclaration universelle des droits de l'homme ratifiée aussi bien par la France que par le Cameroun et le Burkina Faso, dont le journalisme tire sa propre liberté, l'édicte pourtant clairement: « *Nul ne peut être arrêté, détenu ou exilé* » (article 9). Ainsi, « *Toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial, qui décidera, soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle* » (article 10). De plus, « *Toute personne accusée d'un acte délictueux est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public où toutes les garanties nécessaires à sa défense lui auront été assurées* » (article 11 alinéa 1).

D'après le Pacte relatif aux droits civils et politiques – ratifié aussi bien par la France que par le Cameroun et le Burkina Faso, qui, lui aussi établit la liberté des médias -, « *Le droit à la vie est inhérent à la personne humaine. Ce droit doit être protégé par la loi. Nul ne peut être arbitrairement privé de la vie* » (article 6, alinéa 1).

Le Pacte précise : « *Il ne peut être admis aucune restriction ou dérogation aux*

droits fondamentaux de l'homme reconnus ou en vigueur dans tout État partie au présent Pacte en application de lois, de conventions, de règlements ou de coutumes, sous prétexte que le présent Pacte ne les reconnaît pas ou les reconnaît à un moindre degré » (article 5 alinéa 2)...

La deuxième insuffisance tient au fond de l'enquête – en l'occurrence « *l'honnêteté, l'équité et le courage* » impliquant, entre autres, l'obligation de « *Donner la parole à ceux qui n'ont pas la parole* », souligné dans le Code de déontologie de la Société américaine des journalistes professionnels. Cette occurrence induit une énorme anomalie dans la perception de l'enquête. Il ne faut pas croire que le fait est fortuit.

Le fait de n'avoir recueilli aucune réaction dans l'entourage de Guerandi Mbara – qui, lui aussi, procède de la stratégie de « *noyade* » de l'information cruciale –, a provoqué dans les médias et dans les milieux africains de la diaspora un immense doute. Beaucoup de spéculations subsistent autour de la mort ou la vie de l'ancien officier camerounais. Jusqu'aujourd'hui, des personnes considérées comme proches continuent de déblatérer sur la « *vie quelque part* » de Guerandi Mbara. Et pour cause.

Dans l'éthique anglo-saxonne, aucune information à ce sujet n'eût été publiée sans avoir au préalable obtenu une réaction minimale de l'épouse de Guerandi Mbara, par exemple. Rien à voir avec la ligne éditoriale. Cette dernière se trouvait, de surcroît, dans l'un des pays où *Jeune Afrique* entretenait des relations privilégiées au sommet de l'État.

Mais à la décharge de l'auteur, Georges Dougueli, de *Jeune Afrique* dont je connais le dévouement et le professionnalisme, un journaliste, fût-il le plus perspicace, est tout sauf un devin ou un surhomme. Il naît toujours entre le journaliste d'investigation et son informateur un lien « amical » quasiment

mystique dans lequel l'homme de médias tente de creuser ou d'élargir, tant bien que mal, sa propre marge de manœuvre. De fait, plus l'informateur est « précieux » et sérieux, plus il peut s'avérer difficile à « contenir ». Il est, de ce fait, capable de prescrire une camisole de force au journaliste voire le manipuler subtilement.

Ici, le journaliste agira à la lisière de la clause de conscience. Cette posture soumet parfois un journaliste honnête et compétent à une influence dont l'étendue n'est modérée que par l'expérience et le flair.

Voici la vérité dans l'opération *homo* contre Guerandi Mbara.

Chapitre 2 : Isabelle Chanel, pierre angulaire du crime?

Paris, France. Dernière semaine du mois de juillet 2017 à la rue d'Auteuil, dans le 16^{ème}. Notre duo s'engouffre, avec l'aide d'un guide du hasard, dans le vieil enclos en face de la bâtisse mal entretenue de la populeuse ambassade du Cameroun. Le désordre, la crasse et le mauvais éclairage y sont tels qu'on se serait cru dans n'importe quel bâtiment « ministériel » à Yaoundé.

En se faufilant au milieu d'une foule d'usagers alignés dans tous les sens pour attendre un service, on nous introduit sans façon dans le bureau d'un haut responsable consulaire. Derrière la porte rembourrée est la table surchargée du vice-consul, M. Xavier Ongolo.

L'homme, sérieux, affable, voire humble et généreux à première vue nous jette un œil occupé. Il n'est nullement préoccupé par cette entrée brusque dans son lieu de travail. Il est habitué. Le diplomate camerounais accueille dans la pièce deux Français : un homme et une femme, tranquillement installés. La femme, une quinquagénaire d'apparence, se retourne pour nous toiser, arborant un large sourire.

Xavier Ongolo n'est, en effet, pas un diplomate ordinaire. C'est un « *commissaire divisionnaire de police* », travaillant depuis des lustres pour la DGRE (Direction générale de la recherche extérieure), le principal service d'espionnage et de contre-espionnage camerounais qui n'a jamais cessé d'être la police politique du régime du président Paul Biya. C'est un homme intelligent et hyperinformé. On ne sait pas qui est l'autre convive silencieux; apparemment un collaborateur de la Dame hilare.

La Dame est, quant à elle, la pièce rare de notre enquête. Elle n'a été citée

nulle part dans cette affaire en plusieurs années. Elle ne figure dans aucun article de presse relatif à l'assassinat du Dr. Guerandi Mbara. Son nom : Isabelle Chanel. Officiellement journaliste sur la place parisienne, cette Chanel est quasiment inconnue des confrères des médias *main-stream*. Elle est omniprésente, de manière intermittente, dans les raouts diplomatiques africains à Paris, mais personne ne l'avait jamais aperçue *in situ*, dans une capitale du pré carré...

Chanel intervient dans des débats télévisés tel un « officier-traitant » officieux de la DGSE pour la zone CEMAC et, en l'occurrence, pour la République centrafricaine. L'entourage du président Faustin-Ange Touadera ne l'aime pas. On l'y qualifie de barbouze. D'autant que cette femme sans itinéraire précis s'en prend à tour de rôle, quand elle en a l'occasion, aux chefs d'État d'Afrique centrale qui résistent à l'impérialisme français. Elle rappelle, sans fioriture, avec une assurance de gourou, que cette Afrique n'a pas un autre choix que d'être dominée par l'ancienne puissance coloniale.

Elle se présente comme la patronne d'un groupe médias dénommé Euphrate dont ne sont visibles à Paris qu'une adresse postale et les sites d'informations « *Europe-Orient* » et « *Centrafrique Le Défi* ». Le groupe emploierait une certaine Margaux Koekhlin et un certain Ali Khalifa, inconnus au bataillon.

Cette dame étrange, néanmoins estampillée DGSE par les Centrafricains, est la pierre angulaire du « coup » contre Guerandi Mbara, disais-je. Elle en a été la principale *factotum*. C'est cette dame, « bras droit de Starckmann », qui a tout mis en musique.

Juillet 2009. Le président Paul Biya est en visite en France. Il est convoqué par le président français Nicolas Sarkozy au lendemain de la signature - le 21 mai de la même année à Yaoundé -, de l'accord de partenariat pour la défense dont

la « *nouvelle génération* » est initiée sous Sarkozy.

Pour son séjour stratégique, le très discret chef d'État camerounais ne laisse rien au hasard. Fidèle à sa mystique helvétique, le Camerounais jette son dévolu sur le pittoresque hôtel Meurice - qui, avant de passer entre les mains du Sultan de Brunei, Haji Sir Hassan el Bolkiah, appartenait à un « concitoyen » suisse : l'emblématique milliardaire et chef spirituel ismaélite Karim Agha Khan.

À l'Élysée, côté cour, le président français rassure son homologue africain du soutien renouvelé de Paris malgré la modification contestée de la constitution de son pays, qui fait pas moins de 150 tués parmi des manifestants dans les villes. Ces aspects purement protocolaires sont-ils les seuls prétextes à cette visite éclair à l'Élysée?

En marge du faste élyséen, M. Paul Biya offre un banquet de quelques centaines de convives. Mais à huis clos, il reçoit deux hôtes inhabituels. D'abord Christophe de Margerie, défunt Pdg de Total, sans doute pour un compte-rendu de la scabreuse affaire de pétrole camerounais sous enquête au parquet de Paris pour « corruption » suite à une dénonciation de la cellule anti-blanchiment du ministère français de l'Économie, Tracfin...

Ensuite, M. Biya reçoit une certaine... Isabelle Chanel, présentée comme Pdg de « *Europe-Orient* ».

Nous sommes en juillet 2009, rue de Rivoli. Rappelons-le : Isabelle Chanel, l'étrange journaliste et « barbouze » française se révèle, dès lors, dans son rôle de principale *missi dominici* du projet d'assassinat de Guerandi Mbara. Elle est au four et au moulin. La rencontre entre Paul Biya et Isabelle Chanel est, ainsi, le point de départ *numéro 2* de l'opération *homo* clandestine...

L'étape *numéro 1* s'est faite à son insu.

Élitiste, imbu et vaniteux, M. Paul Biya n'aurait jamais demandé, quelle qu'en fût la raison, à rencontrer cette Parisienne inconnue qui a mis les autorités camerounaises en contact avec le marchand d'armes parisien Georges Starckmann, cerveau de l'opération *homo* anti-Guerandi et, surtout, ancêtre de la « piscine » française. De même, il n'est pas besoin d'être un devin pour imaginer que le gang d'espions français avait promis un Guerandi vivant, un prisonnier politique qu'il allait utiliser comme monnaie d'échange et dont il allait obtenir l'allégeance à force de torture morale... M. Paul Biya n'aurait jamais payé pour un cadavre de l'opposant. C'était la principale menterie de l'affaire à son égard.

Pour accepter de financer le projet criminel, M. Biya doit être convaincu que la nécessité de neutraliser Guerandi Mbara a été arrêtée avant cette rencontre par la France et le Burkina, et qu'on a simplement décidé d'offrir le cadeau aux Camerounais. Le budget requis procède soit de la fausse clandestinité de l'opération des « services » français - et notamment de la complexité des justificatifs comptables auprès du parlement -, soit d'une mise en scène affairiste... En réalité, il n'est nullement question d'offrir à M. Paul Biya une mine d'informations vivante sur les tractations secrètes de la France en Afrique.

Il y a mieux. Pour obtenir, dans cet assassinat, l'engagement d'un chef d'État camerounais trop soucieux de son image à Paris et à cheval sur le côté théorique des principes juridiques/judiciaires, il ne suffisait pas de vanter les qualités de limiers et de tueurs froids des espions français.

Ces derniers ont dû, forcément, à travers la même Isabelle Chanel, assuré leurs interlocuteurs camerounais de la couverture politique de l'État français pour étouffer l'affaire au cas où. Preuves à l'appui.

Dans les milieux des espions camerounais à Paris, une telle protection procède de l'instinct. L'extraterritorialité de l'opération *homo* a réglé une partie de la compétence *ratione loci* en cause. Il n'est pas aisé de kidnapper un Parisien même épisodique, aller le chambrer dans les airs sans risquer d'attirer l'attention des tribunaux français et d'exploser la boîte à pandorre.

Le scénario de notre brève rencontre dans le bureau de la rue d'Auteuil reconstitue, en fait, le scénario du complot anti-Guerandi dans lequel l'ambassadeur de l'époque, LeJeune Mbella Mbella, a joué un rôle prépondérant en ses qualités de plénipotentiaire en France et au Portugal, deux pays qui ont servi d'étapes à l'assassinat - ce diplomate que le président Paul Biya a connu au sein de la présidence d'Ahmadou Ahidjo a, ainsi, bien « mérité » dès 2016 son portefeuille de chef de la diplomatie de son pays.

Le paramètre Biya dans l'opération réglait la question doublement. Si on n'associait pas les Camerounais, l'opération *homo* allait cibler un certain « Hamady Traoré » - nom d'emprunt de Guerandi Mbara, le plus connu, et tel que mentionné dans son passeport diplomatique burkinabé -, citoyen ouest-africain résidant à Paris et titulaire d'un passeport diplomatique burkinabé. Les Français ont anticipé le risque en brouillant les cartes. On a refilé le bébé aux Camerounais en leur vendant l'urgence de son élimination physique en tant que menace pour la stabilité, non pas de la France ou du Burkina, mais du seul Cameroun de M. Paul Biya et de la sous région CEMAC... « Hamady Traoré », l'ex-envoyé spécial burkinabé, est, ainsi, redevenu Guerandi Mbara, le temps d'une exécution physique. À la fin, c'est devenu « *une affaire entre Camerounais* » relevant du droit positif tropical. C'était, sans nul doute, l'objectif final des cerveaux de l'opération. La *com* subséquente trahit la trame. La rencontre parisienne de juillet 2009 nous fournit, surtout, le plus important

repère chronologique. L'opération *homo* contre Guerandi Mbara n'a pas commencé en 2012 comme l'indique l'enquête de *Jeune Afrique* qui, malgré la perspicacité des journalistes, n'en relaie pas moins la *com* des espions. Ce n'est pas l'occasion qui a fait le larron. C'est le larron qui a échafaudé de toute pièce l'occasion. Cette affaire n'est pas née au hasard d'une rencontre de Guérandi avec le marchand d'armes Starckmann comme on nous a laissé croire. La petite jonglerie chronologique a simplement permis de sceller le caractère faussement hasardeux du plan. Le projet criminel a bel et bien été initié plus tôt, et s'est ébranlé par une série de pièges tendus à un Guerandi Mbara ambitieux mais désargenté, à travers des individus payés rubis sur ongle qu'il pensait être des amis ou des frères.

Sarkozy était-il au courant de cette opération *homo* contre l'opposant camerounais montée comme un simple règlement de comptes dans la mafia? Rien n'est moins sûr. L'omerta générale de la France suite à l'assassinat de ce résident parisien en est peut-être la réponse la plus pertinente. L'inhabituel *modus operandi* de cette opération confirme cette connotation faussement clandestine. Il fallait qu'on ait, au *finish*, l'impression qu'il s'était agi d'un simple marché de dupes mettant en scène un voyou parisien et un « dictateur » africain sans scrupule.

Y avait-il, en effet, urgence camerounaise à exécuter un Guerandi qui n'avait eu aucune influence dans les manifestations qui éclatèrent en février 2008 autour de la modification de la constitution permettant au président sortant de briguer à vie? Non.

Voici décrit, *a contrario*, le contexte panafricain de l'opération *homo*.

En 2009, Guerandi Mbara, conseiller très spécial et ami de longue date du président Blaise Compaoré est, déjà, en rupture de ban au palais du Kosyam.

Cette fois-ci, la discorde est violente et irrévocable. Ses amis ouagalais le confirment : il a peur pour sa vie. Même sa femme Élisabeth ne sait pas où il vit, en plein Ouagadougou. Il se méfie de tout ce qui pourrait être proche de Blaise Compaoré dont il sait mieux que quiconque les méthodes en telles circonstances. « *Blaise* » joue avec lui à chat et souris. Il lui envoie, semble-t-il, des dossiers pour l'endormir - cette information n'est pas confirmée. Mais il ne se fait plus d'illusion. L'ex-homme de confiance qui a formé la rébellion ivoirienne anti-Gbagbo avec des officiers français dans le nord du Faso sait que « *Blaise* » et ses Français ne vont pas le laisser en vie. Il en sait trop long sur les micmacs d'une Françafrique militaire qui a établi sa base opérationnelle régionale chez « *Blaise* ». Mais, « *Blaise* » le sait, on n'élimine pas un officier de la trempe de Guerandi comme on élimine le chauffeur personnel de François, son frère. Il faut du temps, des moyens et du tact. Il faut pouvoir associer les « services » français, mieux outillés pour mener un assassinat multinational qui ne permette pas de retracer le crime. Guerandi envisage de quitter définitivement Ouaga. Il ira se cacher à Paris.

Et comme par hasard, en 2009, Sarkozy fomenta le renversement du président ivoirien Laurent Gbagbo - qui tarde, entre autres, à signer le nouveau partenariat de défense avec la France - et en plein dans l'affaire du financement de sa présidence par le Guide libyen Mouammar el Kadhafi. La reprise de la diplomatie entre Tripoli et Paris s'est faite sous Jacques Chirac via Blaise Compaoré et ses VRP de conseillers. On l'a dit, Guerandi fait partie des proches conseillers du palais du Kossyam opposés à l'intervention militaire française en Libye et en Côte d'Ivoire.

Le rôle d'Isabelle Chanel dans cette opération vise à faire croire à l'opinion que ni la France ni le Burkina Faso n'ont à voir dans cette opération *homo* dont on

va refiler la responsabilité finale à un chef d'État africain communément appelé « l'âne » dans un certain cercle franco-africain.

Chapitre 3 : Le marionnettiste. Nom de code: Geost...

Il est une ou deux indications cruciales que l'on a fait exprès de ne pas dévoiler dans l'assassinat de Guérandi Mbara. Et l'on pourrait bien comprendre pourquoi le panafricain, pilier de la Françafrique et, du reste, proche aussi bien du Quai d'Orsay que d'Étoudi et du *Kosyam*, a dû procéder par ce type d'omissions.

Personne ne s'est jamais demandé comment les services secrets camerounais savent que Guerandi Mbara, vieux routier du commerce du matériel de guerre, se met en contact avec le marchand d'armes français Georges Starckmann. Dans le milieu, on le savait, il était très actif. Il y est actif depuis des décennies. Il avait tantôt besoin de matériel de guerre pour les rébellions pro-françaises, tantôt fut à la recherche de fonds pour en financer l'acquisition dans une optique personnelle.

À ne jamais oublier : Guérandi Mbara est, entre autres, l'un des *missi dominici* de la Françafrique – sous le couvert de l'ami Blaise Compaoré. Il fait partie des bons offices lorsque le président Jacques Chirac décide de renouer avec le Guide de la Jamahiriya arabe libyenne, Mouammar Kadhafi, suite à une longue période de tension et de gel des relations causée par l'attentat contre un Boeing de PanAmerican et l'explosion d'un DC10 de la défunte compagnie française UTA le 19 septembre 1989 sur le désert du Ténéré qui fit 170 tués... Proche de Charles Taylor ou de Guillaume Soro par la grâce de « Blaise », Guérandi Mbara est souvent missionné par le président Blaise Compaoré, devenu entre-temps l'un des meilleurs amis de Kadhafi au sud du Sahara. Leurs négociations secrètes aboutissent d'ailleurs à la toute première visite

d'État jamais effectuée par un chef d'État français depuis l'indépendance de la Libye, le 24 novembre 2004. Jacques Chirac est reçu au Palace Bab-Azizia en grandes pompes, officiellement au prétexte que le Bédouin a décidé de « *renoncer au terrorisme* ». Officieusement, c'est la France qui avait exprimé le désir de renouer avec le havre de prospérité nord-africain qui n'en finissait plus d'acheter des armes à tour de bras chez les concurrents, à coups de milliards de pétrodollars, et qui distribuait des permis d'exploitation de ses riches hydrocarbures en ignorant la France...

Il y a mieux. Le coup d'État du 15 octobre 1987 contre Thomas Sankara, qui a porté au pouvoir son ami et frère d'adoption « *Blaise* », s'est déroulé sous les yeux du capitaine Guerandi Mbara, lequel savait, mieux que quiconque, le rôle historique y joué, entre autres, par l'Élysée et le président ivoirien Houphouët-Boigny... Comment aurait-il pu en être autrement du meilleur ami du putschiste de Ziniaré ?

Guérandi Mbara sait tout ce qui s'est tramé. On sait qu'il n'est pas bavard dans sa nature, mais qui sait ?

La seule différence d'avec le casting Starckmann : on sait qu'il travaille peut-être, désormais, en *freelance*, pour son propre compte. Néanmoins, un seul connaît mieux que quiconque cette réalité ainsi que ses projets: Blaise Compaoré...

Il est, donc, presque plausible qu'il ait été approché par le patriarche de la DGSE, un peu comme le Père Noël, pour se faire miroiter la même belle affaire : la réalisation de son projet de prise de pouvoir à Yaoundé.

J'en ai abondamment discuté avec l'ami parisien du milieu des armes qui avait, d'après lui, mis Guerandi en contact avec Starckmann quelques années plus tôt. Ce ne fut au départ, d'après sa version, qu'une relation d'affaires

«normale» entre le Français et l'ancien officier camerounais, connaisseur du milieu des armes. En réalité, dans cette affaire, aucune hypothèse ne tient sur la durée.

Pourquoi le marchand d'armes français Starckmann relance-t-il Guerandi Mbara des années plus tard alors qu'il était officiellement désargenté ? Que s'est-il passé entre-temps ? Pourquoi choisit-il, cette fois-ci, de vendre directement son client plutôt que des armes, au point d'impliquer dans une opération *homo* (pour homicide) classique un « exécuteur » résidant à Yaoundé, soi-disant retraité des services spéciaux portugais ? M. Starckmann n'était-il pas censé gagner plus gros, en crédibilité surtout, dans une transaction d'armes normale avec Guerandi Mbara versus le risque d'un raté ou du risque que son client Guerandi ne fût pas tué plus tard par le client Biya ? Maintenant que l'on sait que M. Starckmann a personnellement planifié une opération *homo* contre un client et universitaire africain, pourquoi n'est-il pas inquiété par les autorités françaises, lui-même et ses commanditaires supposés ?

En voici l'explication. Georges Starckmann n'est pas qu'un simple vendeur d'armes. C'est un agent historique du *Service Action* de la Direction Générale de la Sécurité Extérieure (DGSE) française. Dans l'opération *homo* contre Guerandi Mbara, lui-même est en mission. Il se doit également de brouiller les cartes comme l'exige la déontologie. Il demeure, en effet, actif pour la « Piscine » à la commande. Dans le cadre notamment d'opérations clandestines pour tuer sous couvert du business des armes...

Cette barbouze dont le nom de code DGSE est «*Geost*» travaille, « depuis des siècles », pour le SAC (service Action civique) très connu au Cameroun pour divers homicides des plus célèbres nationalistes dont, en l'occurrence, Félix

Roland Moumié, empoisonné à Genève le 3 novembre 1960 par l'agent William Bechtel...

M. Starckmann n'est donc pas un simple voyou parisien du milieu de armes ainsi qu'on a essayé de nous le faire avaler. C'est un mensonge officiel. Il est resté un point focal de la DGSE.

L'ancien propriétaire d'un studio sis à l'avenue de la Motte-Picquet à Paris a, d'ailleurs, toujours revendiqué sa «*très ancienne relation avec la DGSE*».

Le panafricain de la rue d'Auteuil a passé sous silence cette information qui eut pu en élargir l'horizon géostratégique.

Starckmann s'est déjà retrouvé *es qualité* de représentant officieux de la DGSE dans plusieurs homicides clandestins. Les médias belges ont rendu compte d'une réunion fameuse à l'automne 2000 dans un club privé dénommé le Château Sainte-Anne près de Charleroi en Belgique sous la férule d'un certain Benoît Chatel et du capitaine Atenbina. Le conclave avait, rapporte-t-on, conduit à l'assassinat du président congolais Laurent-Désiré Kabila le 16 janvier 2001. Elle s'était tenue, je rappelle, en présence de Starckmann étant et agissant au nom et pour le compte de la DGSE.

« *Geost* » échappa de justesse à la mort dans une opération dite de la super-constellation visant à fournir des armes au maquis kabyle, laquelle fut sabotée par les services secrets soviétiques à l'aéroport de Malte.

Voici ce qui est écrit de M. Starckmann écrit dans son ouvrage.

« *Le commerce des armes ne fut pas pour lui une vocation, mais elle correspond mieux à la réalité. Ce business est toujours rattaché à la politique. (...)* »

« *Tout d'abord engagé par les Services [secrets] pour vendre au FLN des faux billets qui changeaient de couleur à la lumière, Georges Starckmann (nom de*

code : Geost) est arrêté en Tunisie. Puis, avec ou pour les services dits secrets, il organise diverses opérations de livraison ou de non-livraison d'armes, ou alors elles ne vont pas là où on les attend, mais chez des amis n'ayant pas les moyens de les payer, ou bien parce qu'à ce moment-là, cela arrangeait la politique visible ou secrète de la République. Malgré tous les différents embargos, il est conduit à livrer des armes au Biafra, des avions au gouvernement fédéral du Nigeria; des missiles et du napalm à l'Égypte, alors en guerre avec Israël, des tanks russes au général Pinochet qui voulait faire croire à une provocation du Pérou. Et c'est l'affaire des Startron pour Kadhafi qui mettra son nom en lumière. »

D'après l'ouvrage sur son étrange contrat de travail avec la DGSE, « Être dans le commerce des armes, et respecter une déontologie, consiste parfois à prendre des risques que l'on ne peut expliquer. On est ainsi toujours le diable de quelqu'un, car la plupart de ces négociations ne se font pas sans mal, et si cela se termine mal, on ne peut se plaindre. En résumé, dans ces opérations, il ne faut jamais croire ce qui apparaît évident, les Services [secrets] faisant avorter certains contrats quand l'intérêt de l'État le commande. Lorsqu'on le laisse dans le flou, c'est de sa propre initiative que Geost décide du sort des matériels sensibles en route vers une destination jugée suspecte. (...) ».

M. Starckmann a, en effet, agi pour le compte des « Services » français en Irak, en Iran, en Côte d'Ivoire et « dans les arcanes de la République ». Il a également sévi à Cuba, chez les FARC, à Taïwan, au Togo, dans la RDC de Kabila, chez les Talibans, en Algérie, au Libéria, au Pérou, contre les Chinois en Afrique, au Bénin, en Guinée Bissau ...

Pour que ce marchand d'armes parisien travaillant pour la DGSE se décide à brader sa réputation en « vendant » ainsi un client « françafricain », dont la

moindre des réputations n'est pas qu'il a souvent été négociateur en matériel de guerre pour le compte de plusieurs «armées» pro-françaises depuis des décennies, il faut bien qu'il y ait eu une «raison d'État», la promesse de la protection et, surtout, le feu vert subséquent de l'Élysée. Et on le voit bien. L'agent de la DGSE est le bras séculier de l'État français dans une diplomatie clandestine du meurtre avec les palais du Kosyam et d'Étoudi...

Chapitre 4 : Un « *baron du Rhône* », complice à son insu?

D.A.K est un dandy aux apparences d'enfant gâté. Ce n'est en réalité que le fils-héritier d'un ex-apparatchik des forces armées du régime Ahmadou Ahidjo, qui a précédé celui du président Paul Biya. La quarantaine, le rejeton *Baguirmi* baigne très tôt dans les milieux de l'approvisionnement tous azimuts. Et, progressivement, dans le trafic du matériel de guerre. Tout baignait à l'époque. Mais il fallait voir grand.

L'ambitieux *Kotoko* décide de s'installer en France, dit-il. Il pose ses valises à Orléans en Val-de-Loire. Non « *pas comme un immigrant économique* » issu de la pauvreté africaine, mais comme « *investisseur* ».

A priori, il connaît du beau monde dans le milieu des armes. Il a aussi une idée assez nette des tours de passe-passe des magiciens du commerce de la guerre avec ses marques de mitrailleuses dernier cri tant recherchés par les États tropicaux instables et les constellations rebelles.

Il reprend en 2007 une certaine société Samaris International sise à la rue Jean-Guy Labarde à Nogent-sur-Marne en Île-de-France. Elle se spécialise dans le négoce international et le conseil en affaires, mais aussi, peut-être, permettra-t-elle de se frayer une place dans le grand business de la guerre dont les ficelles sont tirées à la métropole française.

Existe-t-il quelque activité multinationale subsidiaire non déclarée de Samaris International? Question. Mais les choses ne se passent pas comme prévu. Le réseau du quadra *Baguirmi*, et, en l'occurrence, sa belle capacité d'analyse du spectacle de la guerre sous les tropiques ne l'aident pas à percer dans l'enfer parisien. Paris est, peut-être, trop complexe pour un novice. Il a

progressivement perdu ses bons contacts et amis au ministère camerounais de la défense. Très vite, il déchanté. Samaris International périclité, avec ses dernières économies. C'est la déprime. Il faut fermer boutique.

Fin avril 2012, Samaris International fait face à sa propre dissolution. Un certain Claude-Pierre Bonnepart, ingénieur des télécommunications originaire de Lyon, en est nommé liquidateur. Le futur baron du Rhône est à la vadrouille.

Il affiche profil bas. C'est une période noire pour ce musulman glamour pratiquant. Mais les raisons pour lesquelles il quitte Orléans pour s'installer discrètement avec sa famille dans la région du Rhône semblent bien plus mystérieuses.

L'Île-de-France où était basée Samaris International c'est le centre. La région du Rhône, en l'occurrence ce nouvel univers aux confins de la « montagne mystique », c'est la périphérie. La distance entre son ancienne et sa nouvelle résidence est, peut-être, l'indice que ce déménagement n'est pas uniquement motivé par ses déboires microéconomiques ou, simplement, par le fait d'avoir eu de bons conseils du nouvel associé-gérant de Samaris International, Bonnepart, originaire de la région.

L'alors duc du Rhône autoproclamé m'expliquera que sa disparition des réseaux sociaux, du Paris-spectacle des armes, puis son déménagement inopiné à Lyon, sont motivés par des « raisons de sécurité ». Quelles raisons de sécurité? Quoi de plus étrange pour un homme d'affaires sans histoire!

C'est que, quelques mois avant son assassinat, le futur baron du Rhône héberge à son domicile du Centre-Val-de-Loire, pendant plusieurs mois, un bien curieux « frère » africain. Un certain Guerandi Mbara. Au cours de ce qui va devenir son dernier séjour en Europe.

On ne saura peut-être jamais les tenants et les aboutissants de cette relation fraternelle. Car, on le sait déjà : Guerandi Mbara n'est pas n'importe qui. Il ne se confie pas, certes. Mais il est une sorte de vorace relationnel chez ses compatriotes. Néanmoins on ne lui avait pas soupçonné cette relation et une telle proximité avec le « frère » *Baguirmi*.

On nous a relaté le quotidien de Guerandi Mbara chez son « frère » à Orléans. Discret et hyper-prudent comme à son habitude. Il consacre ses journées à ses activités académiques, et entretient son réseau d'amis et de relais. Il y « polit » également son éternel projet de société pour son pays et multiplie les contacts. Il se nourrit peu et ne s'exprime presque pas sur sa stratégie. Il a toujours vécu ainsi.

À Orléans, il traverse sa dernière période de déconfiture à l'égard du Kosyam. C'est une nouvelle zone d'impécuniosité et de froid avec son vieil ami burkinabé, le président Blaise Compaoré. Nul ne saura jamais, en effet, ce qui brouillait les deux ex-inséparables de l'École militaire interarmes de Yaoundé. C'est que, Guerandi connaissait parfaitement la géostratégie militaire françafricaine dans laquelle il avait si longtemps travaillé au palais du Kosyam. Mais, à l'orée des années 2009, leur groupe se remettait en question en « s'africanisant » davantage. On pensait qu'il fallait s'émanciper un peu du diktat élyséen. Du moins, croyait-il.

Mais les apparences peuvent s'avérer trompeuses.

Guerandi Mbara rassemblait, à Paris, tous éléments de preuves et concoctait une liste de témoins, notamment d'orphelins, de veuves et autres collatéraux des soldats qui furent passées aux armes pour crime de faciès après le putsch du 06 avril 1984 à Yaoundé.

Il avait entrepris de faire venir à Paris quelques ayants-droit en vue de la mise

en œuvre d'une association de victimes en guise de socle à une action judiciaire devant les institutions pénales internationales. Orléans est l'hôte de la manœuvre.

À Orléans, Guerandi se fait tout petit. Il en a l'art. Dans ces périodes, il lui est parfois arrivé de passer des nuits à même un matelas chez quelque compatriote lambda. Ce faisant, il se fait invisible même pour la maisonnée. Il voyage beaucoup en Europe où l'attendent une foultitude d'individus parfois sans envergure. Sans doute ces changements de caps en Europe procédaient-ils de sa propre technique de camouflage. Mais comment s'est-il retrouvé dans cette résidence d'Orléans? N'a-t-il pas été attiré dans un piège de services spéciaux, qui s'est progressivement refermé sur lui dès le début des années 2010? Avait-il été sermonné par Blaise Compaoré?

C'est, en effet, au cours de cette période que sa fin se dessine.

Bientôt, la France intensifie ses interventions en vue d'un retour en force en Afrique du pré carré. À la clé, une action conjuguée de la force armée, de sa diplomatie onusienne et, en particulier, d'assassinats clandestins ciblés d'Africains et autres terroristes « ennemis » de la France. Ces opérations, révèle-t-on, sont autorisées plus tard par le président français François Hollande lui-même, qui use et abuse de la capacité de frappe du Service Action - le journaliste français Vincent Nouville confirme dans son enquête les crimes clandestins initiés par la cellule clandestine du Service Action de la DGSE dans un ouvrage paru chez Fayard en janvier 2016...

Avant de s'enfuir vers la région du Rhône, l'hôte d'Orléans et futur baron autoproclamé du Rhône présente Guerandi Mbara à un certain Georges Starckmann. C'est le patriarche du Service Action de la DGSE qui va signer sa fin de vie. D'après la version officielle, cette mise en contact est faite, soi-

disant, à la demande de Guerandi Mbara. Motif avancé: recherche de financements pour acquisition de matériel de guerre ou, simplement, de fournisseurs d'armes. C'est ce qu'on nous dit. La suite des événements ne confirme pas ces faits.

C'est que, Guerandi n'est pas un bleu dans le milieu. La rencontre avec ce point focal de la DGSE n'est, indubitablement, pas fortuite. Le « baron du Rhône » était-il dans le coup de l'assassinat? Avait-il été contacté par les Français? Savait-il à quoi il exposait son « frère » Guerandi Mbara? Des questions d'autant embêtantes que la suite tragique du scénario semble avoir laissé l'hôte de Guerandi à Orléans passablement indifférent, ou plutôt flamboyant de sérénité.

Dès le milieu de l'année 2011, l'opération *homo* contre Guerandi Mbara est mise en route. Quand elle débute, le futur baron du Rhône s'en va se cacher à Lyon. Par pure coïncidence? Pour des « raisons de sécurité », affirme-t-il. Officiellement, il n'est au courant de rien.

Janvier 2013. Le « colis » d'un Guerandi Mbara « *sous l'effet d'un puissant sédatif* » (sic) est livré à des tueurs camerounais par un commando clandestin DGSE - c'est la chronologie délivrée par les tueurs.

Octobre 2014. Immédiatement après la divulgation de l'assassinat, l'ex-hôte de Guerandi et ancien résident d'Orléans réapparaît, en superforme. Il s'auto-bombarde le titre de Baron du Rhône. Il avait annoncé auparavant, dans les réseaux sociaux, qu'il « *prendrait bientôt du grade* ». Le duc est donc devenu baron.

Dès lors, il devient très actif. Il effectue plusieurs voyages à Dakar où il rencontre l'ancienne *First Lady*, Germaine Habiba Ahidjo, une sympathisante de Guerandi Mbara. Il consulte souvent un marabout à Touba, dans la confrérie

des Mourides, à près de 200 kilomètres à l'est de la capitale sénégalaise. Il se rend également à Ndjamena, à Amsterdam, Londres...

Sur son compte Facebook, il publie le 2 avril 2015 un étrange hommage à la coopération multilatérale en matière de « sécurité ». *« L'ordre sécuritaire au Cameroun se constitue autour d'une dialectique qui met en évidence les dynamiques sécuritaires endogènes et les connexions internationales. Ces dynamiques du « dedans » et du « dehors » s'instituent dans un mouvement d'imbrication et d'enchaînement »*, écrit-il. Un hommage retentissant s'il en est, mais d'autant étrange.

Le Baron du Rhône sait, peut-être, de quoi il parle.

Dans une enquête intitulée *« La face cachée du Quai d'Orsay »*, publiée aux éditions Robert Laffont, Paris (2016), le grand reporter de *L'Obs*, Vincent Jauvert, en parle lui aussi. Et il va plus loin sur l'offensive des « services » français. Il révèle que les ambassades de France en Afrique sont devenues de véritables centres d'espionnage avec des diplomates directement issus des services secrets français. Certains espions sont déclarés au pays d'accueil. D'autres, agents de la DGSE, ne le sont pas. Ils sont en mission spéciale. Ces derniers, hyperactifs, ne sont pas connus des autorités locales, bénéficiant donc d'une couverture diplomatique « épaisse » de la France. Personne n'est censé savoir pourquoi ils sont là. Et d'ajouter que les toits des ambassades de France en Afrique du pré carré déploient désormais des antennes pour surveiller les communications locales avec un important centre d'écoute basé à Djibouti.

Ces « diplomates » de la « piscine » dépendent d'une direction de la stratégie qui est le confluent des services secrets et du Quai. Ils occupent diverses fonctions servant de parades: conseillers politiques, responsables presse,

secrétaire d'ambassade, vice-consuls...

Les agents connus de la « piscine » à Yaoundé notamment procèdent à divers échanges d'informations avec la présidence.

Des sources à Yaoundé admettent qu'on doit aux espions français les étranges alertes ayant abouti au fameux « appel d'Obala » accusant les apparatchiks nordistes d'être des mécènes d'une chimérique filiale camerounaise de la secte Boko Haram. Des histoires à dormir debout. On aurait créé de toutes pièces sur papier une rébellion ethnique imaginaire ayant pour projet de renverser le président Paul Biya – ceci ayant suscité nombre d'arrestations dans les entourages de certains pontes nordistes...

Toutes les informations prédirent à l'époque le chaos ethnique imminent au Cameroun, faisant le tour des universités occidentales et autres organismes de surveillance, en feraient partie. On évoquait dans le même ordre d'idées les prétendues complicités autour de l'enlèvement spectaculaire à Kolofata, le 27 juillet 2014, de Agnès Ali, épouse du puissant vice-premier ministre Amadou Ali.

N'empêche. Les Français ne démordent jamais. Eux au moins disposent d'une stratégie de l'après-Biya.

Le « *baron du Rhône* » a effectué un retour en fanfare au bercail camerounais en 2016 où, sans avoir jamais été diplomate, il annonçait qu'il intégrerait l'ambassade de la France comme cadre... Pour faire de l'espionnage? Personne ne l'y a vu à ce jour. En tout cas, le « frère » de Guerandi Mbara a quitté la France définitivement. Il y en a au moins un, nouvel arrivant aussi dans la même mission diplomatique - de la France à Yaoundé – , nommé dans la même période (septembre 2016) qui, sans nul doute, fut soit au cœur soit au parfum de l'opération *homo* contre Guerandi Mbara, ancien résident de Ouaga. Il s'agit

de l'ambassadeur de France lui-même, Gilles Thibault, ancien de Saint-Cyr et ex-ambassadeur à Ouaga au moment de l'assassinat.

Chapitre 5 : Destin cruel pour Élisabeth Maïworé, princesse *toupouri*

Lorsque, au cours de la dernière semaine du mois de novembre 2004, je franchis nuitamment le seuil de la porte de la résidence des Guerandi à Ouagadougou, l'endroit, silencieux et austère, respire calme et mystère. « *Où sommes-nous ?* » essayais-je dans la pénombre de la veranda... « *Nous sommes quelque part à Ouaga* » répondait , le sourire aux lèvres, Guerandi Mbara, quittant son véhicule Toyota Rav 4.

À l'intérieur nous attendait, toute seule, son épouse Elisabeth, née Maïworé. Elle avait préparé du *Ndolè*, plat national camerounais issu de la plante légumière *Vernonia Amygdalina*, avec des « *bâtons de manioc* »... J'en étais un peu contrarié parce que c'est moi qui, la veille, avais apporté de Douala au Cameroun la plupart de ce qu'on avait servi à table ce soir. Mais il ne fallait pas s'en faire outre mesure. Le souci de sécurité dans ce bled mystérieux du milieu de Ouaga était une véritable psychose. Il était clairement question de me faire déguster le premier le poison qu'éventuellement j'apportais du pays que son mari avait fui vingt ans plus tôt. Au cas où. C'était le moyen de me mettre à l'épreuve. J'en ai encore en travers de la gorge de cette scène aujourd'hui.

La princesse *toupouri* du clan Salkréo du Mayo-Kani près de Kaélé, au cœur de la steppe septentrionale camerounaise était, en effet, le genre de femme sans âge dont la perspicacité, le charme et le charisme étaient discrets mais évidents. Elle n'avait aucun maquillage apparent. Guerandi Mbara se vantait de n'avoir jamais profité de la « *stérilité* » de sa compagne pour la vie pour faire des enfants avec une autre femme - un serment qu'il n'aurait pas tenu *ad vitam aeternam*, semble-t-il.

Au cours de ses années de gloire, le sénateur et ex-ministre camerounais Dakollé Daïssala était présenté comme le père d'Élisabeth Maïworé. Il ne luttait pas tant pour le démentir. Je lui avais posé la question un jour lorsque, par hasard, je l'avais rencontré à Yaoundé. L'initié *toupouri* et chef coutumier de Goundaye s'était empressé de dire, en riant, qu'Elisabeth était sa nièce, avant d'ironiser sur le patronyme des Guerandi fils et père, tous deux officiers de l'armée.

C'était l'époque où Guerandi Mbara, coqueluche des « services », était un mythe et une *star* à Yaoundé, au point où quiconque prétendait le connaître méritait pas moins qu'un poste au gouvernement.

Élisabeth n'avait pas, disais-je, eu d'enfant après des décennies de son union avec l'officier *toupouri* devenu proche conseiller du président burkinabé Blaise Compaoré. Il y avait belle lurette que le couple était cloîtré dans ce milieu militarisé qu'on ne quittait, même pour un court séjour à l'extérieur, que sur autorisation écrite du maître des lieux, « *Blaise* ». Elisabeth n'avait manifestement pas adopté d'enfant. Les règles de sécurité ici ne s'y prêtaient peut-être pas.

Au moment de servir son repas, elle toisa attentivement le convive que je fus, me salua et disparu sans mot dire. Je lisais dans son attitude l'exercice rapide de son intuition d'épouse et protectrice de son fougueux et maladroit époux. Elle révélait la psychose qui régnait dans l'entourage de l'homme fort du Faso, et, en l'occurrence, en ce lieu de sécurité tous azimuts.

Dans cette même maison, Madame Guerandi, ex-amie de la *First Lady* Chantal Compaoré, avait tout vu et tout entendu. Elle avait vu défiler dans ce salon sobre du beau monde du pays où l'on en voulait tant à son mari. Elle avait côtoyé des leaders venus s'abreuver à la source de l'internationalisme de la

« *rectification* », cet étrange méli-mélo diplomatique et militaire de la France en ex-colonies. Elle avait accueilli dans cette maison : Laurent Gbagbo, Dacoury-Tabley et Guillaume Soro de la Côte d'Ivoire; Idriss Déby du Tchad; Charles Taylor du Liberia, Foday Sankoh de la Sierra-Léone...

Au terme d'une soirée passée avec Laurent Gbagbo (me raconta son époux), la discrète épouse s'était exclamée après qu'il s'en soit allé : « *C'est lui qui veut diriger la Côte d'Ivoire!* » On ne sait pas trop ce que cela voulait dire. Guillaume Soro était, en tout cas, le préféré ici.

De ce bled anonyme appelé abusivement « *Conseil de l'Entente* » - de ce qu'il fut avant la révolution -, mon accompagnateur, Guerandi Mbara, mystifiait tout. Du moins le pensais-je. Il me fit savoir que l'endroit n'était pas fréquenté par n'importe qui. Il me rappela que la caserne était la « *zone de sécurité numéro 1* » de Ouagadougou et qu'il fallait être détenteur d'un code, entre autres, pour y accéder. L'allusion m'énervait un peu. Je me disais qu'il bluffait tant je l'avais déjà été dans le sens contraire par la simplicité des officiers supérieurs en boubous légers qu'il m'avait présentés au Mess des officiers de Ouaga sis à l'avenue du Yatenga.

Pourquoi avait-il besoin de me faire croire que des gens aussi humbles et conviviaux vivaient dans la paranoïa?

Je ne saurai que longtemps plus tard la vérité sur ce lieu méconnu du public burkinabé avec ses habitants. Le « *Conseil de l'Entente* » est situé au nord du siège de la Radio et télévision nationale dans le secteur 03 de l'arrondissement numéro 1. C'est dans cet ilot de manguiers et de villas poussiéreuses que résidait Blaise Compaoré et son entourage. « *Blaise* » vivait là, quelque part dans le voisinage, sans sa famille (femme et enfants), au milieu des villas anonymes occupées par d'autres hommes de confiance de l'homme fort du

Faso.

Le très redouté Régiment de la sécurité présidentielle (RSP) commandé par le général Gilbert Diendéré, bras droit du président Blaise Compaoré - et, du reste, grand Manitou du renseignement - était basé ici. Le Régiment se cachait dans ces villas qui, naguère, servirent de QG au Conseil national de la révolution. L'homme de confiance numéro 1 du président Blaise Compaoré était, par conséquent, l'interlocuteur principal aussi bien de l'espionnage français qu'américain - qui, en ce qui le concerne, lui offrit la formation Flintock des forces spéciales contre le terrorisme.

Le voisin Diendéré - dont me parla Guerandi sans que je sache de qui il s'agissait exactement - n'était pas n'importe qui. Il avait été de tous les coups avec la soldatesque française pour « *restaurer la paix et la démocratie* » selon le vocabulaire usuel des coups tordus.

Il avait été, en 2008 en France, élevé à la dignité de chevalier de la Légion d'honneur française pour services rendus, sans doute au terme de moult opérations de déstabilisation.

Je l'ai spécifié précédemment: ce n'est que plus tard que je sus que j'avais séjourné dans l'ancre du diable et que les Guérandi, comme la plupart des résidents du « Conseil » d'ailleurs, y étaient quasiment assignés à résidence tant que durait le pouvoir de « *Blaise* ». La jouissance du pouvoir version Compaoré induisait une drôle de vie de sang, de pactes sataniques, de manipulations d'opinion et d'argent, entièrement sous le contrôle du Régiment de la sécurité présidentielle - dont l'homme de guerre et universitaire Guerandi Mbara avait, heureusement, formé quelques hauts cadres à l'Académie militaire de Pô.

Cet endroit macabre avait déjà fait parler de lui négativement en plusieurs

occasions célèbres. C'est à quelques mètres d'ici qu'avait été assassiné le chef de la révolution burkinabé, Thomas Sankara, ainsi que douze compagnons d'infortune, un certain 15 octobre 1987. Le commando était conduit par un certain... Gilbert Diendéré. Le même. Le commanditaire n'en était autre que le « *frère* » de Thomas, Blaise Compaoré, marionnette des « services » français. Le sulfureux frère et conseiller économique du président du Faso, François Compaoré, alias le « *petit président* », avait établi ses bureaux dans ce bled connu, du reste, comme un haut lieu de tortures et d'exécutions sommaires. Plusieurs personnes entrées ici n'en sont plus jamais ressorties vivantes. Le journal burkinabé *Mutations* fait une description significative de ce milieu « lugubre » d'où est partie l'ultime tentative de coup d'État de septembre 2015 contre la transition burkinabé, fomentée par le fameux Régiment du général Diendéré.

C'est ici qu'avait été torturé à mort en décembre 1997 David Ouédraogo, chauffeur de François Compaoré... C'est également ici qu'est parti le commando qui assassina en décembre 1998 le journaliste d'investigation burkinabé Norbert Zongo, directeur de *L'Indépendant*. Le journaliste, son frère Ernest Zongo et ses amis Blaise Ilboudo et Ablassé Nikiéma étaient abattus par balles par les éléments de la sécurité présidentielle avant d'être brûlés alors qu'ils se rendaient dans un ranch pour le week-end. Les Compaoré reprochaient au journaliste de trop s'intéresser au décès du chauffeur personnel du « *petit président* ». L'étudiant en 7^{ème} année de médecine Dabo Boukary avait mystérieusement disparu ici alors qu'il y avait été amené vivant en mai 1990; son dossier est toujours pendant devant la justice. Le professeur d'université Guillaume Sessouma, entré en septembre 1989, n'y est plus ressorti vivant et n'a plus donné signe de vie...

« Une partie du conseil est occupée par des tombes dont on ignore jusque-là l'identité des occupants et les circonstances de leur mort, raconte le journal Mutations qui y a effectué une visite en compagnie de plusieurs visiteurs après la chute du régime Compaoré. Dans l'enceinte du « Conseil », une petite maisonnette d'à peine 2 m2 n'a pas manqué d'intriguer les visiteurs. Ses murs de l'intérieur portent des écritures incrustées et écrites certainement par des âmes en détresse avec des objets de fortune. Ces messages disposés pêle-mêle faisaient tous l'apologie de la vertu et proclamaient la foi en Dieu. À défaut d'un guide avisé et averti pour présenter le « Conseil » avec tous ses mystères, certains visiteurs n'ont pas manqué de (...) que la maison faisait office de prison et que les graffitis seraient l'œuvre des prisonniers en détresse qui attendaient leur exécution dans l'antichambre de la mort: le purgatoire. »

C'est de ce camp militaire VIP qui fit tomber la révolution sankariste que s'est échappé vers 2011 Guerandi Mbara, en rupture avec son ami Blaise Compaoré. Nul ne peut savoir ce qui, exactement, les sépare. Les témoins affirment que l'exilé parisien ne voulait plus, malgré l'impécuniosité, rencontrer quiconque de l'entourage de Blaise Compaoré. *« Il s'en méfiait. Il se méfiait de tout le monde. Il se méfiait de nous tous »*, me l'a avoué l'historien Jean-Marc Domba Palm, inséparable de Guerandi et lui-même ex-ministre des affaires étrangères.

L'une des dernières personnes à avoir rencontré Guerandi Mbara vivant à Ouaga dans cette même période est ma consœur et amie de longue date Henriette Ekwè Ebongo, « la seule Africaine à avoir reçu », à 62 ans à Washington D.C. (le 08 mars 2011), le Prix du Courage féminin (International Women of Courage Awards) du Département d'État américain, des mains de Hillary R. Clinton, en présence de Michelle Obama. Amie de Laurent Gbagbo,

Ekwe séjournait au Faso en mai/juin 2011 dans le cadre d'un projet de femmes africaines financé par le Quai d'Orsay. Elle rapporte avoir vu un Guerandi aux abois. « *Il était méconnaissable. Il avait peur pour sa vie* ». Une mutinerie sanglante éclatée au sein de la Garde présidentielle quelques semaines plus tôt s'était étendue à Pô, ville garnison abritant plusieurs casernes dont le CEC, le Centre d'entraînement commando et à l'académie des officiers de Pô. Elle avait eu pour effet paradoxal de faire de l'ex-officier camerounais l'un des hommes à abattre dans l'entourage de Blaise Compaoré, par la magie du bouc-émissaire ou du prétexte. C'est, apparemment, ce qu'on avait bien voulu lui faire croire. Il n'en demeure pas moins qu'on voulait le tuer. Il en était plus que convaincu. Qui? « *Des gens de l'entourage* ». Forcément du premier cercle – suivez mon regard!

Il est, dès lors, clair que « *Blaise* » n'est plus une protection pour lui. Au contraire. Et il a compris. L'avait-il sacrifié à l'occasion de la crise en guise de bouc-émissaire ou fut-ce un vulgaire prétexte pour faire avancer un plan d'homicide arrêté dès 2009? On n'en est pas bien loin. Pô est un prétexte. « *Blaise* » en profite sans doute pour lancer les hostilités, à sa manière, dans l'optique du projet d'assassinat clandestin entrepris avec l'expertise des « services » français dont Ouaga est, on le sait déjà, la principale base opérationnelle en zone CEDEAO.

Guerandi envisageait de quitter définitivement le Faso. En attendant, il vivait caché en plein Ouaga. Il n'hésita pas à confier à Ekwe qu'il ne fallait pas être surprise d'apprendre qu'il soit « *trouvé mort quelque part, à tout moment* ». Il en savait si long aux méthodes de la soldatesque version Diendéré. C'est à un point où, pour se parler en toute sécurité, il donnait rendez-vous à la journaliste au milieu de la nuit dans un stade vague pour pouvoir parler en

toute sécurité. Il lui révéla qu'il ne pouvait plus rencontrer sa propre épouse Élisabeth. C'est dire qu'il avait déserté physiquement le « *Conseil de l'entente* » y laissant armes et bagages.

Qu'en était-il d'Élisabeth? La princesse *toupouri* était restée dans l'ancre du diable. De son plein gré ou en otage malgré elle dans le bunker du « *Conseil de l'entente* »? Guerandi Mbara n'a pas pu l'exfiltrer. C'est clair. Comment cela aurait-il été possible sans réels risques? On peut imaginer que la surveillance autour de l'ex-proche de Chantal Compaoré avait été renforcée alors même qu'elle tirait le diable par la queue en l'absence prolongée de son mari.

C'est dans ces conditions de surveillance qu'Élisabeth Maïworé a appris, sur le tard et via les médias, l'assassinat de celui dont elle avait partagé l'essentiel de l'existence. Des proches du couple affirment qu'elle n'en savait pas grand-chose. Elle avait eu trop peu de nouvelles de l'ancien artificier de l'école de guerre de Hambourg depuis son départ deux ans plus tôt.

Ce dernier me fit savoir qu'elle y avait été préparée de longue date. « *Toute épouse de soldat doit être préparée à l'éventualité que son conjoint lui soit enlevé un jour inopinément* ». Mais peut-on vraiment préparer une épouse à la disparition subite d'une mari en santé? Il semble qu'elle ait cherché à en savoir plus mais avait été stoppée net par le général Diendéré. Le patron du renseignement burkinabé lui aurait gentiment interdit d'en parler ou même de s'y intéresser. Pour qui sait décrypter les non-dits des « services », tout est clair.

L'assassinat de Guerandi Mbara s'est, ainsi, déroulée sans le moindre communiqué, la moindre mention ou la moindre réclamation du régime pour lequel ce Burkinabé d'adoption - voyageant avec un passeport diplomatique délivré à Ouaga - avait consacré l'essentiel de sa jeunesse et de son expertise

militaire, économique, politique et stratégique.

L'assassinat de Guerandi Mbara n'a pas fait l'objet de la moindre annonce ou allusion dans la presse burkinabé qui, de toutes les façons, ne connaissait pas celui que les proches de « *Blaise* » et Thomas Sankara appelaient affectueusement « *Hamady* ». Personne ne connaissait Guerandi Mbara à Ouaga.

Dès lors, Élisabeth s'était terrée dans leur domicile conjugal du « *Conseil de l'entente* ». De quoi vivait-elle? Qui rencontrait-elle? Nul ne le sait exactement. On sait qu'elle était désormais active à l'église baptiste et, sans doute, fréquentait-elle de rares amis restés fidèles.

Le scénario a duré jusqu'au jour où, 27 ans après l'assassinat de Thomas Sankara, Blaise Compaoré est chassé du pouvoir par une révolution populaire. Mais lorsque, le 31 octobre 2014, un énorme cortège de dignitaires du régime déchu - dont une grande partie vivait au « *Conseil de l'entente* » - s'ébranle vers la frontière du Ghana pour rejoindre la Côte d'Ivoire sous la protection de l'armée française, beaucoup pensent qu'Élisabeth est assise en bonne place dans l'une des cylindrées qui quittent Ouagadougou. Ce n'est pas le cas. Où est-elle passée?

Élisabeth est restée en otage au « *Conseil de l'Entente* », cimetière à ciel ouvert des contempteurs de la « *rectification* ». L'avait-on oublié ou purgeait-elle la disgrâce de son défunt mari jusqu'au bout?

S'ensuivit la drôle de tentative de putsch du général Diendéré soutenu par ce qu'il restait de son redoutable Régiment de la sécurité présidentielle en septembre 2015. Ce dernier est mis aux arrêts. Son épouse, la sémillante Fatou, est en fuite au Togo. Le Régiment tristement célèbre est enfin démantelé. Le secteur 03 de Ouaga jadis inaccessible est cédé au ministère

burkinabé des affaires étrangères qui envisage d'en faire un mémorial Thomas Sankara.

Mais son mystère demeure vivace. Il a été soumis à la vigilance de la brigade anticriminelle.

C'est que, ce bunker a été mis à sac par ses anciens occupants, proches du président Blaise Compaoré, en fuite vers la Côte d'Ivoire, sans doute pour effacer les preuves massives pouvant servir à d'éventuels procès pour crimes.

Dans la foulée, une preuve vivante des années Compaoré est restée sur les lieux : Elisabeth Maïworé. Esseulée, ses dernières photos présentent une femme fatiguée, dépenaillée, bouffie, vieillie, le regard hagard, maniant un vieux téléphone GSM démodé... On peine à croire qu'il s'agit de la princesse *toupouri*, la charismatique dame de fer, soutien de famille nombreuse et ingrate, dont j'avais admiré la sérénité en novembre 2004 à Ouaga. Elisabeth était l'ombre d'elle-même.

Après avoir saccagé les milliers de preuves du « *Conseil de l'entente* », les soustrayant à la kyrielle de plaintes relatives aux crimes du régime Compaoré - à commencer par celui de Thomas Sankara -, le système Compaoré avait-il oublié de « traiter le cas » de l'ancienne dame de compagnie de la *First Lady* et compagne de l'un des confidents de Blaise Compaoré? L'extrême prudence observée par son époux à l'égard du clan du président Compaoré - qui, *in extremis*, aurait prétendu vouloir le réconcilier avec son ennemi juré, le président Paul Biya du Cameroun - n'était-elle pas l'indice de la fatalité qui allait s'abattre bientôt sur le clan Guerandi devenue gênante pour « *Blaise* » et pour la France? Dans leur quête d'une honorabilité perdue dans un pays où la justice n'est toujours pas parvenue à manifester toute la vérité sur ses crimes, le système Compaoré pensait-il maintenir le silence de cette dame qui en

savait trop long sur leur mafia? D'autant qu'elle pouvait, par son expérience dans le clan et son intuition d'épouse éplorée, aisément deviner, des années après, comment, pourquoi et par qui son mari avait été tué?

Ce qui devait arriver arriva. Le 1^{er} mars 2017 vers 19h, soit cinq ans environs après l'assassinat de son époux, Élisabeth Maïworé meurt subitement à l'hôpital Yalgado Ouédraogo de Ouagadougou. « *Elle n'avait pas été malade, témoignent des proches. Elle est peut-être morte de chagrin. Elle avait un petit problème de santé. Elle s'était rendue elle-même dans cet hôpital* » où son corps a été immédiatement déposé à la morgue. Est-elle morte de mort naturelle comme le croient les simplistes? Question.

Après le décès, tout se passe très vite pour l'ex-otage du « *Conseil de l'Entente* », dans l'anonymat quasi-total. C'est le dernier voyage de la princesse *toupouri*.

Une veillée de prière a lieu le 05 mars 2017 à leur domicile conjugal du « *Conseil de l'entente* ». Une discrète levée du corps à la morgue de l'hôpital Yalgado Ouédraogo se déroule le lundi suivant, 06 mars vers 17h30, suivie d'un dernier hommage au même « *Conseil de l'Entente* ». Tout un symbole. Il n'y a presque aucun membre de sa famille à cet événement. Presque personne n'est au courant son décès au Cameroun, son pays natal.

Une messe de requiem à l'église baptiste du bon berger clôt le programme éclair des obsèques au lundi 6 mars 2017. L'inhumation la princesse *toupouri* a lieu au Cimetière municipal de Gounghin à Ouaga le même lundi 06 mars 2017 à 11H30. C'est ici qu'ont été enterrés tous les martyrs de la révolution qui a chassé du pouvoir Blaise Compaoré; Élisabeth a, ainsi, été ensevelie au milieu d'âmes, victimes consorts du même bourreau, ignorant tout de son lignage en son terroir ancestral *toupouri*...

Les remerciements qui s'ensuivent, adressées aux bonnes volontés qui ont assisté les familles éplorées, révèlent, ô curiosité! de vieux démons de l'entourage immédiat du président Compaoré qu'on n'avait ni vus ni entendus autour de l'assassinat de son époux Guerandi Mbara quelques années plus tôt. Tel un coup de théâtre.

On y lit en bonne position François Compaoré, le sulfureux « *petit président* », l'un des présumés criminels du régime les plus recherchés du Faso. L'homme est pourtant en cavale en France où le régime du président Roch-Marc Kaboré a fait des pieds et des mains pour faire aboutir une complexe procédure d'extradition au Burkina Faso... On y voit le général Gilbert Diendéré, ex-patron tout-puissant de la sécurité présidentielle du Faso et chef du commando qui exécuta Thomas Sankara en octobre 1987, lui-même aux arrêts, avec dans le dos un procès qui a démarré en février 2018; *last but not least*, Jean-Pierre Palm, ancien commandant de la gendarmerie nationale sous Compaoré, nommément cité dans plusieurs cas de tortures graves...

Les tortionnaires du régime Compaoré s'étaient-ils donné rendez-vous à ces obsèques - après avoir ignoré l'assassinat de l'époux de la *de cujus* - où avaient-ils simplement commandité un énième assassinat crapuleux pour effacer la dernière preuve accablante contre le criminel « *Conseil de l'entente* »? On finira par le savoir un jour.

Chapitre 6 : « *Boz* », la fausse piste centrafricaine

Dès début 2012, la France a maille à partir avec la Centrafrique de François Bozizé. L'ancien allié de Paris se prend des libertés dans ce pays du pré carré français où Giscard d'Estaing et ses prédécesseurs avaient l'habitude de disposer des ressources naturelles — et, au passage, de jupons d'épouse de chef d'État - gratuitement. «*Boz*» fait du chantage aux groupes et au pouvoir français. Il flirte en même temps avec les Chinois pour l'exploration pétrolière, l'Afrique du Sud pour le diamant... Il agace Areva qui multiplie les attermoissements sur l'exploitation de l'uranium. La firme nucléaire française souhaite se le réserver pour l'avenir au détriment de l'économie centrafricaine qui en attend les retombées immédiates pour payer ses fonctionnaires. Prétexte de Areva ? La catastrophe de Fukushima avait hypothéqué la demande en uranium.

Pour le chasser du pouvoir en brouillant les cartes, la France procède par son habituelle diplomatie compliquée du chaos. Elle soutient malignement le capharnaüm rebelle Seleka qu'elle destine au pouvoir à Bangui sous la bannière des Musulmans et, comme d'habitude, sur une drôle de promesse de démocratie.

À Bangui concomitamment, la France promet un soutien militaire fictif au président Bozizé en difficultés et lui extorque au passage un appel à l'aide internationale qui va permettre à l'armée française de faire d'une pierre plusieurs coups.

Accusé en mondovision par «*Boz*» d'être l'auteur principal de la crise, Paris s'offrira sa résolution au Conseil de sécurité de l'ONU pour se réinstaller en

occupant militaire monopolistique dans ce pays du pré carré français où «*Boz*» avait osé, sacrilège suprême ! impliquer des troupes sud-africaines notamment.

En faisant semblant de se contenter par défaut d'une situation de fait accompli, la France qui fait la publicité bruyante de son altruisme adoube la rébellion anti-Bozizé, *Seleka*, avec son nouvel homme fort, Michel Djotodia, porté au pouvoir en mars 2013.

La Résolution 2127 du Conseil de sécurité de l'ONU inaugure l'opération *Sangaris* de l'armée française chargée de « protéger » le nouvel homme de paille de Bangui. Elle commence officiellement dans la nuit du 5 au 6 décembre 2013 avec l'arrivée du général Francisco Soriano, un ancien de l'Afghanistan, commandant les Forces françaises du Gabon (FFG) — et dont les éléments seront, impunément, empêtrés dans une série d'agressions sexuelles et zoophiles sur mineurs centrafricains cachées à l'opinion pendant de longs mois par l'Élysée.

L'opération *Sangaris* qui, en réalité, a précédé la Résolution de l'ONU est *de facto* le vrai pouvoir politique en Centrafrique. Elle entreprend donc le «nettoyage».

Un mois plus tard (le 10 janvier 2014), après avoir brièvement servi, le pantin Michel Djotodia de *Seleka* est chassé du pouvoir par la même France.

Dans le chaos centrafricain qui précède *Sangaris*, Guerandi Mbara jouerait un rôle déterminant. Du moins le répète-t-on à Yaoundé.

Cette occurrence est brandie par les autorités camerounaises qui, elles, sont manifestement informées par la diplomatie française. L'ancien officier de l'armée camerounaise est soupçonné d'y avoir installé 2000 hommes. Un colonel soudanais recruterait pour lui au Sahel, d'après le gouvernement

camerounais. Ces hommes seraient stationnés à l'ouest du pays.

De qui s'agit-il exactement ? Question.

De fait, la situation n'offre aucune lisibilité véritable. Un autre groupe, le Front démocratique du peuple centrafricain (FDPC) a pignon sur rue dans la même région. Son chef, le général Abdoulaye Miskine, est arrêté par hasard par les Camerounais puis élargi contre la libération de 26 otages dont le prêtre polonais Mateusz Dziedzic. Il était une connaissance à Guerandi, nous dit-on.

Les Français sont, sans doute, les mieux informés sur le rôle de l'ancien officier camerounais en Centrafrique et dans tout le pré carré des anciennes colonies françaises. Un rôle qui pourrait être réel, exagéré ou fictif, en fonction des calculs géostratégiques sous-jacents. Moquant quelquefois notre anticolonialisme français, Guerandi Mbara me confia souvent, telle une boutade, qu'«*on ne peut rien entreprendre de sérieux dans les anciennes colonies françaises au plan militaire sans en informer au préalable la France ; les embêtements et autres risques de fuite de l'information qui en résulteraient sont incalculables*».

Il avouait, pour rire, que la diplomatie française s'offrait alors le loisir, selon sa guise, «*d'entrer dans une sorte de double-jeu avec les pouvoirs en place*». C'est le truc favori de Paris en pré carré. Paris peut trahir n'importe quel projet militaire hostile à un pouvoir en place après en avoir été averti et informé de bonne foi, et après avoir donné une sorte de feu vert.

À Yaoundé, l'information sur une éventuelle rébellion menée par Guérandi Mbara depuis la Centrafrique a été rappelée au cours d'un point de presse à huis clos du ministre camerounais de la communication, Issa Tchiroma Bakary. Ce dernier tentait d'expliquer la nécessité qu'il y avait d'éliminer physiquement l'opposant. D'ailleurs, à la suite de Guerandi Mbara, d'autres

«rebelles» comme le notaire de Maroua, Abdoulaye Harissou, ou encore Aboubakar Sidiki, ont été accusés par la Direction générale de la Recherche extérieure d'entretenir une rébellion en Centrafrique.

Mais ceux qui écoutèrent attentivement le ministre Tchiroma dans cette affaire comprirent vite sa gêne et l'incohérence de son argumentation. Il n'avait aucune information précise sur l'opération *homo* contre Guerandi. Preuve que les faucons pro-Biya ayant pris part à l'opération la maintenaient en circuit cloisonné.

Le ministre musulman se débrouillait en fait de son propre chef ou, peut-être, motivé par une instruction hiérarchique.

Les proches de Guerandi Mbara n'acceptèrent, eux, sa disparition que parce que ses canaux de communication à travers le monde ne répondaient plus.

Un faux profil Facebook au nom des «*amis de Guerandi Mbara*» et des publications étranges des services spéciaux entretenaient le flou, au point de faire espérer quelques naïfs. Quelques mythomanes continuaient d'apercevoir son «fantôme» un peu partout dans les cafés de Paris.

Dixmude, Commandant L'Herminier... Aujourd'hui encore, on peut se poser la question de savoir si la rébellion qu'il avait initiée en terre centrafricaine existait réellement. S'agissait-il d'un simple prétexte des « services »? Avait-elle eu l'aval du «propriétaire» de la région: la France ? Est-ce pour cette rébellion qu'il a été effacé de la scène ? Aurait-elle reçu l'improbable soutien d'un Bozizé en détresse qui, lui aussi, a pu s'échapper *in extremis* de Bangui, en empruntant un hélicoptère qui l'exfiltrera vers l'aérodrome de Batouri dans la Kadey (Cameroun) au soir du 23 mars 2013 ?

On peut en conclure ceci: autorisée» par la France ou pas, une rébellion potentielle ou réelle entretenue en terre centrafricaine par Guerandi et ses

alliés était potentiellement encombrante en cette veille de *Sangaris*. En cela, cette hypothèse entièrement cosmétique tenait le pavé.

Rappelons que l'objectif de la France était de contrôler le pays— au port de Douala était arrimé le bâtiment de projection et de commandement (BPC) *Dixmude*, escorté par l'avisos *Commandant L'Herminier*, devant accueillir plus de deux hélicoptères *Gazelle* et un détachement, dans une première vague, d'au moins 350 militaires de 11^{ème} Brigade parachutiste de l'armée de terre et autres véhicules blindés de type VAB et VBL.

Qu'il ait été allié ou pas de la France par le passé, au milieu d'une de ses stratégies du chaos, Guerandi Mbara devait être éliminé de l'échiquier, d'après cette hypothèse.

Mais ce n'était qu'une fausse piste. L'on n'a trouvé à ce jour, nulle part, aucune preuve de l'existence du fameux colonel soudanais et des milliers de mercenaires que Guerandi Mbara faisaient recruter par son truchement, ainsi que le prétendaient les autorités camerounaises.

Il existe, *a contrario*, plus important que l'hypothèse *Sangaris* vendue au public camerounais pour éviter d'ouvrir la boîte à pandore.

Chapitre 7 : Guerandi Mbara, « Andal Afrique », les marchands de la guerre...

Dans le milieu diplomatico-militaire franco-africain, Guérandi Mbara est plus que connu. Je répète: il n'est pas le naïf acheteur d'armes d'un jour, «*en quête de notoriété*», que présente *Jeune Afrique*. Sous des dehors nonchalants et muets, c'est un fin connaisseur des milieux de la guerre en Afrique, un instructeur et un professionnel hors pair.

Connu dans les milieux spécialisés à travers le label d'affaires *Andal Afrique* dont les coordonnées changeaient au gré des conjonctures, Guérandi était réputé être l'un des meilleurs stratèges de l'échiquier franco-africain et, *a fortiori*, dans l'entourage du président Blaise Compaoré. Il était impliqué dans le projet panafricain de « *Blaise* », lequel s'énonçait dans une collision parfaite avec la politique militaire de la France dans le golfe de Guinée.

Sous le label *Andal Afrique*, il offrait de l'instruction militaire, du conseil stratégique tous azimuts, l'intermédiation en matériel de guerre, du lobbying politique voire académique dans les milieux des sorciers blancs...

Guerandi avait formé des officiers burkinabé au Centre national d'entraînement commando de Pô au Burkina Faso ; il avait apporté de « *l'assistance technique* » à plusieurs rébellions victorieuses formées à huis-clos à Ouagadougou avec le soutien des forces spéciales françaises.

Entre autres, la conquête du pouvoir de Ndjamena par le président tchadien Idriss Déby en décembre 1990 s'est faite avec l'appui militaire de la France et l'implication directe, physique, de Guerandi Mbara au compte du Faso, où avait été préparé le futur chef d'État tchadien.

Le président Paul Biya le savait et boudait à cet effet son homologue tchadien

par moments. Il en parla avec son homologue tchadien. Afin de jeter une peau de banane à l'opposant *toupouri*, le Camerounais révéla un jour (d'après le confidentiel parisien *La Lettre du Continent*), que l'ami de Déby, Guerandi Mbara, fricotait avec la rébellion tchadienne du MJDT (Mouvement pour la Démocratie et la Justice au Tchad) de l'ancien ministre de l'Intérieur Youssouf Togoïmi, décédé en septembre 2002 à l'hôpital central de Tripoli des suites de blessures provenant de l'explosion d'une mine dans le Tibesti.

Début 1996, le président français Jacques Chirac sollicite son homologue burkinabé Blaise Compaoré pour remettre Paris en contact avec le colonel Mouammar el-Kadhafi, dont la Jamahiriya est de plus en plus prospère malgré le sévère embargo économique décrété par l'ONU dès 1991 à la suite de l'attentat contre un Boeing de la compagnie Pan American et contre un DC10 de la compagnie française UTA sur le désert du Ténéré. Parmi les *missi dominici* de Paris, il y a l'incontournable Guerandi.

Guerandi a directement travaillé dès juillet 2006, sous la houlette de la France, dans la médiation du président Blaise Compaoré au titre du dialogue intertogolais tenu à Ouagadougou en Août 2006, laquelle déboucha sur un accord entre le gouvernement et les partis d'opposition. Il a également été impliqué dans la médiation ivoirienne entre le président Laurent Gbagbo et le chef des Forces Nouvelles, Guillaume Soro, un habitué de Ouagadougou où il a son principal parrain politique. Cette médiation aboutit à un accord de paix à Ouagadougou le 4 mars 2007.

On retrouve à nouveau Guerandi Mbara dans les dossiers de la médiation burkinabé au Mali qui précède le coup d'État militaire contre le général Toumani Touré renversé par les mutins du Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'État sous la direction du

capitaine Amadou Haya Sanogo.

Guerandi m'a fait savoir la complexité de la médiation...

25 août 2010, le président français Nicolas Sarkozy, dans la continuité brutale de la politique sous-régionale de son prédécesseur Jacques Chirac, nomme comme ambassadeur au Burkina Faso un ex-officier parachutiste de la Légion étrangère, général de corps d'armée et, surtout, ancien commandant de la Force Licorne en Côte d'Ivoire. Le premier tour de l'élection présidentielle en Côte d'Ivoire est prévu le 31 octobre de la même année. On sait à Ouagadougou que le président Laurent Gbagbo qui échappa aux chars français en novembre 2004 va être chassé du pouvoir par tous les moyens.

La mission française est secrète mais suscite déjà des bouderies dans l'entourage de Compaoré qui avait travaillé à la médiation ivoirienne. L'un d'entre les frondeurs est déjà en presque rupture de bans à Paris. En guise de galop d'essai, la France installe à Ouagadougou, dès septembre 2010, un mois avant le premier tour de la présidentielle, une centaine d'hommes du COS (Commandement des Opérations Spéciales) dirigé par le général Frédéric Beth, frère de l'autre, futur directeur du cabinet du DGSE. Mission officielle : rechercher et localiser des travailleurs français des groupes Vinci et Areva kidnappés au Niger...

Il n'est donc pas inutile d'ajouter que dans le schéma parisien de la succession du président Paul Biya au Cameroun, un Guerandi Mbara vivant devenu passablement francophobe après le précédent ivoirien apparaissait, accessoirement, comme un dangereux trouble-fête ou concurrent, étant donné que, comme tous les chargés de mission du Quai, il ne croit pas en l'efficacité du suffrage universel dans le pré carré africain comme moyen d'alternance au pouvoir compte tenu du complexe rapport de force françafricain.

Un Guerandi Mbara « en disgrâce » et en villégiature à Paris n'était peut-être qu'un homme condamné à mort compte tenu de sa trop grande connaissance des petits secrets africains d'une France qui entend toujours se présenter comme humaniste, donneuse de leçons de démocratie et de droits de l'homme.

Un Guerandi disparu ne manqua donc à personne en particulier au Cameroun où il ne résidait pas depuis des décennies. Pensons-y un instant. Son absence pesait très lourd dans son entourage à Ouagadougou où il vivait.

Je connaissais assez bien cet entourage. Certes, Guerandi n'était pas connu des médias et du public burkinabé. Presque personne ne le connaissait par le nom de Guerandi Mbara. Personne ! Mais le très agréable «*Hamady*» avait un bel entourage qu'il fréquentait tous les jours.

Parmi ses amis, des officiers supérieurs de l'armée, des banquiers, des cadres fonctionnaires et autres universitaires dont l'historien burkinabé Jean-Marc Palm et son frère Jean-Pierre.

Domba Palm m'accorda, en l'occurrence, une belle hospitalité à son domicile durant mon séjour à Ouaga.

Un jour, telle une blague, il me révéla que j'étais loin de savoir combien de leaders rebelles africains dont certains étaient déjà au pouvoir avaient séjourné dans la chambre qu'il m'avait offerte et avait dormi sur le même lit. Cela pouvait donner froid au dos à un bleu. Ce fut un ex-proche de Thomas Sankara dont il est resté fidèle spirituellement; il avait néanmoins collaboré brièvement à la «*rectification*» de Blaise Compaoré dont il fut un ministre des affaires étrangères.

Il est devenu, en avril 2015, le vice-président chargé des relations avec les partis et les alliances du Mouvement du Peuple pour le Progrès (MPP) du président actuel du Faso, Roch-Marc Christian Kaboré.

Son frère cadet, Jean-Pierre, avec lequel nous passâmes quelques soirs à manger des spécialités locales et à boire de la bière est un colonel-major de la gendarmerie. Il fut ministre des sports – j’ai lu plus tard dans la presse burkinabé qu’il était un tortionnaire redoutés du système Compaoré.

Tous étaient des inséparables de Guerandi dont le rôle si paradoxal et comique dans ce milieu fut celui d’avocat du diable « *Blaise* » face à ceux qui, au-delà de toute bonhomie, n’avaient pas cessé de regretter la convivialité perdue avec «*Thomas*».

Dans ces cercles où Guérandi me présenta parfois ses anciens étudiants de l’école militaire devenus officiers de l’armée, la trop longue disparition de Guerandi avait certainement commencé à faire jaser. « *Blaise* » devait en être plus embêté que tous les Camerounais réunis, qui ne le voyaient pas aussi régulièrement.

L’homme fort de Ouaga est toujours considéré par les Burkinabé comme cynique, roublard et traître, même à l’égard de ses amis – apparemment, sa propension à la trahison à l’égard de ses amis lui procurait la conviction d’être un homme d’État authentique.

L’agent « *Blaise* »... À travers divers intermédiaires, nous avons pu avoir des nouvelles d’Élisabeth au sujet de son époux. Pendant près d’un an, Madame Guerandi était restée sans nouvelle de son époux qu’elle était allée accompagnée vraisemblablement à l’aéroport international de Ouagadougou-Taamsê pour son tumultueux dernier voyage en Europe.

Elle a affirmé en savoir peu sur sa vie en France puisqu’elle se contentait en général d’attendre d’être contacté par ce dernier.

Des personnes qui ont saisi les organisations internationales des droits de l’homme – dont la FIDH (Fédération Internationale des droits de l’homme), et

la sous-commission des droits de l'homme des Nations-Unies – au sujet de sa disparition n'ont pas pu obtenir sa collaboration en vue de confirmer l'objet de la demande. De manière sentencieuse, Madame Guerandi a affirmé avoir reçu du général Gilbert Diendéré, l'alors chef d'état-major particulier du président Blaise Compaoré, instruction de ne plus en parler avec personne. On sait que tout cela s'est fait sous le contrôle du président Blaise Compaoré lui-même.

Fin 2013, elle promettait néanmoins de réunir la famille pour la conduite à tenir, en l'occurrence dans la perspective d'une action judiciaire sur le plan international. Depuis lors, aucune nouvelle.

Du coup, la publication d'une information accablant exclusivement les services spéciaux camerounais dans cette opération *homo* contre Guerandi qui, pourtant, a commencé dans l'une des officines de la DGSE à Paris à l'exclusion des tueurs de service camerounais, fut une étape du plan initial. Elle fut une indication stratégique pour qui connaît le milieu. Il fallait trouver un bouc-émissaire. Et les Camerounais sont peut-être tombés dans le piège.

Le prétexte du «Portugais» Abrantes qui n'aurait pas été payé comme motivation du déballage n'est pas si solide — le nom du «Portugais» et tout ce qui est en relation avec ce personnage mystérieux me semblent totalement faux, toute vérification faite.

Le tout procédait d'une machination théâtrale de la DGSE à travers diverses périphéries.

Guerandi traversait à Paris une période de disgrâce. Elles se manifestaient par des conditions de vie assez modestes pour ce «*fin connaisseur des vins français*» qui vivait très modestement à Ouaga mais qui, en bon pédagogue, savait titiller l'instinct orgiaque des frangins *bantous* de l'Afrique centrale à Paris.

En résumé, le silence de Compaoré signifie au moins une chose évidente: il était lui-même au centre de l'opération *homo* contre son ami et ex co-chambrier de Yaoundé.

Le marchand d'armes parisien et agent de la DGSE Georges Starckmann a prétendu avoir «vendu» son client parce qu'il voulait éviter une guerre au Cameroun – alors que, justement, le marché des armes ne prospère qu'à travers les guerres en Afrique noire entre autres. On a envie de rire en le lisant. En fait, il a roulé les Camerounais dans la farine.

Chapitre 8 : Soro : « *Les services secrets français ne veulent pas qu'on ébruite...* »

uid de la visite officielle surprise au Cameroun du président de...

Q l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire, Guillaume Soro, à la mi-juin 2014 ?

Le président Paul Biya n'avait presque jamais reçu en grandes pompes de personnalité africaine de son rang — pas même le président ivoirien Alassane Ouattara qui aurait vainement sollicité une visite en grand dans le pays où il fut le plus contesté par l'opinion publique dans toute l'Afrique francophone.

« Le petit Soro » s'est vu offrir une vraie fête. À la clé, un discours retentissant et inédit au parlement à Yaoundé, puis un raout intime et des cadeaux du chef de l'État dans son village natal à Mvomeka'a.

La particularité de cette visite: elle intervient après l'assassinat de l'homme qui a travaillé main dans la main avec Soro à Ouagadougou, sur le terrain et, probablement, dans le marché des armes de guerre sous la houlette de « services » français et du parrain politique du rebelle ivoirien, le Burkinabé Blaise Compaoré.

Le rebelle Soro était souvent accueilli à la maison par Elisabeth Guerandi. C'était un ami intime à l'ex-officier camerounais. Ils se connaissaient bien. Élisabeth en a témoigné en ma présence lorsque je leur rendis visite en novembre 2004. On les voyait marcher ensemble à Ouagadougou.

Ils avaient travaillé avec les Français. Guerandi m'a, en effet, avoué avoir fait partie des quelques conseillers qui se montrèrent sceptiques à l'idée d'une offensive militaire « finale » des Forces Nouvelles/FRCI malgré l'insistance de la France de Nicolas Sarkozy.

Il ne faut pas réfléchir de midi à quatorze heures pour en arriver à la conclusion qu'il exprimait en fait un point de vue de Blaise Compaoré lui-même, étant donné que la décision d'attaquer militairement la Côte d'Ivoire devait directement nuire à sa belle réputation de négociateur notoire lorgnant pas moins qu'un Nobel. Cette posture avait-elle brouillé les anciens copains ouagalais au point de susciter la trahison?

Pourquoi donc ce subit intérêt du Palais de l'Unité pour un individu sans intérêt véritable pour les Camerounais ? Soro était-il «cadeauté» d'avoir assuré une certaine intermédiation diplomatique entre Etoudi et le Kosyam dans une opération *homo* clandestine de la DGSE contre son ex-coéquipier des night-clubs ouagalais?

Des proches de Soro que nous avons rencontrés lui avaient directement posé la question au sujet de la disparition de Guerandi Mbara. On espérait que l'ancien rebelle mettrait en branle son réseau pour secouer le régime Biya après la disparition d'un des instructeurs les plus amicaux de la rébellion ivoirienne. Pour toute réponse, Soro, impassible, a prétendu n'avoir plus rencontré Guerandi Mbara depuis les pourparlers de Linas-Marcoussis en janvier 2003. Plus important, l'ineffable Soro, en confiance, livre un secret d'État: il déclare que « *les services secrets ne veulent pas qu'on ébruite cette affaire* ».

Une posture plutôt étrange.

Rappelons que les services secrets français ont directement commandité plusieurs crimes contre des Nationalistes camerounais par le passé, mais n'ont jamais entrepris de couvrir des assassinats initiés ou financés unilatéralement par les États africains, furent-ils pro-français. Au contraire.

Lorsqu'il était encore en vie, le sphinx de la Françafrique, Jacques Foccart

(décédé le 19 mars 1997 à Paris) ne s'en cacha pas. Il avoua lui-même à son ami le journaliste Béchir Ben Yahmed du panafricain *Jeune Afrique* qu'il rencontrait mensuellement que le président camerounais Paul Biya leur paraissait passablement imprévisible, voire incontrôlable. Un assassinat non élucidé d'un compatriote d'un tel chef d'État eût pu servir de moyen supplémentaire pour tenir le Palais d'Étoudi. La stratégie française consistant à plutôt faire oublier ce crime en dit long sur l'implication de Paris.

Pour comprendre le rôle de la France ainsi exprimé, il faut d'abord cerner sa politique africaine des ex-colonies. Même dans le cercle très fermé des membres permanents du conseil de sécurité de l'ONU, on sait que les événements majeurs en Afrique des ex-colonies sont décidées et se dénouent à Paris. Cette question n'a jamais échappé au président russe Vladimir Poutine qui a souvent ironisé sur le sort incertain d'une France amputée de ses anciennes colonies.

En clair, on le sait à New-York, la France n'a pas envie d'y promouvoir sincèrement l'expression du suffrage universel de peur d'y perdre ses immenses privilèges.

Guerandi Mbara est un des témoins des préparatifs de la scission, puis du renversement du président ivoirien Laurent Gbagbo à partir du Burkina Faso. Comme on l'a indiqué plus haut, le président Nicolas Sarkozy avait fini par imposer à « *l'homme de paix* » Blaise Compaoré son projet militaire. Il voulait réussir là où son prédécesseur Jacques Chirac avait échoué, à savoir renverser militairement l'insoumis ivoirien Gbagbo avec, côté cosmétique, le soutien de l'ONU.

Le compte à rebours commence avec la nomination le 25 août 2010 d'un certain Emmanuel Beth, au titre d'ambassadeur extraordinaire et

plénipotentiaire de la France au Burkina Faso, érigé en véritable point focal sous-régional des services spéciaux et forces spéciales français. Beth est tout sauf un vrai diplomate. Une chose est sûre : il est en mission.

Beth est un général de corps d'armée qui avait dirigé la Force française Licorne basée à Abidjan alors qu'il était à la tête de la 11^{ème} brigade parachutiste à Toulouse, laquelle fut appelée à jouer le rôle central dans la destruction de la flotte aérienne ivoirienne et, en conséquence, dans le renversement de Laurent Gbagbo.

L'officier parachutiste et officier général Beth supervisera les frappes aériennes françaises qui, en une dizaine de jours, décimeront Abidjan et aboutiront à l'arrestation de Laurent Gbagbo par des forces spéciales françaises dont une centaine d'éléments avaient débarqué à Ouagadougou quelques semaines avant le premier tour de l'élection présidentielle ivoirienne. Ces forces furent commandées par un certain Général Frédéric Beth, frère de l'ambassadeur et futur directeur du cabinet du patron de la « piscine ».

Au moment où une certaine opinion internationale avait commencé à documenter l'implication militaire de la France dans le conflit ivoirien – une implication que Nicolas Sarkozy avait niée –, certains témoins gênants ont été réduits au silence. On peut, aujourd'hui, ajouter à cette liste Guerandi Mbara, l'homme de Blaise que connaissait bien le général Frédéric Beth alors chef du Commandement des opérations spéciales (COS) de Ouagadougou et non moins futur numéro 2 de la DGSE.

Chapitre 8 : Paul Biya, (presque) dindon de la farce?

D'après la version officielle de la disparition de Guerandi Mbara, les services spéciaux camerounais sont sollicités pour le service de billetterie, d'abattage final et de pompes funèbres.

Mais on se refuse à l'avouer: le sort de Guerandi est décidé ailleurs. Sûrement à Paris et à Ouaga. La version médiatique, à l'emporte-pièce, est donc un gros bluff.

À notre avis, Paris et Ouaga veulent s'en laver les mains et fournir une explication «cohérente» à l'opinion hostile à la Françafrique, aux proches ouagalais et amis parisiens du *de cujus*.

Yaoundé n'est pas à l'initiative. Cette donnée est constante. Il se peut qu'Étoudi ait été roulé dans la farine française.

Le patriarche Starckmann aurait peut-être profité d'un tour de passe-passe de la « piscine » pour escroquer les Camerounais.

Ainsi, d'après *Jeune Afrique*, Starckmann a directement contacté les services secrets camerounais pour les mettre dans le coup.

L'accueil à l'arrivée de l'escouade des tueurs européens à l'aéroport de Douala (le 26 janvier 2013) avec leur «colis» a, en effet, révélé l'impréparation des espions camerounais dans cette affaire. Elle est d'autant intrigante dans une opération des moins habituelles pour les espions tropicaux. Personne n'y attendait concrètement les Européens. Le comité d'accueil est inexistant. On avait envisagé Bafoussam. Qui ? On a bricolé. Les Camerounais semblent pris de court. Ou presque. Aujourd'hui, ils sont sans parole. Pour sûr, ils n'en savent presque rien.

L'irruption à Douala du commissaire principal James Elong Lobè, directeur des opérations de la DGRE, nouveau «bourreau de la République Biya», est significative de l'étrange recherche d'une solution pour le macchabée franco-africain.

Néanmoins, tel que livré, le scénario officiel est impeccable. Parce qu'il passe sous silence les erreurs du casting. Il corrobore une certaine déontologie de la police politique du régime Biya sous son nouveau patron, Maxime Léopold Eko Eko, un *Akonolinga* qu'on avait pourtant présenté à sa nomination en août 2010 comme un brillant diplômé de l'Université de Paris-Est-Marne-la-Vallée capable d'intelligence économique.

On l'oubliait à l'époque. Il est propulsé par les faucons du clan *Fong-Bulu* qui en veulent depuis aux « étrangers » au clan et qui préparent la succession au « chef » à l'interne.

Eko Eko est un ancien patron des Renseignements généraux de la Police soutenu – avant leur brouille – par l'ancien ministre des forces armées Edgard, Alain Mebe Ngo'o, filleul du chef de l'État. En poste, il traque sans merci, au gré des fonds publics disponibles, les putschistes réels ou imaginaires et autres prétendants à la succession du chef de l'État « éternel » qui ne veut toujours pas entendre parler de succession après trente-six ans au trône. (Eko Eko s'en donne les ressources humaines nécessaires. Son homme de main, Elong Lobè, a encore prouvé sa cruauté à la tête du commando qui est allé cueillir le notaire de Maroua, Abdoulaye Harissou, fils de Garoua proche de Marafa Hamidou Yaya, coupable, lui, d'avoir lorgné sur le trône. Menottes aux poignées, M. Harissou a été convoyé à Yaoundé par vol spécial puis accusé sous torture d'entreprendre une rébellion anti-Biya imaginaire depuis la... Centrafrique.)

Mais, on l'a déjà indiqué, cette version participe peut-être du flou artistique dans l'affaire Guerandi. En dehors de coûteuses villégiatures des plus hauts responsables de services spéciaux camerounais pour s'en mettre plein les poches de fonds publics n'apparaissant dans aucune comptabilité, les espions camerounais sont trop peu offensifs à l'extérieur du périmètre national. Ils n'y osent presque jamais d'opération *homo* aussi complexe. Paul Biya n'aime être mêlé ni de près ni de loin à des opérations à fort potentiel de publicité négative à l'international où il vit l'essentiel du temps.

Je m'explique.

Ancienne police politique toute-puissante dénommée CEDOC et CENER sous le régime Ahmadou Ahidjo, la DGRE (Direction Générale de la Recherche Extérieure) demeure un appendice de la présidence de la République. Elle fait face, journallement, à une concurrence féroce de presque tous les démembrements de l'administration territoriale, de l'armée, de la sécurité présidentielle, de la police et autres individualités du système, voire, plus directement, de la mission diplomatique française par exemple.

La DGRE se débrouille pour exister dans un milieu complexe où la hiérarchie semble privilégier, de ce service public, le renseignement domestique et la traque des opposants à l'espionnage classique ou au contre-espionnage, d'autant qu'on lui soupçonne incompetence et obsolescence de ses méthodes et moyens.

Le patron du renseignement envoie ses rapports au secrétariat général de la présidence qui constitue l'essentiel de sa hiérarchie et le relais incontournable vers le chef de l'État. Le chef de l'État y jette un œil de temps en temps lorsqu'il est question de sa propre sécurité.

J'ai déjà eu des discussions libres avec des patrons du renseignement au terme

desquelles je pouvais deviner le *modus operandi* du renseignement camerounais. Leur ministère officiel se résume à la prévention de ce qui pourrait nuire à la stabilité du pays. Ici on axe l'action sur l'image de M. Paul Biya, en l'absence d'une véritable menace armée venant de l'intérieur et notamment en pré carré francophone. Accessoirement, on brutalise des individus ciblés pour contenter quelques apparatchiks en mal de pouvoir et en guise de moyen existentiel. Mais on se garde de prendre des risques, outre mesure. D'autant la DGRE est littéralement assiégée et assaillie de rapports l'accusant de toutes sortes d'indélicatesses en matière gouvernance.

La fragilité politique de la DGRE en fait un service aveuglément soumis au Palais à la limite des attributions institutionnelles.

Le secrétaire général de la présidence, grand Manitou du régime, *surfe* également dans ce type de spectacle complexe. Ce tandem n'auraient jamais initié, de leur propre chef, une opération aussi coûteuse et risquée pour la coopération multilatérale que l'assassinat de Guerandi Mbara. Et bien que l'hypothèque Guerandi Mbara fut aussi populaire dans les bulletins de renseignement, l'urgence d'une opération *homo* aussi abracadabrantresque ne s'imposait ni au chef de l'État, Paul Biya, ni au renseignement camerounais *lato sensu*. Mais l'entourage sait le soin que M. Biya a toujours mis à examiner les desideratas des autorités françaises. Qui plus est, lorsqu'ils rencontrent théoriquement une soi-disant préoccupation locale.

On peut ainsi croire que, dans la perspective de la coopération en matière de « renseignement pour la prévention du terrorisme », les autorités françaises ont associé les Camerounais dans une opération clandestine dont le contenu et les modalités n'étaient pas, à dessein, clairement définis.

En clair, Paul Biya a été roulé dans la farine. On lui a livré, au mieux, un

cadavre de Guerandi Mbara à Douala en faisant croire qu'il était sous l'effet d'une forte dose de sédatif. Les Camerounais pensaient pouvoir « l'exploiter » à son éveil.

En plusieurs années, nous avons, en effet, passé au peigne fin le système du renseignement camerounais, si poreux et aussi généreux en vantardises, pour trouver la trace d'un éventuel interrogatoire musclé, d'un témoignage oculaire ou d'une assertion volatilisée au cours d'une seule minute de vie de Guerandi Mbara en terre camerounaise. En vain. Les cellules souterraines de la DGRE sont pourtant connues à Yaoundé pour être particulièrement bruyantes, voire tonitruantes, à travers les colonnes des médias camerounais.

La seule trace que vous en avons recueillie l'année dernière provient à nouveau des milieux du renseignement français. Après la publication de l'article du panafricain *Jeune Afrique* et suite aux bavardages camerounais autour de l'assassinat, le corps de Guerandi Mbara, enseveli rapidement quelque part dans l'anonymat de la forêt de la Sanaga-maritime par le commando de la DGRE, a été déterré entre-temps puis passé à l'acide par des éléments de la DGRE. L'opération visait, explique-t-on, à faire disparaître toute trace physique du cadavre sur le territoire national. Motus et bouche cousue.

Les tortionnaires de la DGRE, pourtant, aiment à raconter leurs exploits pour si peu. Nous en sommes arrivés à la conclusion la plus évidente à ce sujet : on a roulé les Camerounais dans la farine. Les tueurs français ne sont pas si fous. Les auteurs de l'assassinat n'entendaient pas courir le risque qu'une fois ayant recouvré ses sens, que le président Biya ait la tentation d'envoyer Guerandi Mbara dans une prison militaire en vue d'un procès public et contradictoire où les droits de la défense eurent induit déballage public des opérations clandestines et autres scandales des services spéciaux d'une France à la

reconquête tatillonne de l'Afrique du franc Cfa.

Les Français ne voulaient pas prendre le risque d'un simple emprisonnement au gré d'un sursaut de cynisme ou d'humanisme de la part du très imprévisible président Paul Biya. Toutes choses qui auraient pu aboutir plus tard à une libération, puis à l'inévitable entreprise de règlement de comptes ou de vengeance de Guerandi Mbara qui, on le sait déjà, connaissait bien son principal bourreau parisien, l'homme de la « piscine ».

On peut ainsi croire que l'enveloppe qu'il restait à payer aux barbouzes français pour solde de tout compte d'après l'accord du départ – et qui n'a finalement jamais été payée par les Camerounais – était due à ce vice rédhibitoire sur la marchandise livrée : on a livré un macchabée en lieu et place d'un homme vivant. Pour ceux qui n'ont toujours pas compris, les Français ont tué Guerandi avant de livrer son cadavre au président Paul Biya.

Il est crucial ici de revenir sur l'un des aspects les plus choquants de l'enquête de *Jeune Afrique* sur la disparition de Guerandi Mbara. Dans une sorte d'hymne à l'analphabétisme en matière de droits humains, au déni de justice et des droits humains, le panafricain semble engager ses lecteurs à adouber cette opération *homo*. On n'y présente un paltoquet et comique nègre à Paris qui a simplement été «*rattrapé par son passé.*» On célèbre ainsi une exécution extrajudiciaire en coopération multilatérale au détriment du postulat universel de l'État de droit, des droits de l'homme et du rôle universel de l'autorité judiciaire dans la manifestation de la vérité.

Il ne faut donc pas se laisser abuser. À supposer qu'elle fût réellement camerounaise, l'arrestation de Guerandi eût beaucoup apporté en matière de clarté dans certains dossiers criminels en vue de l'amélioration des institutions de la République si elle avait donné lieu à un procès public et contradictoire au

Cameroun. Ce témoin légendaire eût, sans doute, fait de nombreuses révélations contribuant à la vérité et à la justice, voire à ce qui lui tenait le plus à cœur dans cette affaire: la perspective de la réconciliation nationale et l'indemnisation des familles et victimes innocentes, une question que le régime Biya a jusque-là réglé par l'étouffement, l'intimidation, la corruption politique et la marginalisation de certaines communautés du septentrion.

Et l'on a pu comprendre pourquoi la France, le Burkina Faso avaient intérêt à ce qu'il disparaisse ainsi sans parler.

Guerandi était une menace pour beaucoup à Yaoundé, non pas tant dans l'idée d'un coup d'État, mais parce qu'il était l'unique témoin vivant du plus grand massacre inutile et injuste du régime Biya – avant la très meurtrière croisade armée contre les Anglophones.

L'homme politique Biya eût pu en profiter dans une perspective machiavélique. Rappelons-le: contrairement à l'apparence, ce ne sont pas les putschistes qui ont massacré des Camerounais à l'aveuglette et qui ont appliqué une justice militaire des vainqueurs au faciès. Ce sont «*les gens de Paul Biya*» qui ont massacré étant donné qu'ils furent, corollairement, à la recherche d'un prétexte pour mettre en œuvre un *spoil-system* tribaliste après le départ du président Ahmadou Ahidjo. Ces gens sont encore vivants.

Plusieurs fois, j'ai reçu des admonestations de la part de ces pro-régime pour l'avoir évoqué sous prétexte qu'il ne fallait pas « réveiller » les vieux démons qui divisent le pays. La tentative de putsch avait, en effet, offert une aubaine à des tribalistes sans foi ni loi.

Guerandi demeurerait l'électron libre le plus dangereux dans ce qui pouvait se traduire un jour, peut-être immanquablement, par un procès pour crime contre l'humanité contre le régime Biya devant une instance judiciaire internationale.

Avec un Guerandi Mbara vivant – et compte tenu de ce que la saisine de la justice internationale prend toujours prétexte du fait qu’il n’a pas été possible d’obtenir justice au pays d’origine –, le régime Biya eût pu régler la question par anticipation, en organisant un procès « impartial » pour ne pas choquer l’opinion publique nationale et internationale.

En esquivant l’hypothèse d’un procès en bonne et due forme et en légitimant, de manière tacite, ce type de machination extrajudiciaire, les assassins de Guerandi ont fait reculer de plusieurs décennies la gouvernance judiciaire et de l’État de droit en Afrique centrale.

Acceptée comme telle, une telle exécution physique en ouvre la voie à d’autres toutes aussi clandestines, mafieuses et onéreuses, qui créeront leur lot de victimes innocentes au nom de l’obscurantisme françafricain.

Évoquons à présent la vie quotidienne de Guerandi Mbara au cours de ces décennies d’exil ouest-africain.

Chapitre 10 : De Guérandi Mbara Goulongo à « Hamady Traoré »...

Installé à Ouagadougou depuis son départ du Cameroun le 5 juin 1984, Guérandi Mbara y est fort peu connu du public et de la presse burkinabé. Tout Burkinabé à qui vous demanderez s'il a jamais entendu parler d'un Guerandi Mbara proche de Compaoré s'en étonnera toujours. Cette posture découle peut-être d'une stratégie politique du président Blaise Compaoré qui l'emprunte beaucoup à la discrétion *Mossi*.

C'est aussi là l'un de ses secrets: à Ouagadougou, Guerandi n'existe pas. Il y vit physiquement et intellectuellement. Mais sa réputation est à Yaoundé, voire à Paris et ailleurs. Il est totalement effacé de la scène, faisant preuve d'une prudence notoire.

Pour se mêler à une société ouest-africaine où l'apparence simple tranche avec le m'as-tu-vu tonitruant des crypto-bourgeois de l'Afrique centrale pétrolière, il s'arme au quotidien d'humilité et de discrétion. L'environnement modeste de l'Afrique de l'Ouest l'a ainsi refaçoné à sa manière pendant toutes ces années.

Ce fut à un point où je lui recommandai un jour ma cousine députée du parti au pouvoir au Cameroun, le RDPC (Rassemblement démocratique du peuple camerounais). L'honorable Jacqueline Man-Simbé, était en mission à Ouagadougou au compte de l'Assemblée nationale. Guerandi l'y accueillit chaleureusement. Il passa du temps avec elle. Elle retourna au pays après son séjour sans même savoir de qui il s'agissait, hormis le fait que c'était «*un frère camerounais*».

Cette méfiance lui aurait permis d'échapper, en trois décennies d'exil, à moult

tentatives assassins au poison semblables à ceux de la SDECE française (actuelle DGSE) à Genève notamment avec le précédent Félix-Roland Moumié...

Il a pu esquiver de nombreuses campagnes de dénigrement orchestrées au sein même du sérail burkinabé par des politiciens et autres opportunistes camerounais parachutés à Ouaga, jaloux du mythe qu'il a toujours représenté aussi bien au sein de l'armée camerounaise que dans un certain public africain et dans le premier cercle du pouvoir militariste burkinabé.

Après trois décennies d'exil, ce coauteur de l'unique tentative de coup d'Etat militaire (du 6 avril 1984) contre le régime Biya, ancien instructeur de sous-officiers et artilleur de métier habitant au cœur de Ouagadougou a, ainsi, survécu à moult conjonctures politiques et sociales en gardant la même détermination patriotique pour son pays. On n'exagère rien en disant qu'il a vécu toute sa vie pour son pays.

Il a consacré l'essentiel de ses gains financiers et sa réflexion politique à bâtir un véritable projet de société pour le Cameroun, un pays où la seule option programmatique des formations politiques de l'opposition se résumait à l'exigence du départ du président en place pour le remplacer par un autre, au milieu d'un immense *vacuum* idéal.

Guerandi était le seul passionné du Cameroun que j'aie jamais rencontré sur mon chemin. Il procédait par des diagnostics permanents de la situation auxquels il proposait des solutions concrètes à mettre en œuvre en cas de transition. Ses voyages à travers le monde lui permettaient de collectionner les modèles gagnants de gouvernance. Rappelant très souvent que sa «*petite personne n'est pas importante*» face à l'immensité du chantier national qui découlerait des années «*destructrices*» du régime Biya, il s'imaginait un

Cameroun nouveau impliqué dans un projet panafricaniste authentique. Ce pays mettrait en valeur, dans un plan fort détaillé dénué de tout académisme, toutes ses ressources naturelles et humaines, devenant ainsi l'un des endroits les plus prospères d'Afrique noire. Il s'imaginait des écoles, des universités et des hôpitaux de références et d'envergure internationale ; un tourisme à grande échelle mettant en valeur des richesses de la faune, de la flore et de la culture, nécessairement défait des embêtements administratifs du régime Biya ; des routes et autres voies de communication transafricaines, ouvrant vers les pays voisins en vue de constituer un marché sous-régional puissant.

Guerandi entendait impliquer les militaires dans la vie politique et économique dans une certaine mesure. Cette perspective d'éligibilité à l'image du magistrat devait se fonder sur une solide déontologie : *«Le soldat camerounais ne doit plus vivre dans nos cités en simple habitant mais en citoyen et en citoyen en uniforme, et surtout en citoyen débordant de patriotisme.»*

Pour lui, *«La formation des militaires doit d'abord être complétée par une éducation permettant d'agir sur l'homme. Cette éducation doit permettre en particulier au soldat de prendre la pleine mesure de ses responsabilités de citoyen. L'éducation civique participe de cette exigence de formation globale et complète du militaire.»*

Il n'envisagea pas moins le changement de dénomination du pays pour se défaire du vocable esclavagiste Cameroun. Il pensait qu'on pouvait, pour désigner un futur Camerounais, s'inspirer du plus haut sommet du pays: le Mont Fako. *«Fakolais, pourquoi pas ?»* Comme si le prochain nom de famille du pays devait absolument être proche de son Faso.

À force de nostalgie, il avait fini par cultiver un amour excessif pour son pays, et, erreur, pour tous les Camerounais qu'il prenait toujours aussi

spontanément en sympathie fraternelle pour peu qu'ils lui aient été recommandés.

À Paris et ailleurs, il espérait rencontrer des interlocuteurs avec lesquelles il initierait des discussions dans la perspective de vrais projets de société. Il en a eu tout le mal. Cette culture n'existe pas chez nous. On ne pense qu'à s'enrichir. Les hommes politiques diplômés pensent que leurs seuls diplômes universitaires et leur «*gros français*» devraient remplacer, pour l'essentiel, les projets de société qui, eux, nécessitent pourtant un travail de fourmi dans le Cameroun profond.

À chaque fois, il n'avait affaire qu'à ces compatriotes bardés de diplômes mais radicalement dépolitisés et n'ayant que des intérêts opportunistes face à ce compatriote dont la réputation fut qu'il aidait massivement, lorsqu'il le pouvait, sans rien demander en retour. Aussi a-t-il énormément aidé à titre personnel de nombreux compatriotes de tous les bords, de toutes les tribus et sur tous les plans, notamment matériel, académique, politique, consulaire, etc.

Les fondateurs de la principale organisation des journalistes du pays, le Syndicat National des Journalistes du Cameroun (SNJC), doivent au «grand-frère» Guerandi Mbara d'avoir recommandé cette organisation, dès sa création en mai 2002, à un certain Dr. Thémon Djaksam, universitaire, syndicaliste et journaliste tchadien vivant à Londres. J'ai tenu à rendre un vibrant hommage à ce grand homme. Ce dernier, qui fut son cousin, prit sur lui, de manière totalement désintéressé, d'introduire les journalistes camerounais pour la première fois dans la cénacle international avec un dynamisme et une efficacité n'ayant d'égales que sa discrétion et son humilité.

À l'époque, aucune organisation des médias de l'Afrique centrale CEEAC n'avait jamais franchi la porte de la Fédération Internationale des Journalistes (FIJ),

l'organisation faîtière des journalistes dans le monde avec plus de 120 pays membres et plus d'un demi-million de journalistes représentés.

Le Dr. Thémon Djaksam s'en était fait un devoir et le SNJC fut admis très vite au sein de l'organisation au cours d'assises tenues à Washington D.C en juin 2002.

On peut l'évoquer aujourd'hui en rendant un vibrant hommage à ce Tchadien parce que Thémon Djaksam ne vit plus. Alors qu'il représentait le NUJ (National Union of Journalists) du Royaume Uni au congrès de la Fédération anglaise du travail (TUC Black Workers Conference) de Grande-Bretagne, le journaliste tchadien de Londres, proche du président de la Fédération Internationale des Journalistes, Jim Boumelha, a été trouvé mort dans sa chambre d'hôtel à Liverpool le vendredi 23 avril 2010. Agé de 53 ans à sa mort, le très effacé Dr. Djaksam vivait dans la capitale britannique où il exerçait comme *freelance* entre autres, après avoir dirigé le magazine panafricain *West Africa* pendant six ans. Il avait longtemps milité au sein du NUJ, l'un des plus puissants syndicats des journalistes du monde, où il s'activait entre autres dans le Black Member Council (BMB), un groupe à l'intérieur du NUJ. Il s'intéressait aux questions relatives à la santé et la sécurité au travail, ainsi que l'éducation syndicale.

Revenons sur le menu parcours de Guerandi, et le contexte qui favorise son apparition sur la scène camerounaise puis africaine.

Tout commence, en effet, en Avril 1984. Au niveau du petit peuple et des opposants à l'ancien régime, c'est encore l'euphorie du changement intervenu le 6 novembre 1982 entre les présidents Ahmadou Ahidjo, démissionnaire quelques jours plus tôt, et le premier ministre Paul Biya, « *successeur*

constitutionnel ».

Dans les cercles des armées où *Peulhs* et *Kirdis* restent, malgré tout, numériquement majoritaires dans toutes les unités d'élite, l'inévitable *spoilsystem* tribaliste a démarré au milieu d'un énorme bricolage motivés par d'évidents desseins opportunistes de hauts gradés originaires de l'ancienne province du Centre-Sud qui pensent que leur « temps est arrivé ».

À la Garde républicaine (GR), défunte unité d'apparat constituée pour l'essentiel de gendarmes *Peulhs* ou *Kirdis*, « *la provocation tribale bat son plein et atteint son comble* » (sic).

On sort tout droit d'une conspiration avortée, fictive ou réelle, que Paul Biya lui-même dévoile en juin 1983, laquelle entraîne l'arrestation de deux proches du président Ahidjo, le capitaine Salatou Adamou et le commandant Ibrahim Oumarou.

Après deux décennies de pouvoir absolu du régime profrançais d'Ahmadou Ahidjo, les apparatchiks *Peulhs* avaient, il est vrai, tout prévu sauf l'allégeance éventuelle aux Sudistes *bantous* dont la majorité furent rompus aux techniques de l'aplaventrisme allant jusqu'à l'adhésion sans limite à la culture de la gandoura visant à flagorner le président Ahidjo.

Mais les choses se corsent rapidement. Le système vacille sans le laisser paraître. Des observateurs avertis perçoivent, comme une évidence, des signes d'essoufflement précoce dans ce qu'on croyait être une plate continuité. La fragilité du nouveau régime, qui se nourrit de parricide, se révèle vite.

Le nouveau chef, Paul Biya, est, croit-on peut-être à tort, un peu trop scotché aux recommandations de l'ex chef de l'Etat installé à Garoua, sa ville natale. Mais c'est un leurre. Ahidjo n'a jamais nié à quel point son successeur est fourbe. Ses proches veulent tout le pouvoir *illico presto*. Mais, admiratif pour

de vrai et au-delà de quelques relents machiavéliques précoces, M. Biya demeure velléitaire devant le personnage qui a incarné le pays pendant deux décennies. Il dit même vouloir ressembler à son «*illustre prédécesseur*», celui-là qui «*n'a jamais failli.*»

Le bicéphalisme à la tête de l'Etat sous le couvert d'un divorce factice à la présidence du parti-Etat, l'Union nationale camerounaise (UNC), toujours aux mains de l'ancien président, s'installe et atteint vite son paroxysme.

L'ancienne première dame Germaine Habiba Ahidjo en exil à Dakar confirme dans une interview que Paul Biya, pressé par ses proches, demande qu'Ahidjo lâche plus vite tous les leviers du pouvoir. Les jeunes loups bantous sont assoiffés de pouvoir, et, on ne l'a jamais dit, d'argent frais. Le magot de la succession s'évalue à près d'un millier de milliards d'anciens francs CFA sonnants et trébuchants, à dilapider à la vitesse de l'éclair par une bande d'arrivistes. Le Palais d'Etoudi dont l'hôte ira vite s'installer dans un grand hôtel sis au Chemin du Petit-Saconnex à Genève ne déclarera jamais les revenus pétroliers des comptes numérotés de la République aux Îles Caïmans, ne faisant pas partie des ressources publiques connues.

Germaine Habiba affirme que son époux qui se repose à Garoua n'avait pas l'intention de confisquer le pouvoir mais que les nouveaux maîtres de Yaoundé, trop pressés, avaient fini par l'agacer au point où, pour calmer les esprits, il avait tenu à prendre du recul pour que tout se fasse dans un climat plus serein. Au sujet de la succession qu'il avait préparée en quelques années au profit de son collaborateur le plus docile en apparence, le discours du président Ahmadou Ahidjo de novembre 1982 s'était voulu sans équivoque sur la question: «*Notre pays dispose d'atouts importants. L'unité nationale consolidée, des ressources nombreuses, variées et complémentaires, une économie en*

expansion continue, des finances saines, une justice sociale en amélioration, une population laborieuse et une jeunesse dynamique, de solides et fructueuses relations d'amitié et de coopération en Afrique et dans le monde.»

M. Ahidjo invitait alors *«toutes les Camerounaises et tous les Camerounais à accorder, sans réserve, leur confiance et à apporter leur concours à mon successeur constitutionnel M. Paul Biya. Il mérite la confiance de tous, à l'intérieur et à l'extérieur. Je vous exhorte à demeurer un peuple uni, patriote, travailleur, digne et respecté. Je prie Dieu Tout-puissant afin qu'il continue à assurer au peuple camerounais la protection et l'aide nécessaires à son développement dans la paix, l'unité et la Justice. Vive le Cameroun !»*

Quelques semaines plus tard, on s'en souvint à peine chez ceux qui, d'après l'ancienne *First Lady*, se comportaient subitement comme s'ils avaient conquis le pouvoir par leur force ou par leur intelligence.

Et déjà, des camps se forment. On prend position pour l'ancien ou pour le nouveau. Des va-t-en guerre pro-Biya comme l'ancien chancelier de l'université de Yaoundé, le Pr. Joseph Owona, rallient discrètement la ville de Yaoundé à bord de son petit véhicule personnel Renault 12 *break*. Ils se disent déjà *«prêts à prendre les armes pour défendre le pouvoir de M. Biya»* contre son prédécesseur. Comme s'ils le pouvaient. Mais des faucons du parti unique comme Moussa Yaya Sarkifada, ex-proche de Ahidjo, ne se font plus d'illusion sur l'issue finale en faveur de celui qui détient dès lors la réalité dudit pouvoir.

«Une armée sans défense...» Dans les casernes ce faisant, la tension est presque à son comble. Il se passe des choses. Entre novembre 1982 et début 1984, le climat s'est dégradé de manière substantielle. Les proches du président Biya montent en épingle une réunion «secrète» tenue le 18 juin

1983 à 23h30 au domicile du délégué général à la gendarmerie, Ibrahima Wadjiri, sur convocation du ministre de la défense Abdoulaye Maïkano. Le patron de la Garde Républicaine, le colonel Sale Ibrahim, y prend part. Le 22 août 1983, Paul Biya annonce la découverte d'un complot. Il nomme le même jour Gilbert Andzé Tsoungui à la tête de l'armée.

À la hâte et sur la seule base de leur irritation à la manière cavalière dont ils sont traités depuis quelques temps par quelques «*anciens laquais*», une poignée de seconds couteaux conduits par un groupe qui se baptise «*Jeunes officiers et sous-officiers patriotes* » s'organise cahin-caha. Des relais plus ou moins sûrs dans les bases militaires déconcentrées sont associés.

Les capitaines Abalélé et Abassi, respectivement commandants de l'escadron blindé et du groupe d'artillerie de la Garde Républicaine lancent les hostilités en cette nuit du 05 au 06 avril 1984. Objectif: renverser la donne au plus vite, «*tant que la magistrature suprême est à prendre* ». Ces gens n'ont malheureusement aucun plan de match précis. Ils vont simplement essayer de prendre de vitesse une hiérarchie militaire ankylosée par l'embourgeoisement rapide et une mentalité notoire de jouisseurs.

C'est que, la philosophie politique du putsch du 6 avril n'est pas celle qu'on croit. Elle sera expliquée par Guerandi dans un petit ouvrage à la couverture rouge sang intitulé «*Cameroun : une armée sans défense*», publié en 1991.

Les jeunes cadres de l'armée disent vouloir prendre le pouvoir pour «*trancher le nœud gordien*» d'un régime prébendier, gangrené par la corruption et l'affairisme dans les milieux de l'armée. Selon eux, ce système commence à l'indépendance, et n'en finit plus de se reproduire en avatars. C'est la raison pour laquelle de nombreux sudistes *Beti* sont cités au nombre des insurgés et sont exécutés.

À l'origine, le «*Mouvement J'ose*» n'est donc pas dirigé contre le seul régime Biya d'après ses vrais auteurs. Il vise le système qui l'a installé. Telle est la version officielle. Mais ce que le public camerounais ne sait pas c'est que l'une des raisons de l'échec du putsch du 06 avril 1984, ayant notamment créé la scission dans le groupe, fut une querelle qui a trop vite éclaté au moment de prendre le pouvoir entre les autres et des hiérarques *peulh* se prévalant une sorte de légitimité naturelle pour le pouvoir et les autres. En cas de succès du putsch, le Mouvement se promettait à une évidente implosion. Mais le verrou ne sautera peut-être jamais.

Paul Biya, tout neuf, tout beau à 51 ans est soutenu par l'Élysée où a été sans doute concocté – sous son mentor François Mitterrand - le scénario du coup tordu « médical » qui l'a amené au pouvoir. Pour faire mousser son arrivée au pouvoir, les médias français l'ont même fait passer pour un ancien militant du parti nationaliste clandestin, UPC (Union des populations du Cameroun). On n'en a jamais vu un seul début de preuve en trois décennies. Il jouit, ainsi, d'une réelle popularité au sein d'une population qui a attendu l'alternance pendant une vingtaine d'années. Deux ans après sa démission, cette population, oublieuse, n'a cure de l'ex-chef d'État «*grand bâtisseur*», qui a quitté le pouvoir avant même la soixantaine, n'étant donc que d'une poignée de saisons l'aîné en âge de son successeur.

Ce n'est pas tout. Beaucoup qui se lancent dans l'opération militaire en cette nuit du mois d'avril 1984 contre le tout nouveau régime n'ont, eux aussi, aucun fait d'armes.

Un technicien radio insignifiant de la CTV à Yaoundé nommé Gabriel Ebili empêchera le discours du capitaine putschiste Yaya Adoum d'atteindre les Camerounais sur toute l'étendue du territoire national. C'est l'un des plus

grands coups de poignard dans le dos d'un Mouvement pour lequel il avait été contacté quelques jours plus tôt. D'initiative personnelle, le jeune technicien de 27 ans à l'époque imagine le tour de passe-passe fort risqué au CDM (Centre de modulation des fréquences) qui lui vaudra une simple médaille de vaillance du ministre des forces armées Gilbert Andzé Tsoungui «*au nom du chef de l'État, M. Paul Biya.*»

Rapidement mis sous la protection du futur général Pierre Samobo, loyaliste pro-Biya et ancien militaire «français» de la guerre d'Algérie, le petit technicien fit diffuser «normalement» l'allocution circonstancielle du président Paul Biya «*bunkerisé*» à Étoudi, transporté à la maison de la radio par le capitaine Ivo Desancio Yenwo, «*l'ange gardien*», avant d'être remercié trois ans plus tard sans solde pour une histoire de vol de quelques disques de vinyle.

S'ensuit une débandade sans précédent.

Dans le dédale des régiments à Yaoundé, des officiers généraux restés soi-disant loyaux au régime Biya, se sont enfuis. D'autres voguent entre trouille et baroud d'honneur. Des hauts gradés se dispersent dans les banlieues comme des lapins sans aucune coordination. On essaiera de démêler l'écheveau du putsch plus tard.

Une fois la situation rentrée sous contrôle par miracle, les gradés fuyards, sous la férule du ministre des forces armées, Gilbert Andzé Tsoungui, réapparaissent. Ils entreprennent de repérer les meneurs de la mutinerie déclenchée depuis les casernes.

À court d'informations et de déontologie professionnelle, mais avides de sang, de manipulation, de sensations et de strapontins, des officiers supérieurs pro-Biya enfoncent une porte ouverte: celle consistant à qualifier la tentative de

putsch d'inspiration essentiellement *peulhe* ou musulmane, alors que, selon le chef de l'État lui-même, «*les forces ayant participé au rétablissement de la situation comprenait les Camerounais de toutes les origines, sans distinction d'appartenance ethnique, régionale ou religieuse*».

Et de préciser: «*La responsabilité du coup d'État manqué est celle d'une minorité d'ambitieux d'assoiffés de pouvoir et non celle de telle ou telle province, encore moins celle des Camerounais de telle ou telle religion.*»

Il ne croit pas si bien dire. Guerandi Mbara lui-même n'est ni *peulh* ni musulman. Ibidem pour le sous-lieutenant Yaya Adoum. «*L'officier subalterne le plus ancien dans le grade le plus élevé*» qui a lu le discours à la radio est arabe *choa* et non *peulh*

C'est que, une certaine élite *Foulbé* avait trouvé en l'idée très vague du putsch l'occasion rêvée de reconquérir une fierté à vau-l'eau et un pouvoir perdu dans une alchimie imaginée dans les cellules africaines de Paris. Elle a sympathisé avec l'initiative sans en saisir ni tenants ni aboutissants avant la déculottée finale.

Dans le camp de Paul Biya, on savait la vérité. Ce régime a été sauvé par les Nordistes loyalistes qui ont combattu leurs « frères » putschistes. Leur nombre et les positions stratégiques qu'ils occupaient dans les armées rendent impossible toute autre hypothèse. Mais nul ne pouvait résister à l'envie opportuniste d'en profiter pour se débarrasser des «*gens de l'ancien régime*».

D'après les auteurs du putsch, le grand Ahidjo lui-même ne comprend pas grand-chose à ce mouvement intrinsèquement isolé, hostile en réalité à son propre système. Il ralliera au conditionnel l'offensive de «ses» partenaires au cours d'une déclaration historique à Radio Monte-Carlo en France où l'interviewer français est celui-là même qui lui a révélé ce qui se passait à

Yaoundé...

Dans la pratique, l'opération se révélera un bide. Un mouvoir. C'est que, en dehors de quelques officiers formés à la vraie école de guerre, l'essentiel des forces engagées dans l'offensive aléatoire n'a pas la simple maîtrise du matériel de guerre disponible. Cela n'est pourtant pas la cause principale de la débâcle, tant une grande partie de l'armée, après tant d'années de « paix », avait perdu les réflexes des chaudes périodes « rebelles » de l'indépendance où elle fut massivement appuyée par l'armée française pour « pacifier » l'anticolonialisme upéciste.

Regrettant amèrement tous les Camarades tués en cette occasion, Guerandi me confia lui-même qu'une bonne partie du matériel de guerre était en mauvais état de fonctionnement faute de maintenance adéquate.

Concrètement, les renforts « *nordistes* » escomptés d'unités d'élite à l'instar de la base aéroportée de Koutaba dans le Noun vont, selon les témoignages concordants, bouleverser les plans. Ils changeront de camp, appuyant par simple opportunisme des loyalistes en déroute trop tôt.

Moult officiers nordistes ont maudit ces frères d'armes traîtres avant de périr. Des officiers généraux populaires avaient pourtant détalé de la capitale dès les premiers coups de feu, disions-nous. D'aucuns furent victimes d'attaques revanchardes à domicile.

Quelques jours avant le mouvement, l'information sur le « coup » avait circulé dans les cercles du pouvoir par mille et un réseaux, au point de parvenir à l'oreille du directeur de la sécurité présidentielle d'alors, le colonel René Claude Meka. L'information a été négligée, « *parce qu'on avait vécu trop longtemps en paix* ».

Chapitre 11 « Dodo », le *businessman* de la révolution pressée et la cassette audio...

11 Novembre 1988, Douala... Le fringant homme d'affaires qui ne s'était jamais défait de sa casquette de militant « *révolutionnaire* » accueille, vers 19h dans ses bureaux à Akwa, deux gendarmes s'étant annoncés à sa secrétaire en disant vouloir « *voir le patron* » sans autre forme de précision. Le jeune entrepreneur, détenteur d'un MBA américain, les reçoit au siège de sa société, Intelar (Intelligence artificielle, Inc.). C'est l'entreprise qui monte au Cameroun « *le premier ordinateur africain* », Ramsès.

Les deux gendarmes, courtois, se contentent de lui dire que « *le commandant de la compagnie de gendarmerie de Bonanjo souhaite vous rencontrer* ». Ils sont pointilleux mais hésitants. Une fois à Douala-Bonanjo à la Gendarmerie, le scénario change. Il est informé qu'il est attendu à Yaoundé le même soir par « *un haut gradé de l'armée* ». De qui s'agit-il? Question.

Il ne s'agit ni plus ni moins que du médecin-colonel Victor Nnengué Moneboulou, un faucon du régime Biya et, surtout, le commandant de la redoutée Sécurité militaire (SEMIL) dont les pouvoirs de rétorsion dépassent largement ses attributions de police des armées.

Les émissaires armés mais calmes, lui expliquera-t-on ensuite, sont chargés de l'accompagner à Yaoundé auprès du patron. Ils n'ont aucune convocation écrite. Néanmoins, ils ne sont pas autorisés à quitter « *le client* » d'une seule semelle dès cet instant. Escorté, Djeukam Tchameni se rendra à Yaoundé au volant de sa propre voiture. On le lui a concédé. Il ne reviendra du drôle de voyage nocturne que trois ans plus tard.

Le jeune chef d'entreprise de 27 ans n'est, en fait, pas n'importe qui. Dominique Djeukam Tchameni fait partie de la génération des « *jeunes révolutionnaires panafricanistes* » qui, dans les années 1979, créent à l'Université de Yaoundé le Club d'études et de réflexion sur la culture africaine (CERCA), éditeur du bulletin de liaison *L'Éveil*. Dans ce groupe qui est, à l'époque, un véritable provocation au régime autoritaire du président Ahmadou Ahidjo, on trouve des grands noms comme Joseph-Achille Mbembé, Sihaka Tsemo, Michel Lobè Éwanè...

Plusieurs années plus tard, il s'envole pour les États-Unis d'Amérique. Il milite dans la branche américaine de la très en vue All-Afrikan People's Revolutionary Party (A-APRP) créée par le Ghanéen Kwame Nkurmah pendant son exil en Guinée Conakry. Le parti s'est imposé au fil des années au sein de l'intelligentsia africaine-américaine grâce à l'activisme d'un tribun : Stokely Carmichael... De son nom africain Kwame Ture, cet ancien premier ministre des *Black Panthers* a connu Djeukam Tchameni à Houston et en a fait son représentant pour les États du sud-est américain. Kwame Ture n'est autre que l'ex époux de la méga-star sud-africaine Miriam Makeba et, aussi, l'homme qui introduit dans la lexicologie américaine le concept d'Africain-Américain en lieu et place d'Afro ou de Noir-Américain.

De fait, Djeukam Tchameni charrie plusieurs paradoxes. C'est un pur produit du capitalisme américain qui est, curieusement, attiré par le nationalisme, le socialisme révolutionnaire et le panafricanisme. Il n'y peut rien. C'est plus fort que lui. Il a côtoyé au quotidien les socialistes de la All-African People's Revolutionary Party et les « *progressistes* » de l'Union des populations du Cameroun (UPC) tendance Manidem.

C'est, par ailleurs, un disciple de Cheikh Anta Diop. Il soutient que « *le retour*

à l'Égypte ancienne dans tous les domaines est une condition nécessaire pour réconcilier l'Afrique avec son histoire et jeter des bases solides pour la Renaissance culturelle du Vieux Continent ». C'est ce qui lui inspire le nom de *Ramsès*, son « *premier ordinateur africain* ». Mais Djeukam Tchameni préfère, sans l'avouer, l'enrichissement personnel capitaliste au collectivisme. Il n'est, en réalité, qu'un lutteur fougueux.

Djeukam Tchameni s'est mariée à la militante américaine Makini Menani née Désirée-Renée Smith, rencontrée à Houston dans le Texas.

À son retour au Cameroun en 1986, il crée le Parti panafricaniste (P2), organisation clandestine se voulant proche, notamment, du Front populaire camerounais (FPC) d'un certain Guerandi Mbara et, en l'occurrence, de « *l'UPC des fidèles* ». C'est la plate-forme qui enfantera plus tard de CAP Liberté, mouvement avant-gardiste qui fait de Djeukam Tchameni l'une des superstars du retour au pluralisme des années 1990.

Pendant son voyage «*encadré* » vers la SEMIL de Yaoundé en Novembre 1988, Djeukam Tchameni se perd en conjectures. Il imagine que cette opération nocturne est liée à une drôle de rencontre qu'il a eue avec un officier de l'armée une semaine auparavant, en Sanaga-maritime. Il ne se trompe pas. Il demeure curieux d'en savoir plus. Il ne sait pas encore que ce voyage sera le tournant le plus tragique de sa vie d'activiste.

Rendu dans les locaux de la SEMIL sis au flanc gauche du ministère de la défense à Yaoundé, Djeukam Tchameni se voit signifier son crime par le commandement de la SEMIL. Il est en état d'arrestation. Pendant neuf mois - et après que sa famille ait cherché en vain où le trouver plusieurs jours durant -, le chef d'entreprise de Douala partagera son destin, après plusieurs semaines d'isolement, avec une armée d'anonymes détenus sans jugement

suite à la tentative de putsch du 06 avril 1984 contre le régime Biya.

Le crime commis par Djeukam Tchameni pourrait en faire rire plus d'un. On lui reproche une cassette audio qu'il aurait transportée « *de l'étranger* » où elle lui a été confiée par « *le putschiste Guerandi Mbara* ».

Djeukam Tchameni a accepté de nous révéler pour la première fois, en exclusivité, les contours du procès « *criminel* » qui a changé sa vie.

Au cours de l'enquête, le jeune homme d'affaires de Douala se contente de faire le naïf, par ruse. Il nie candidement les faits. Il reconnaît avoir transporté la cassette mais prétend qu'il ne savait rien de son contenu. Il répète aux enquêteurs qu'un certain Ouest-Africain nommé « *Amady Traoré* » dont il ne sait rien lui a confié la cassette contenant, saura-t-on plus tard, un discours appelant l'armée à un « *soulèvement patriotique* ». Il ne ment pas totalement. Il n'avait pas écouté le contenu de la cassette. De plus, le capitaine Guerandi Mbara qui lui a été présenté en 1987 à Paris par un proche est connu sous le nom exclusif de « *Traoré* ». Les enquêteurs s'empressent de lui révéler qu'il a été roulé dans la farine par « *l'inconnu* » qui n'a pas voulu lui révéler sa véritable identité. Il s'agit bel et bien de Guerandi Mbara, clament-ils. Il ne le sait que trop bien mais fait semblant de n'en rien savoir pour éviter d'offrir aux enquêteurs l'occasion de retenir *ipso facto*, par aveu, les crimes de subversion et atteinte à la sécurité de l'État.

Mieux, Djeukam Tchameni a été reçu quelques fois au domicile de Guerandi Mbara au « *Conseil de l'entente* » à Ouagadougou. C'est dans cette résidence ouagalaise qu'il a rencontré, entre autres, le Libérien Charles M. Taylor. Le futur chef d'État du Libéria et prochain client de la Cour pénale internationale (CPI) pour « *crimes contre l'humanité* » vivait ici. Sa couchette se faisait à l'emporte-pièce dans la salle de séjour de la famille Guerandi Mbara. À l'instar

de chefs rebelles de plusieurs autres pays africains, l'ancien étudiant en économie libérien du Bentley College dans le Massachusetts affûtait ici ses armes pour conquérir le pouvoir de Monrovia en 1997 avec le soutien de Ouagadougou, voire de Paris.

C'est que, Guerandi Mbara avait insisté pour qu'il remette la cassette audio au « *chef de son réseau* » au pays. Le destinataire en question n'était autre que qu'un jeune médecin-capitaine en service à la base militaire d'Édéa, un certain Simon Draha. Il avait longtemps hésité avant de contacter le pleutre médecin officier qui prétendit n'avoir pas eu d'autre choix que de dénoncer à la terrible SEMIL l'émissaire de son « *frère du village* ». Il disait n'être pas membre dudit réseau.

Avril 1989. Face à la montée des revendications pour le retour au pluralisme politique - supprimé en 1966 -, le président Paul Biya durcit la machine sous des dehors de démocratisation. Le régime exacerbe le tribalisme, met sur pied des « *escadrons de la mort* » chargés - comme plus tard à Bamenda -, de tirer à balles réelles sur des manifestants civils et de faire des morts afin de décourager l'insurrection. Pour ce faire, M. Paul Biya rappelle à la tête du renseignement (DGRE) puis, cumulativement, à la police (DGSN), le plus vieux spécialiste en coups tordus, Jean Fochivé.

Djeukam Tchameni est, des suites, transféré (en juillet 1989) de son trou de la SEMIL à la « *cellule numéro 1* » de la BMM (Brigade mixte mobile). C'est la discrète station de torture de la DGRE, éternelle police politique du régime Biya. Il y sera rejoint en février 1990 par de nouveaux clients, de vieilles connaissances de Douala la frondeuse : l'ancien bâtonnier Albert Yondo Mandenguè Black, Anicet Ekanè du Manidem, Henriette-Noëlle Ekwè de l'UPC, Albert Womah Mukong du Cameroon Anglophone Movement (CAM) ...

Leur crime : avoir essayé de créer un parti politique d'opposition, initiative qualifiée par le régime d'« *illégal et criminelle* » visant à « *diviser le pays* » et de « *modèle importé* ».

À la BMM, double villa strictement anonyme faisant face à la prison centrale de Yaoundé-Kondengui, les prisonniers subissent interrogatoire sur interrogatoire. En face d'eux, une clique de tortionnaires comédiens ayant l'art exceptionnel de paraître conviviaux, conciliants ou méchants et cruels au gré des humeurs de la journée. Djeukam Tchameni y passera huit mois.

Pendant ce temps, une campagne de libération essaime les réseaux afro-américains de France et des États-Unis d'Amérique. Un Comité pour la libération de Djeukam Tchameni est créé à Paris, mené par le panafricaniste et politologue ivoirien Vitrice Yekpe. Ce dernier parvient à remettre, en mains propres, une correspondance sur l'affaire Djeukam Tchameni au président François Mitterrand.

Djeukam Tchameni est déféré au tribunal militaire en Mars 1990. Seulement, sa cause ne fait pas encore courir avocats et médias locaux. Son épouse américaine recrute, pour le défendre, Maître Doualla Moutomè et son associé français Gérard Wolber... Le procès devient graduellement médiatisé. Un groupe d'avocats conduit par l'ancien bâtonnier Bernard A. Muna et le populaire Charles Tchoungang mènera l'assaut final. Qu'en est-il du capitaine Guerandi Mbara, l'homme officiellement cause des malheurs de Djeukam Tchameni? On le sait, l'opposant discret de Ouagadougou a le bras long. On ne saura jamais rien à son action.

Lors du procès, le commissaire du gouvernement du tribunal militaire brandit vite le chef d'« *atteinte à la sécurité de l'État* » et « *subversion* ». Il requiert la prison à perpétuité avec confiscation de biens. Mais les juges militaires, aux

ordres, retiennent la subversion, crime à l'image de l'unanimisme en vigueur. Djeukam Tchameni est condamné à 03 ans de prison ferme puis incarcéré ailleurs, à la prison centrale de Yaoundé-Kondengui.

Alors que la diplomatie occidentale accentue la pression sur le régime monolithique de M. Paul Biya, l'enjoignant à libérer ses encombrants prisonniers politiques à l'aune du discours de la Baule rappelant au multipartisme les anciennes colonies françaises – qui le sont demeurées jusqu'en 1990 –, les données changent. Intervient, subitement, la grâce du président Paul Biya. Nous sommes en août 1990.

Djeukam Tchameni est libre de ses mouvements mais demeure sous surveillance. Il a, enfin, mieux connu la méchanceté du régime à l'égard de ses concitoyens de l'intérieur des geôles. Sa société, Intelar, a été méthodiquement décapitée. Elle a pourtant été créée avec la participation du FOGAPE, fonds étatique offrant du financement aux startups. Il n'est, en effet, pas rare de voir le régime détruire des structures appuyées par l'État ou quelque entreprise privée prospère dont les responsables sont simplement soupçonnés de sympathie pour l'opposition.

À sa libération en août 1990, Djeukam Tchameni et ses anciens compagnons de la BMM – le bâtonnier Yondo Mandenguè Black, Ekane Anicet et plusieurs autres – entreprennent de fédérer les forces de l'opposition. L'arrestation en janvier 1991 du banquier Célestin Monga et du journaliste Pius Njawe en est l'aubaine. Un Comité pour la libération de Célestin Monga et Pius Njawé (CLCM) organise des manifestations. C'est ce Comité qui se transforme un mois plus tard (en février 1991) en Comité d'action populaire pour la liberté et la démocratie, le légendaire CAP Liberté. Le mouvement se fixe pour « *objectif de défendre les droits humains et de promouvoir la démocratie par l'éducation*

et la mobilisation ». Le régime Biya interdit CAP Liberté le 13 Juillet 1991, la même date que l'UPC historique, interdite par le colonat français le 13 juillet 1955.

Djeukam Tchameni entre en clandestinité. Il dit avoir échappé à deux tentatives d'assassinat. Il fuit le Cameroun et s'installe au Burkina Faso en Septembre 1991. En sus de la proximité de Guerandi Mbara, il y bénéficie de la protection de Blaise Compaoré qu'il avait connu avec Thomas Sankara en 1986 lors d'un premier séjour au « *Pays des hommes intègres* ».

Mais l'accalmie sociopolitique n'est toujours pas au rendez-vous au pays. Le 03 juin 1993, le ministre de l'enseignement supérieur du régime Biya, le Pr. Titus Edzoa, annonce « *l'exclusion à vie* », en deux vagues, de 35 étudiants de l'Université de Yaoundé. Les malchanceux sont bannis « *de toutes les universités et grandes écoles du Cameroun* » et, paradoxalement, interdits de quitter le territoire. L'événement défraie la chronique. Le régime avait, en fait, décidé de rendre l'université publique payante dans ce pays où les parents sont devenus plus pauvres après une double baisse des salaires de la fonction publique au prétexte de l'ajustement structurel. La tonitruante « *réforme universitaire* » du régime Biya s'était résumée à si peu : fin de l'université gratuite et éclatement en plusieurs établissements dont aucun n'avait été préalablement construit en prévision du chamboulement...

Une contestation sans précédent était née au campus. Le problème est vite réglé lorsqu'un étudiant de 22 ans, Collins Djengoué Kamga, est trouvé gisant, grièvement brûlé dans sa chambre à la mini-cité « *Le Belvédère* » par des criminels non-identifiés. L'étudiant succombe de ses blessures à l'hôpital où il est transporté. Et, sans que la police ait jamais trouvé le moindre indice sur les véritables auteurs du crime – jusqu'à ce jour -, les frondeurs sont

rapidement montrés du doigt. Ce décès sert de prétexte à « *l'exclusion à vie* » des frondeurs pour « *casser* » la contestation.

J'en ai longuement discuté avec le premier sur la liste des « *bannis à vie* », le chercheur en médecine Jean-Bosco Tagne, résidant à Boston et président de CAMDIAC, l'organisation des Camerounais de la diaspora dont la rencontre à Howard University à Washington en 2010 rassembla des hôtes de marque comme Guerandi Mbara mais qui conduisit à la mort tragique « *par accident* » de Pius Njawe, le journaliste camerounais le plus célèbre. Tagne nous l'a confirmé de vive voix: Djeukam Tchameni a été, quasiment, l'unique personnage grâce auquel toute cette génération de parias, « *interdits de sortie* » du pays, trouve un point de chute à l'étranger.

Il leur a négocié bourses d'études, gîtes et protection politique auprès d'amis comme Blaise Compaoré du Burkina Faso, Alpha Oumar Konaré du Mali ou l'ancien ministre sénégalais Abdoulaye Bathily. Quid de Guerandi Mbara?

Tagne affirme qu'il était là à Ouagadougou avec eux : « *On ne peut pas dire qu'il n'a rien fait pour nous* ». Il n'en demeure pas moins que la présence des parias dans cette région est d'abord l'œuvre de Djeukam Tchameni.

Guerandi Mbara s'est progressivement éclipsé, affirme le Dr. Tagne, lorsque le groupe implosa au gré de violentes querelles d'égos entre les chefs de file, qui finirent par contaminer quelques homologues burkinabé, poussant Blaise Compaoré à ordonner « *l'expulsion* » « *par deux fois* » des trublions camerounais...

Le procès de la cassette audio au tribunal militaire a définitivement scellé le destin croisé du tandem Djeukam Tchameni-Guerandi Mbara. Mais il fut d'ores et déjà évident que le triple paramètre de leur personnalité distincte, leur background et leur vision politique divergente à l'épreuve de leur proximité à

Blaise Compaoré ne feraient pas des deux fortes têtes issues du même pays les meilleurs copains à long terme. C'est un euphémisme.

En 1996, un Comité pour le retour de Djeukam Tchameni est lancé à Douala par son ami Ekane Anicet, ex-compagnon d'infortune. « Dodo » retourne à nouveau au Cameroun. Il n'a pour seule pièce d'identité qu'un extrait de naissance. Son passeport camerounais fut arraché cinq ans plus tôt. En mars 1997, il crée le MDI (Mouvement pour la Démocratie au Cameroun et l'Interdépendance en Afrique). Il annonce sa candidature à l'élection présidentielle d'octobre 2004. Il se désiste, subitement, deux jours avant le jour scrutin. Officiellement, pour « *ne pas donner sa caution morale à une mascarade électorale dont les résultats sont connus d'avance* ».

En vérité, Djeukam Tchameni, redevenu *businessman*, est désormais *surbooké* entre Douala, Ouagadougou à Johannesburg où il s'est installé en 2005. Il prétend « *mener des actions discrètes mais efficaces en vue de la formation des cadres alternatifs et de l'éducation politique des masses sans lesquelles aucun changement réel ne peut subvenir.* » On n'en voit la trace nulle part. On ne l'a guère entendu dire le moindre mot sur la disparition de Guerandi Mbara, officiellement assassiné à la commande du pays où il se rend désormais sans être vraiment inquiété. Tout au plus a-t-il manifesté une compassion minimaliste sur son profil Facebook au décès d'Élisabeth Maïworé, épouse Guerandi Mbara. Il l'a connue. Il l'a d'ailleurs présentée, à l'instar de tous les proches et ex-proches de Blaise Compaoré, comme une victime des turpitudes de son défunt mari.

Chapitre 12 : Où le régime Biya tua du « *Nordiste* » au faciès...

La tentative de putsch d'avril 1984 entraîna, bien entendu, une répression disproportionnée : un millier d'exécutions à l'emporte-pièce, parfois qualifiées de disparitions dans le Nyong-et-So'o parce que n'offrant aucune traçabilité judiciaire.

Beaucoup de ceux qui apparaîtront ensuite comme les héros de la situation avaient discrètement déserté les états-majors. On saura plus tard qu'ils ont disparu sans nouvelle « *pour aller préparer la riposte* »...

Ainsi écrit-on toutes les histoires des vainqueurs.

Des centaines de lampistes ont, ainsi, payé l'addition. Sans même s'embarrasser des dispositions constitutionnelles relatives aux situations exceptionnelles ou encore sur le droit universel de la défense, les tribunaux militaires expédient des dizaines, voire des centaines d'éléments de l'armée au gibet, en piétinant le code pénal en vigueur, en ordonnant des exécutions y compris les dimanches et les jours fériés.

En violation du code pénal subordonnant toute peine capitale à la possibilité d'une grâce présidentielle, les exécutions succédaient, en cadence, aux audiences qui se terminaient tard dans la nuit. On ne laissait aucune possibilité de recours aux condamnés. Ce fut notamment le cas le 1^{er} mai 1984 suite à une audience de la veille. Les faits sont graves. Des «putschistes» furent passés par les armes à l'occasion de la journée internationale du Travail, qui plus est un dimanche. C'est le cas entre autres du maréchal des logis Aboubakari Limangana.

Le même jour, on exécutait un certain lieutenant Oumarou Yorongué à Mfou près de Yaoundé, sans jugement. Prétexte : on avait oublié de le tuer.

Pour réparer ce drôle de précédent judiciaire, un procès Yorongué sera organisé cinq ans plus tard en vue d'établir un verdict déjà exécuté un quinquennat plus tôt.

Un certain lieutenant Garba introuvable au moment des faits sera capturé et passé par les armes l'année suivante sans autre forme de procès.

Parmi les quatre condamnations à vie prononcées par les tribunaux militaires, on comptait le capitaine Madam Dogo, les gendarmes Harouna Wali, Kidmo Koskreo et l'inspecteur Boubakari Bello... Lors de leur remise en liberté en 1991, l'un d'entre eux avait disparu. Il aurait simplement succombé de faim en 1989.

Autant l'avouer, durant toute cette période au cours de laquelle nous passâmes nos classes de lycée à Yaoundé, la vie d'un «Nordiste» musulman ne vaut rien. Il se raconte des bavures innombrables au faciès, à travers le pays.

Mieux, se vêtir d'une gandoura, tenue d'apparat *peulhe*, est alors considéré comme une provocation au pouvoir de Biya. Un certain Hamadou Ahmadou, infirmier à l'hôpital central de Yaoundé, est interpellé (le 09 avril 1984) à un check-point au carrefour Nlongkak à Yaoundé. Il est extrait de son véhicule et est froidement abattu en public. L'infirmier retournait chez lui après avoir passé une journée et une nuit de travail auprès des blessés qui affluaient. À ce jour, son corps est demeuré introuvable.

Dans la foulée, un certain Djibril Alhassan, chef de bureau des mouvements à la défunte SOTUC (Société des Transports Urbains du Cameroun), est arrêté à Yaoundé et jeté en prison (en mai 1984) pour «*apologie du putsch*». C'est ainsi que l'on qualifia le fait de se vêtir d'une gandoura.

Une figure de poids de la capitale, le patriarche *Etoudi*, Simon Noah Bikié, grand-père du tennisman franco-camerounais Yannick Noah, écope d'une rafale à un check-point tenu par les brefs putschistes après un échange musclé avec l'ancien sous-officier des Forces françaises libres (FFL). Heureusement, peu ont, à l'instar du patriarche Etoudi, tenté d'affronter ainsi les soudards de Yaoundé. D'innombrables éléments de l'armée trop souvent victimes d'appartenance ethnique, à l'instar du colonel Salé Ibrahim, commandant de la garde républicaine, ont été exécutés. Ce malchanceux avait d'abord été capturé par les putschistes qui savaient qu'il était inutile de l'associer au « coup » ou de l'impliquer parce qu'il s'y opposerait tout naturellement... À la fin, ce *Peulh* loyaliste dans le sang arraché entre les mains des putschistes a été exécuté par les loyalistes cette fois sur la base de sa seule origine ethnique et religieuse...

Au total, pas moins de 265 éléments de la défunte Garde Républicaine ne sont même pas passés en jugement mais demeurent sans nouvelles à ce jour, d'après les familles des victimes.

Dès les années 2008, ces familles ont entrepris de rassembler les éléments de preuves pour assigner le régime Biya devant les instances pénales internationales à partir de relais basés à Paris.

Les principes gouvernant cette offensive judiciaire collective retardée par divers attermolements conjoncturels sont ceux de l'État de droit, la vraie réconciliation et la nécessité d'indemniser symboliquement les victimes innocentes.

C'est que, le haut commandement de l'armée a poussé la justice militaire à

multiplier les exécutions «*des Nordistes*» dans un processus illégalement expéditif. Au moment où les magistrats militaires s'étaient voulu progressivement méticuleux sur les jugements avant les exécutions, l'armée, sur les nerfs, a pris le relais, expédiant les suspects au faciès dans d'anciennes prisons politiques sans jugement.

Or il eût suffi que les droits de la défense fussent respectés, tout eût été différent.

Le régime n'eût simplement pas passé ces centaines d'innocents par les armes avant de se retrouver aujourd'hui coincé par une perspective judiciaire qui pourrait émerger à tout moment à l'instigation de qui l'on sait - c'est, peut-être, ce qui a motivé le président Paul Biya dans son refus préventif de toute ratification du Traité de Rome instituant la Cour pénale internationale de La Haye.

Parmi les Jeunes officiers patriotes instigateurs du «coup» figure un drôle de survivant qui a échappé *in extremis* au gibet. Il aurait été condamné à mort par contumace, mais on n'en a aucune preuve. C'est un jeune instructeur fougueux de l'Ecole militaire interarmes (EMIA) de Yaoundé.

Guerandi est peu connu du grand public, mais fut déjà aussi populaire dans les milieux de l'armée au-delà de son allure mystérieuse et nonchalante. Ses positions contre l'inertie et la corruption des officiers, sa compétence et sa pugnacité étaient bien connues de ses étudiants...

Son nom: Guérandi Mbara Goulongo, 30 ans, capitaine de l'armée de terre, diplômé de la promotion «*20 Mai*» de juillet 1975 de l'EMIA... Le jeune officier qui a suivi une formation d'officier supérieur d'artillerie à l'Ecole de guerre de Hambourg en République fédérale d'Allemagne, lui-même fils d'un autre capitaine de l'armée, Guérandi Damsou, admis à faire valoir ses droits à la

retraite en 1970 et décédé entre-temps. L'officier s'exprime en plusieurs langues du terroir et étrangères dont l'Allemand, l'Anglais et le Français.

Guerandi Mbara fut major d'une formation de commandants d'unités d'infanteries à l'EMIA, ce qui vaut à l'officier *Toupouri* de l'Extrême-nord né à Douala (un certain 30 août 1954) d'être retenu comme instructeur d'élèves officiers.

Lorsqu'il passe au grade de capitaine, il n'a que 28 ans...

Flambeur à certains moments, ce spécialiste de l'artillerie sol-sol selon la philosophie de la Bundeswer est à la fois sympathique, mesuré, effacé et taciturne. Il est surtout imprévisible et secret. Guérandi Mbara a connu, sur les bancs de l'École militaire interarmes de Yaoundé, un certain Blaise Compaoré, Henri Zongo, et, surtout, Thomas-Isidore Noël Sankara, principaux acteurs de la révolution burkinabé...

Il est considéré par beaucoup dans la hiérarchie militaire comme un élément à surveiller de près. Car en plus de ses qualités de militaire accompli, l'officier use et abuse d'un langage marxiste-léniniste alors proscrit. Il développe déjà un projet politique que l'on découvrira plus tard chez les Jeunes officiers voltaïques. De retour au pays en 1979, il fut intégré dans une unité d'artillerie à Dschang dans la Menoua. Avec un groupe d'officiers, il créèrent au sein de certaines unités de l'armée des cellules clandestines de réflexion qui joueront un rôle actif mais précoce dans le soulèvement du 6 avril 1984 contre le régime Biya.

Cité dans la tentative de putsch contre le régime Biya - dont il parle très peu, affirmant tantôt n'en rien savoir, tantôt que le groupe avait l'intention d'éviter aux Camerounais toute la misère que vit aujourd'hui le pays sous Paul Biya,

tantôt que « *la stratégie n'a pas été exécutée selon les recommandations* » -, le capitaine Guérandi Mbara n'aura plus qu'à se retirer discrètement de la scène.

Dans sa théorie, la prise de pouvoir doit procéder d'un principe fondamental : éviter qu'il y ait des pertes ou que cela dure plusieurs heures voire plus d'une demie journée. Il est en général question de mettre en état d'arrestation le président déchu sans devoir l'éliminer physiquement comme le fit le groupe des jeunes officiers nationalistes qui arracha le pouvoir néocolonialiste libyen en 1969 avec à sa tête un certain Mouammar Kadhafi.

S'il y a des pertes importantes, tout est perdu ! L'équation serait doublement complexe. Trop de rancunes à régler. Trop de blessures à panser. Les cerveaux du putsch voulaient éviter des pertes. Le «*haut commandement de l'armée*» en a offert à profusion aux Camerounais. L'histoire est écrite à l'envers.

Guerandi est avec l'homme d'affaires Hamadou Adjii, l'un des rares présumés condamnés à mort à avoir échappé à l'exécution sommaire à Mbalmayo.

«*Devrait-on rappeler que je suis encore en vie grâce aux populations de Yaoundé qui ont bravé la soldatesque répressive lancée à mes trousses après le soulèvement patriotique du 06 avril 1984 ?*» rappellera-t-il dans son tout dernier texte publié en octobre 2012.

Chapitre 13 : Un révolutionnaire crypto-marxiste

«rectifié» au Faso

Dès juin 1984, l'exfiltré Guerandi Mbara se retrouve dans l'entourage du président Thomas Sankara avec son copain de toujours Blaise Compaoré à Ouagadougou. L'ambiance est bon enfant. On rêve, avec l'intelligentsia de la révolution du Faso, d'une Afrique meilleure, panafricaniste et solidaire, qui s'entraide entre pays riches et pays démunis.

C'est un groupe d'intellectuels militaires et universitaires dévoués et enthousiastes, dont de nombreux ont dû interrompre leur séjour en Europe et ailleurs, pour s'employer à imaginer les scénarios africains du futur, avec effets immédiats à la présidence du Faso.

On y évoque une Afrique noire dotée d'un programme politique commun, affranchie de la vieille garde coloniale et néocoloniale. Ils ne sont pas que des théoriciens du changement. Convaincu qu'aucune alternance dans la foulée des régimes familialistes au pouvoir ne peut se faire par les bons offices ou par les urnes, le groupe entend vite internationaliser sa capacité à changer la donne par les moyens les plus efficaces.

Guerandi Mbara est dans son élément. Il affectionne particulièrement ce mélange intellectualisme-stratégies militaires dans cet océan de modestie.

L'officier qui vit dans une extrême simplicité est l'un des principaux *missi dominici* de la révolution du Faso. Il faut réussir à naviguer à contre-courant de la puissante coalition mitterrandienne en pré carré, contenter l'Ivoirien Félix Houphouët-Boigny et entretenir l'infidélité anti-française chez Mouammar el-Kadhafi, le rêveur panafricaniste de la Jamahiriya arabe libyenne...

Paris n'apprécie pas beaucoup la tournure que prend la révolution burkinabé. C'est le moins que l'on puisse en dire. Elle risque de faire tâche d'huile dans ses quinze anciennes colonies endormies, bercées par le doux bruissement des coupures de franc Cfa, la monnaie de singe française pour Nègres fabriquée en sous-main à Chamalières par l'imprimerie de la Banque de France.

Le rêve tourne court avec l'assassinat de Thomas Sankara en octobre 1987. Ce dernier avait vu venir le coup en déclarant publiquement lors du mariage de son ami en juin 1985 avoir définitivement perdu son meilleur allié et frère célibataire endurci dès l'instant où le président ivoirien Félix Houphouët-Boigny s'était mêlé, au gré d'une visite en Côte d'Ivoire, de lui offrir son épouse franco-ivoirienne Chantal Terrasson de Fougères — qui, en plus d'être née des œuvres de l'administrateur colonial français Jean-Henri Terrasson de Fougères, ancien gouverneur au Soudan français, fut une des «filles» préférées du président ivoirien.

« *Thomas* » est mort.

Guérandi a choisi son camp. Il n'a presque pas le choix. Il doit faire la «rectification» avec Blaise Compaoré, l'ami de toujours. Il doit rectifier lui-même sa lecture de la *praxis* révolutionnaire burkinabé. Cette «rectification» consistera en la récupération des projets de la «révolution» au profit d'une diplomatie militariste à temps plein pour le compte et pour l'image de la France « protectrice de l'Afrique noire... »

Néanmoins, il est demeuré en contact avec les plus hauts leaders africains dont ceux de la... Libye du colonel Kadhafi. Il est, pense-t-on à Yaoundé, stratège militaire ou inspirateur de nombreuses opérations de conquête de pouvoir en Afrique. Il est soupçonné de conseiller des rébellions armées et de mener partout toutes sortes de transactions pour l'acquisition de matériel de

guerre.

Il avait toujours rejeté en bloc ces allégations. Mais personne n'y croyait. Y compris moi-même. C'est à un point où il empêcha souvent ses proches burkinabé d'évoquer de telles «*informations sensibles*» en ma présence, en leur rappelant solennellement que j'étais journaliste.

Le globe-trotter polyglotte *toupouri* a parcouru le Monde en permanence et s'arrêtait très souvent à Paris...

Pour la presse panafricaine basée à Paris, Guerandi était notamment proche d'Idriss Déby Itno du Tchad, de Denis Sassou Nguesso du Congo, de Laurent Gbagbo de Côte d'Ivoire, de Laurent Désiré Kabila, feu Sani Abacha...

C'est à Ouagadougou que j'ai découvert son amitié pour le leader des Forces Nouvelles de Côte d'Ivoire, Guillaume Soro, avec lequel on l'avait souvent aperçu en tête à tête à Ouagadougou, lorsque les futures FRCI n'étaient qu'une rébellion ethnique soutenue à bouts de bras par la France et le président Blaise Compaoré...

À la vérité, les alliances politiques se muent dans l'espace et le temps au même rythme que les fleuves sur leur lit comme le décrit si parfaitement l'allégorie du philosophe grec Héraclite...

Chapitre 14 » : Le capitaine Konaté Alhadji et les « amnistiés » de 1990

Les affaires du putsch du 06 avril 1984 se sont poursuivies jusqu'à nos jours.

Lorsque le parlement camerounais vote en 1991, à la faveur du pluralisme, une loi amnistiant les auteurs de la tentative de putsch du 6 avril 1984, Guerandi Mbara ne s'en fait aucune illusion. Il sait bien n'être pas concerné. Il connaît désormais le système Biya qu'il qualifie toujours par un nom de code comique, connu de ses proches.

La suite des événements lui donne raison, lui, le seul survivant de la génération du putsch du 06 avril 1984.

En effet, la majorité ne jouira pas, jusqu'à la mort, des bénéfices de ladite loi. Un décret présidentiel confidentiel les mettra discrètement à la retraite anticipée à la fin des années 90 pour... *«atteinte à la sécurité de l'Etat»*.

Des officiers survivants assigneront, en vain, cette décision arbitraire en justice après de nombreuses années sans le moindre salaire. Seuls certains dont la carrière a été détruite *« par erreur »* – et qui, par miracle, n'ont pas perdu la vie pendant les exécutions extrajudiciaires ou pendant les années de détention arbitraire - se reverront dans les grâces d'un pouvoir décidément rancunier.

Après moult promesses non tenues, le dossier oublié des militaires coupables d'*« atteinte à la sécurité de l'Etat »* en juin 1983 et avril 1984, déjà bannis de l'armée nonobstant la loi d'amnistie de 1991, refait surface, fin 2007, à la présidence de la République. Prétexte ? Les protestations et, en l'occurrence, la médiatisation de l'affaire des officiers et autres soldats détenus arbitrairement dans les geôles de la Sécurité militaire à Yaoundé gênent. Le

tout baigne dans la contestation de la modification de la constitution devant permettre au président Paul Biya de briguer à vie sa propre succession, à l'orée de l'élection présidentielle prévue en 2011.

Un autre décret invisible signé par le chef de l'Etat le 1er février 2008 rétablit et revalorise les pensions retraite des amnistiés. La hiérarchie de l'armée s'était toujours opposée à cette concession aux «*putschistes*» déjà spoliés dans le calcul de leurs droits acquis pour toute la durée de leur séjour en taule pour les rares survivants.

La nouvelle option, quémandée sans suite pendant une quinzaine d'années par les ayants droit mais ignorée par la hiérarchie de l'Etat et de l'armée fut initiée, politiquement, en direction de l'élite du Nord en général. Elle devait bénéficier d'abord aux anciens officiers nordistes proches du président Ahmadou Ahidjo, en l'occurrence le commandant Ibrahim Oumarou, les capitaines Salatou Adamou, Adamou Mohaman, Moktarou Mohamadou, Abdoulaye Tamboutou, et autres, l'enseigne de vaisseau Moussa Mamadou...

Entre temps, une vague d'autres officiers nordistes a discrètement été jetée à la retraite anticipée par décret présidentiel pour «*atteinte à la sécurité de l'Etat*» disions-nous précédemment... Cela fut fait en violation flagrante de la logique des textes et de la loi d'amnistie.

Beaucoup auront, ainsi, péri pour une raison ou une autre, avant l'utopique embellie.

C'est le cas d'un certain capitaine Konaté Alhadji, fier *Peulh* de Banyo dans l'Adamaoua, féru de basketball et d'arts martiaux - dont je fus proche. C'était un bel homme fougueux et un costaud, marié à une fille *Beti*, dont la carrière avait été brisée du fait de la tentative de putsch. Guérandi Mbara fut son adjoint au bataillon d'artillerie sol-sol de Nkongsamba/Dschang dans les

années 80. Ils se connaissaient bien. Une telle proximité entre deux hommes ayant le même profil de leader militaire ne pouvait être qu'explosive à l'époque. Une question d'égos.

Konaté n'aimait pas Guerandi. Et il ne le cachait pas. Guérandi et ses comparses ne l'avaient même pas informé pour le putsch alors qu'il allait en être une victime à la tête du client. Il décède en 2003, des suites d'un « *accident banal* » sur l'axe de l'Ouest alors qu'il revient d'un voyage « secret » en Afrique de l'Ouest. Si on vous explique les circonstances de l'accident, vous en resterez bouche bée.

Son accident ressemblait à s'y méprendre à plusieurs autres faux accidents derrière lesquels les médias virent la main du régime Biya, à l'instar de celui, plus tard, du journaliste Jules Koum Koum, représentant de l'organisme français Reporters Sans Frontières (RSF).

À son retour d'Afrique de l'Ouest et de passage à Douala, il me fit venir comme à l'accoutumée pour discuter. On se rencontra au Centre d'accueil militaire de Bonanjo à Douala où il n'hésitait jamais à séjourner sans véritable précaution. Il me disait, le sourire narquois aux lèvres, qu'il avait décidé de « *faire la ligne comme tout le monde* ». Il avait (soi-disant) décidé de devenir commerçant spécialisé dans la vente des bazins ouest-africains. Il serait donc allé « *acheter de la marchandise à Cotonou pour les revendre au Cameroun* ». Je trouvais cela bizarre. C'était cousu de fil blanc. En fait, il mentait. C'était surtout un mauvais menteur. Je me demandais bien pourquoi il essayait de mentir. Ce n'était pas son genre. Je pouvais constater que ses invectives contre Guerandi Mbara avaient disparu comme par enchantement.

Selon des proches, l'ex-détracteur de Guérandi avait simplement repris langue avec ce dernier après tant d'années d'inimitié et de rivalité... Je n'en étais

même pas certain. Mais Guerandi le confirmera des années plus tard. Le voyage en Afrique de l'Ouest avait peut-être pour but d'accorder enfin les violons en vue d'actions futures. Erreur.

Voici la vérité.

Le capitaine Konaté ne s'était jamais remis de l'injustice dont il avait été l'objet au gré du putsch d'avril 1984. C'était un homme rutilant d'enthousiasme, franc, loyal, vaniteux et constant avant d'être cassé par le putsch. Il répétait n'avoir même pas été mis au courant du projet ourdi, entre autres, par son rival Guérandi Mbara et d'autres frères d'armes.

Inconsolable jusqu'à sa mort, il avait donc promis aux siens *urbi et orbi* et à quiconque voulait l'entendre qu'il mourait dans une vraie tentative de coup d'Etat contre le régime Biya pour avoir injustement souffert d'une fausse accusation. Il promettait que, le cas échéant, il irait un jour, seul, tenter un coup d'État et en mourir.

Ce n'était même pas un stratège ni un homme de contacts ou de réseaux. Il n'avait que la fougue d'un sportif de haut niveau, du basketteur en l'occurrence, visant le panier sans trop de calculs géostratégiques. Il me répétait avoir prévenu son épouse que le jour où elle ne le verrait pas revenir à la maison, qu'elle ne cherche pas de midi à quatorze heures. Ça voudra dire qu'il aura disparu d'avoir tenté de renverser le régime Biya. Il se proclamait homme mort, n'ayant plus peur de disparaître.

Le ministre de la défense d'alors, Amadou Ali, le savait. Ils étaient proches. Car Konaté l'admirait paradoxalement. Il ne jurait que par Amadou Ali qu'il prenait pour un «grand-frère» honnête et sage. Il se mettait chaque fois à sourire et changeait de sujet lorsque je l'interpellais sur sa proximité bizarre avec le sphinx de Kolofata. Cela semblait plus fort que lui. Il n'est pas

impossible qu'Ali ait joué sur une sorte d'ascendant financier et religieux sur l'ancien artilleur de l'armée de terre.

Malgré la disgrâce, il ne s'éloigna jamais des milieux d'une armée dont Ali fut le patron. En fait, sur le quotidien, il n'avait jamais eu les moyens de ses ambitions et se contentait de discourir. En cela, il rassurait.

Après ses années de prison, il ne se voyait aucun avenir professionnel ou social, lui l'officier compétent qui fut, évidemment, promu à une brillante carrière. Il était donc techniquement inoffensif.

Le capitaine Konaté dût néanmoins payer de sa vie son discours enflammé quelques jours après son retour d'Afrique de l'Ouest au cours d'un accident étrange sur la route de l'Ouest d'où il revenait en compagnie d'un ami homme d'affaires *peulh* de Banyo membre de l'UNDP que j'avais bien connu à Douala-Makèpe. Leur «accident» de voiture ressemblait à d'autres du même genre. Une voiture manifestement sabotée. Il est mort ainsi qu'il l'avait toujours souhaité.

Mais le secret de ces disparitions sous le régime Biya n'a jamais réglé la psychose du coup d'État à Yaoundé.

Yaoundé a, depuis, vécu dans une sorte de peur ambiante. Une psychose qui a créé un énorme débauche d'argent dans les « services ». Le risque véritable existait peut-être réellement hors du territoire national. Et pas nécessairement à la manière où elle était attendue.

18 octobre 2000. Un hélicoptère de marque Bell de la suite du président Paul Biya, de retour de cérémonie solennelle d'inauguration des travaux du pipeline Tchad-Cameroun, est arraisonné dans le sud-tchadien.

L'équipage comportait des officiers de la présidence : le commandant Désiré Awoa Mbanget le mécanicien Emma Abate. Coupé de toute liaison radio avec

la base militaire de Garoua, l'hélicoptère disparaît des radars. Il aurait bien pu transporter à son bord le président Paul Biya.

Les Camerounais se lancent à sa recherche avec l'appui du dispositif français *Epervier* basé au Tchad. Le diagnostic est déroutant. Il s'agirait ni plus ni moins d'un tir de mortier ayant abattu l'hélicoptère présidentiel. Les Camerounais, pris au dépourvu, mentent sur le motif de l'accident. Les faits sont néanmoins graves. Les Tchadiens rouspètent. Et pour cause. Il n'y a pas de rébellion armée dans la zone.

Quelques jours avant ce véritable putsch manqué, Guerandi Mbara m'avait téléphoné. Il m'annonçait se trouver dans un pays voisin du Cameroun. Sans plus.

Guerandi était très proche des réseaux français. En même temps, il l'était du président Idriss Déby et de l'opposant tchadien Youssouf Togoïmi, chef rebelle *Toubou* du Mouvement pour la Démocratie et la Justice au Tchad (MDJT).

Si l'on accepte l'hypothèse d'une tentative de coup d'État, on conclut que les auteurs ont manifestement bénéficié, dans cette zone sudiste, d'un aréopage militaire, d'un mouvement rebelle. Peut-être celui du Tibesti, l'objectif en étant simplement de cibler la trajectoire retour du chef de l'État camerounais. Ndjamena s'oppose à cette thèse propice à une nouvelle brouille diplomatique. Tout s'est passé comme prévu jusqu'au dernier moment. Il y a simplement eu un imprévu.

Le journal camerounais *La Nouvelle Expression* publiera en fac-similé une note de renseignement française inédite à cet effet. Les Français tenaient apparemment à faire savoir qu'ils savaient ce qui se tramait. Ils ont fait « fuiter » le projet de coup d'État en alertant Biya. Du moins le voit-on à la double trajectoire retour de l'escorte aérienne. Les Français en auraient

recommandé au chef de l'État de voler plus haut et de changer d'itinéraire. En l'occurrence de ne plus repartir directement à Yaoundé où on l'attendait au carrefour. Problème, le deuxième hélicoptère d'accompagnement de fabrication américaine, piloté par le commandant Désiré Awoa Mbang, est sacrifié dans l'opération.

Six mois plus tard, la carlingue criblée de balles est découverte à la lisière du Mayo-Rey camerounais. Les corps des officiers tués sont ramenés à Yaoundé le 16 avril 2001 à bord du cargo Hercule C-130 de l'armée.

En appelant une enquête internationale impliquant la firme américaine Bell Helicopter Trexton ainsi que les gouvernements camerounais et tchadiens, le ministre de la Défense d'alors, Amadou Ali, tient à rassurer l'opinion: il s'est agi d'un accident. Point.

L'hélicoptère aurait, selon la version officielle, percuté un arbre avant de s'écraser au sol sur l'itinéraire Pala-Lomé-Momboré-Bibemi-Garoua. Une version démentie par le renseignement. Le président Paul Biya venait, manifestement, d'échapper à une tentative de putsch.

Et d'ailleurs, M. Paul Biya le montrera d'une certaine façon à l'occasion de la cérémonie de lancement le 10 octobre 2003 au Tchad de la phase d'exploitation de l'oléoduc reliant sur près de 1070 km le sud-tchadien au port en eaux profondes de Kribi. Il boycottera sept chefs d'État y prenant part — dont le Soudanais Omar el-Béchir — malgré de vives instances de Ndjamena et la promesse de la plus haute distinction de ce pays à l'occasion: la médaille de grand commandeur de l'Ordre national tchadien.

Il n'y enverra que le patron de la Société nationale des Hydrocarbures (SNH), Adolphe Moudiki, le ministre de l'intérieur, Marafa Hamidou Yaya et le président du conseil économique et social, Luc Ayang...

En mal de cohérence, le Palais d'Étoudi devra ainsi, à son tour, négocier serré à travers un émissaire doué pour décrocher la participation du président Idriss Déby à la cérémonie de lancement camerounaise prévue à Kribi le 12 juin 2004.

Réinterrogé sur ce précédent, Guerandi Mbara est vague et oublieux. Il n'était peut-être pas sur le terrain. Mais il est une constance au moins : il était au courant avant. En même temps que les Français ? Question.

Depuis lors, de nombreuses alertes mensongères émanant des « services » et prenant pour prétexte Guerandi Mbara ont, par intermittence, mis Yaoundé sous coupe réglée, mobilisant du coup des sommes colossales en fonds spéciaux. C'est un fonds de commerce sûr. Il est connu dans le sérail que Paul Biya n'accepte de dépenser sans compter que lorsqu'il s'agit de protéger son pouvoir. Ses proches appuient sur la pédale à fond. La plupart du temps, des Nordistes étaient visés. Comme aujourd'hui avec les Anglophones.

Vendredi 03 novembre 2007. Dans les environs du quartier Tsinga à Yaoundé, un jeune homme originaire de l'Extrême-Nord est abattu par un élément de la garde présidentielle. Un fait presque inhabituel. Une nouvelle alerte au coup d'État hantait la capitale. Un cortège de la première dame Chantal Biya en provenance de l'aéroport international de Yaoundé venait de passer par là. La *First Lady* était allée accueillir son homologue nigérienne, Hadjia Laraba Tandja, lorsque le jeune a cru propice de traverser l'avenue. Il a été tué d'une rafale de la Garde Présidentielle.

Les riverains accourus ont été rapidement tenus en respect par des soldats de la Garde...

Quelques jours plus tôt, d'après des sources sécuritaires dans le Littoral, des instructions avaient été données pour que la ville de Douala soit fouillée de

fond en comble par les patrouilles de police et de gendarmerie. Tous les véhicules ont été examinés attentivement jusqu'au petit matin. A la recherche d'éventuels stocks d'armes... Yaoundé vivait, ainsi, une discrète frilosité depuis l'annonce d'un nouveau projet de coup d'Etat militaire moins d'un mois plus tôt.

La Surveillance du territoire, la Recherche extérieure, la Sécurité présidentielle, les Renseignements généraux, etc., étaient en alerte maximale suite à l'information de la Défense nationale... À ce jour, l'on ne sait toujours pas grand-chose de ce schème qui ressemblait à un vaste procès d'intention tribaliste à défaut d'une de ces opérations théâtrales payées rubis sur ongle sur fonds spéciaux mais destinés à achever la construction de villas privées d'apparatchiks consorts se sucrant sur la peur de perdre le pouvoir du président Biya.

Fin octobre 2007, le très affairiste ministre de la Défense Rémy Ze Meka ordonne l'interpellation de plusieurs officiers supérieurs et subalternes ainsi que de ressortissants étrangers, en l'occurrence Angélique Grasso, Jean-Jacques Luciani et Robert Dulas, alors réputés proches du directeur du cabinet civil de la présidence, Jean-Baptiste Béléoken.

Parmi les autres arrestations, on compte notamment: le colonel Mahamat Boukar Satoume (un ex-collaborateur du capitaine Guerandi Mbara à Nkongsamba), le colonel Emmanuel Koué, patron du bataillon de Mora, le lieutenant-colonel Samuel Douraï, patron du Bataillon léger d'infanterie de Maroua-Salak... Ils sont tous Nordistes, *peulhs* ou *Kirdis*.

Des soldats sont interpellés dans le cadre de la même opération déclenchée, d'après la Sécurité militaire, à partir d'une information relative à une

cargaison d'équipements militaires repérée à Douala et théoriquement destinée à des personnes trouvées dans le carnet d'un des Européens interpellés. Personne n'a jamais vu cette cargaison d'armes.

Le chef de l'Etat Paul Biya, mis au parfum, demande la libération des concernés avant un voyage à Paris...

Mais le clan des faucons *Fong* de Zoétélé est celui qui, sans doute, connaît mieux contourner le « chef » ou le tourner en bourrique. On ne s'empresse jamais à obtempérer aux ordres. En donne-t-il vraiment ?

Les officiers interpellés en octobre 2007 sont restés longtemps otages du ministre de la Défense. *«Il fallait bien échafauder un scénario de coup d'Etat qui tienne après la réaction sceptique du chef de l'Etat et d'un certain nombre d'autorités face à cette affaire»*, commentait Guerandi Mbara. Il suivait de loin cette affaire et en informa la presse locale et internationale ainsi que les organisations humanitaires.

Il s'agissait en fait, selon lui, de monter un énième casting payé rubis sur ongle autour du nom du capitaine Guérandi Mbara *«à base de vieux dossiers»*.

Les apparatchiks du régime Biya originaires du septentrion sont, quant à eux, l'objet de soupçons de complots quasi-permanents dans les clans des faucons. Ces soupçons qui se traduisent par des arrestations fréquentes de proches n'ont pas commencé avec l'affaire des soi-disant complicités avec la secte salafiste Boko Haram. Cet état de choses a souvent poussé les caciques musulmans à des niveaux de zèle suicidaires contre les leur, question de «prouver» leur fidélité au président.

Des «preuves» sont souvent venues s'ajouter à la duplicité du vice-premier ministre, ministre en charge de la Justice, garde des Sceaux, Amadou Ali. Certains de ses proches ont été interpellés puis relâchés. Une erreur

monumentale de casting ! Dans le dispositif de la sécurité de l'Etat, il n'était un secret pour personne qu'Amadou Ali passait pour l'homme qui «*contrôle*» Guerandi Mbara. Il aimait bien ce rôle à double tranchant qui le valorisait, semble-t-il, auprès du chef de l'État.

Lors d'une cérémonie solennelle au palais des congrès de Yaoundé, il extrait d'une poche de sa gandoura une photographie de Guerandi Mbara et la présente au patron de la DGRE d'alors, Bienvenu Oubelabout. Il dit à son interlocuteur interloqué que celle-là est la plus récente physionomie de l'opposant. Il essayait ainsi de convaincre son interlocuteur qu'il avait toujours une longueur d'avance dans ce dossier. Du même coup, Amadou Ali était constamment soupçonné de double jeu par la clique familialiste voulant s'attirer l'exclusivité de la confiance du président Biya sur une base tribaliste...

Chapitre 15 : Frère Luc et les «Wadjos» de Koulikoro...

L'état du système Biya n'a jamais eu de cesse de se resserrer par à-coups autour de certains *kirdis* ou *peulhs* jugés à tort ou à raison proches de l'exilé de Ouagadougou...

Décembre 2007. Luc Gnowa, directeur de l'Alliance biblique du Cameroun, est cueilli par des éléments du secrétariat d'Etat à la Défense (SED) à Yaoundé. Il est interrogé sur l'affaire des militaires camerounais accusés d'avoir rencontré le diable Guerandi Mbara en Afrique de l'Ouest où ils séjournaient dans le cadre d'une formation à l'école d'état-major de Koulikoro (Mali), lesquels furent, eux aussi, arrêtés quelques temps plus tôt puis expédiés au cachot dès leur retour à l'aéroport international de Douala. Gnowa est ensuite transféré à la Région de gendarmerie du Littoral à Douala pour «*complément d'enquête*».

Finalement retrouvé par sa famille qui ne savait pas où il se trouvait pendant plusieurs jours – cela, grâce à une importante mobilisation de l'Alliance biblique universelle (ABU) et autres activistes au rang desquels Guerandi lui-même –, le théologien est sorti du trou et conduit d'urgence à l'hôpital de la Garnison militaire à Douala. Il chiale abondamment, après 24 heures sans uriner, victime d'une crise aiguë d'insuffisance rénale.

On reproche à ce *Toupouri*, intime de l'ancien ministre Dakolé Daïssala et futur président du Francosec (groupe international de sociétés bibliques de langue française et membres de l'ABU), d'avoir figuré dans un mystérieux carnet d'adresses saisi dans le cadre de l'enquête du Ministre de la... Défense, Remy Ze Meka.

Gnowa n'est même pas proche de Guerandi d'après ce que ce dernier m'a

avoué. Il n'en avait jamais entendu parler avant cette affaire. Il aurait peut-être rencontré, trop brièvement, l'officier par hasard à l'occasion d'un de ses fréquents voyages en Afrique de l'Ouest où se trouve le siège sous-régional de l'Alliance biblique mondiale... Mais Guerandi ne s'en souvient même pas.

Il n'est pas le seul *Toupouri* et non *Toupouri* dans de «sales draps» de l'enquête menée par Rémy Zé Meka à l'insu de l'opinion. Les colonels Emmanuel Koué de Mora et Samuel Douraï de Maroua Salak, ainsi que certains autres soldats sont au trou *incognito*. Dans la liste des détenus sans jugement, on compte les lieutenants Isaac Aktaye, Nomo, Mué, Charles Houé; les second-maîtres Litassou, Ousman Boukar, André Ousmanou, Boukono; l'adjudant Bobie, le maréchal-des-logis Léon Gassissou, les sergents Wapi, Nkoué, Madou A., les caporaux-chef Samba Nyame, Ndonfack, Njikam, Mballa Ondoua, Belinga Amougou...

Des officiers *toupouri* subissent des perquisitions inopinées, «inadmissibles» (sic) à domicile. Tous sont réduits au silence jusqu'au jour où, se révélant des cachots de la Sécurité militaire (SEMIL), ils décidèrent de saisir par une correspondance anonyme les chancelleries occidentales à Yaoundé.

En avril 2008, une rixe éclate un matin entre des éléments de l'armée détenus dans cette unité de la discipline militaire. Les militaires détenus ouvrent les portes des cachots, se disant en danger de mort puisqu'aucune explication ne leur est donnée sur le motif exact de leur détention qui durait depuis fin octobre 2007.

Interpellé sur la question à l'Assemblée nationale en décembre 2007, le ministre de la Défense, Remy Zé Meka, avait prétendu que c'est dans les médias qu'il avait, lui aussi, entendu parler de cette affaire et des arrestations qui s'en sont suivies. C'était son habitude de n'être jamais informé de ce qu'il

initiait lui-même. Un menteur chevronné ! — l'homme de Paul Biya était coutumier du fait: en octobre 2001, alors qu'il est secrétaire d'État à la Défense, M. Ze Meka me fait jeter en garde à vue à la Région de gendarmerie du Littoral mais prétend n'être au courant de rien lorsque des journalistes le contactent à propos ; cet affairiste notoire fut finalement «balancé» comme étant l'homme qui avait instruit mon arrestation.

Une nouvelle information des arcanes de la présidence faisait état d'éléments de la Garde présidentielle interpellés pour cause de projet de coups d'Etat. L'on prétendait avoir découvert dans certains comptes bancaires d'importantes sommes d'argent. On parlait beaucoup de G11. Ce fut l'un des scénarios fictifs de coup d'Etat en vigueur dans le sérail.

À Yaoundé, au même moment, il y en avait environ trois. De pure fiction. L'un d'entre eux impliquait directement le clan Biya. Il s'agissait, racontait-on, d'une stratégie préventive de quelques faucons contre l'idée consistant pour Paul Biya à «*remettre le pouvoir aux Nordistes*» en 2011, «*une éventualité dangereuse*» pour les faucons multimilliardaires.

Je fus aussi, bien évidemment, une victime collatérale de la psychose Guerandi Mbara.

Dans la foulée de l'annonce d'un faux décès en Suisse du chef de l'État camerounais qui défraya la chronique dans la première semaine du mois de juin 2004, je fus directement ciblé par pure magie.

L'entourage présidentiel parlait de moi et l'on vint me le rapporter. Je fus immédiatement attaqué par des médias proches du pouvoir dont *Le Patriote*, du ministre de l'Enseignement supérieur, le Pr. Jacques Fame Ndongo.

Le journal s'en était pris à mon père de manière insultante dans une brève. Je ne savais pas pourquoi. Des amis proches des milieux du Renseignement

m'approchèrent, littéralement atterrés, pour me dire qu'il se passait « des choses très graves » à mon sujet. Ils se mettaient en colère quand j'en rigolais. Et lorsqu'un jour à Yaoundé, je rencontrai par hasard le directeur du journal *Le Patriote*, Jean-Paul Mbia, qui plus est secrétaire particulier du ministre de l'enseignement supérieur, Fame Ndongo, ce dernier me révéla avoir tiré l'information sur mon implication dans la tentative de coup d'État imaginaire de Guerandi Mbara dans un BQI (Bulletin quotidien d'information) de la DGRE.

Et il conclut, sentencieusement, par une exégèse tribaliste : *«le ministre était surpris de constater qu'un fils du Centre-Sud-Est qui est le glacis électoral du chef de l'État soit impliqué dans un projet de déstabilisation du pays.»*

Le Syndicat National des Journalistes du Cameroun (SNJC) n'hésita pas à réagir par la voix du secrétaire général, Bouddih M. Adams. Il dénonçait une *«rumeur pernicieuse, développée (...) dans l'entourage immédiat de certains ministres de la République à Yaoundé»*.

«D'après cette allégation (...), écrivait le SNJC, Jean-Marc Soboth, aurait, à la faveur de la récente rumeur sur le décès du chef de l'Etat, Paul Biya, secrètement accueilli sur le territoire national - dans un soi-disant projet de déstabilisation des institutions étatiques -, l'opposant camerounais Guerandi Mbara, l'un des meneurs supposés de la tentative de putsch du 06 avril 1984 contre le pouvoir de M. Paul Biya.»

Pour le SNJC, il s'agissait là *«d'une ridicule chimère, nourrie par quelques esprits malveillants, peu soucieux des conséquences néfastes d'une information aussi légère.*

«Dans le cadre (...) d'un dossier soutenant la dernière Une du journal La Nouvelle Presse, le directeur de publication dudit hebdomadaire, Jacques Blaise

Mvié, était entré en contact téléphonique avec le président du SNJC, Jean-Marc Soboth, aux fins de recouper cette information qu'il disait tenir d'une « source gouvernementale crédible ».

«Et, ainsi qu'il l'a d'ailleurs précisé dans l'article publié sous le titre «Alerte: Le capitaine Guerandi Mbara est là», M. Soboth, n'a pas séjourné, depuis octobre 2003, dans la zone frontalière avec la République Centrafricaine où ladite rumeur l'accuse d'avoir accompagné tout récemment le capitaine Guerandi Mbara.»

Le SNJC précisait que «M. Jean Marc Soboth a connu le capitaine Guerandi Mbara dans le seul cadre de l'exercice de son métier de journaliste (...) ; n'entretenant aucune relation amicale ni de partenariat avec ce dernier, il ne partage, en conséquence, avec lui aucun projet militaire ou politique.»

Le SNJC mettait en garde contre la «tendance à brasser des rumeurs folles, pouvant porter d'énormes préjudices à de paisibles citoyens, dans certains cabinets ministériels qui, de surcroît, servent de tutelle à la presse».

Le Syndicat en appelait enfin «à la vigilance de la communauté nationale et internationale» par rapport à «toute utilisation malheureuse que pourrait, éventuellement, faire certains organes de l'Etat de ce type de rumeurs sous le prisme de la prévention de toute « atteinte à la sécurité de l'Etat.»

Sur conseils et pour rassurer certains proches, confrères et consœurs — à l'instar d'Henriette Ekwe — très inquiets à ce sujet, j'avais déferé au privilège d'une discuter avec le patron du contre-espionnage de l'époque, M. Bienvenu Oubelabout. Je lui expliquai au téléphone tout ce qu'il y avait de faux dans cette campagne en citant les gens de l'entourage présidentiel qui parlaient de moi selon ce qui m'avait été rapporté.

Son commentaire final fut le plus édifiant. Pour le patron de la Recherche

extérieure, ce genre de dérives dans le renseignement provenait simplement du fait que *«tout le monde autour du chef de l'État veut faire notre métier sans en avoir les compétences»*.

Chapitre 16: Suite et fin d'un mythe

Ouagadougou, Guérandi Mbara, à 55 ans, avait suivi attentivement les débats autour de la mise en œuvre de l'amnistie en comptant les coups. Il s'était peut-être enfin «assagi». Il n'essayait plus de mêler le président Blaise Compaoré à ses projets politiques dans son pays.

Mais certains reflexes avaient survécu. Guerandi n'avait pas fait que de l'expertise stratégique au sein de son cabinet *Andal Afriq*, le groupe d'études dont il fut le directeur général, qui changeait de coordonnées téléphoniques à chaque saison.

L'ancien formateur des officiers burkinabé à Pô enseignait déjà la science politique, les relations internationales et l'économie à l'université après avoir diversifié ses études en France. Un 3ème cycle en études diplomatiques supérieures à l'Ecole des hautes études internationales (Ehei) de Paris, puis un diplôme d'études approfondies en relations économiques internationales et développement à Paris V ont contribué à donner une autre image à l'ancien instructeur militaire...

Il avait soutenu en 2002 un doctorat en science politique à l'université René Descartes de Paris V, avant de se consacrer à la rédaction d'un livre sur la refondation du... Cameroun.

Il était impliqué dans un projet de création d'un institut des relations internationales avec d'autres homologues ouest-africains dont l'historien Jean-Marc Palm.

À la question de savoir en quoi Blaise Compaoré pouvait encore l'aider à conquérir le pouvoir au Cameroun, il m'explique à Ouagadougou que « *Les intérêts bilatéraux d'un Etat comme le Burkina Faso ne peuvent pas être*

déterminés par le simple individu que je suis». Il semble bien que Blaise appréciait de plus en plus un drôle de rapprochement avec Yaoundé qui ne soit plus influencé par l'hypothèque Guerandi.

Ce n'est pas faux. Après les frayeurs suscitées après le voyage à Ouagadougou en novembre 2004 du directeur de la sécurité présidentielle camerounaise, le général Ivo Desancio Yenwo, le couple présidentiel camerounais put prendre part aux travaux du Xème sommet des chefs d'Etat et des gouvernements de la Francophonie à Ouaga 2000 en novembre 2004. Un signe des temps.

On pensa que Guerandi avait peut-être lâché du lest. À l'idée d'aller à Ouaga où il était invité pour la première fois par l'Élysée, le président Paul Biya était mort de peur, d'après les médias. De source exclusive, le président français Jacques Chirac dut s'impliquer personnellement pour rassurer son homologue camerounais quant à la sécurité (française) du sommet de la Francophonie dans la capitale burkinabé... Compaoré était, rappelons-le, le plus grand ami de Chirac en pré carré. L'on peut conclure que, pour rassurer le président camerounais et sa délégation, Compaoré dut promettre à ce dernier de changer d'attitude à l'égard de l'opposant camerounais qu'il hébergeait chez lui afin qu'il ne nuise plus à la cohésion franco-africaine.

Mieux, une rencontre secrète entre Guérandi Mbara et Amadou Ali, homme de confiance du président Biya, est organisée à Ouagadougou, qui fit subodorer qu'il entrerait peut-être dans un gouvernement ultérieur de Paul Biya.

Presque toute l'Afrique des premières dames apprécia, en effet, la cordiale et subite relation la première dame camerounaise Chantal Biya et son homonyme burkinabé Chantal Compaoré, proche, elle-même, de Madame... Elisabeth Guérandi... Signe de rapprochement définitif entre Etoudi et le Kosyam ?

Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts. Et Guérandi Mbara avait peut-être

changé. Qui sait jamais ? Il y avait longtemps qu'il détestait l'étiquette de «*putschiste*» qui lui collait à la peau. Il tenait à présenter un nouveau visage aux Camerounais.

Je lui avais déconseillé, de manière indépendante, sa nouvelle méthode consistant à faire une entrée trop m'as-tu vu dans la scène politique camerounaise. Je savais, par expérience, qu'étant donné la dépolitisation de l'opinion doublée de la désaffection générale des Camerounais face aux politiciens de l'opposition, son entrée en scène n'allait rien apporter à la donne en l'état. Elle allait rapidement diluer le mythe qu'il représentait. Il n'écoutait jamais les conseils. Il s'écoutait. Il s'était obstiné, croyant que c'était la meilleure stratégie pour se faire connaître des générations récentes qui n'avaient pas connu la tentative de putsch de 1984. Il tenait à se faire connaître du maximum possible des Camerounais. À force d'avoir été éloigné de son pays aussi longtemps, il sublimait presque ses compatriotes. Pour lui, un Camerounais, quel qu'il soit, était forcément un frère ou une sœur qui l'aimait et qu'il devait aimer. Pour lui, tous les Camerounais avaient forcément envie de changer le régime Biya. Pour cela, il se faisait de moins en moins d'exceptions. De moins en moins pouvait-il se méfier même d'un haut responsable du renseignement militaire qui l'approchait.

Ce faisant, il mettait sa sécurité entre parenthèses. Je crois que sa formation en science politique à l'université française et une certaine pratique des pays occidentaux l'ont beaucoup influencé dans cette direction.

C'est que, Guérandi s'est mis en congé académique entre-temps au Palais du Faso avec l'accord de Blaise Compaoré pour suivre, en France, un cursus en relations internationales et obtient, en 1997, un doctorat en sciences politiques à l'université de Paris-Descartes sous la direction du politologue et

avocat français Pascal Chaigneau, un « sorcier blanc » de l'Afrique des ex-colonies. Il en est désormais fortement influencé.

C'est d'ailleurs dans les dédales de son séjour académique parisien que je rencontre pour la première fois le mythe Guerandi à l'hôtel Odéon, dans le Saint-Germain des Prés où m'avait logé le Quai d'Orsay (ministère français des affaires étrangères) à l'orée d'une invitation spéciale du gouvernement Jospin. C'est ici près des Jardins du Luxembourg que j'obtiens de Guerandi Mbara pour le journal camerounais *La Nouvelle Expression*, en septembre 1997, sa toute première interview jamais donnée à un média en 13 années d'absence de la scène.

Son directeur de thèse, le Pr. Chaigneau, n'est pas un hasard dans le parcours de l'académicien militaire qui envisage une certaine érudition en matière d'armement et de guerre. L'universitaire français possède de solides connaissances et un background multidisciplinaire en matière de guerre. Présidant la filière de science politique et membre du conseil d'administration de l'Université Paris Descartes (Sorbonne-Paris-cité), le politologue est, en effet, l'un des meilleurs spécialistes du droit des exportations d'armements.

M. Chaigneau est, du reste, directeur du séminaire de l'École de guerre (ex-Collège interarmées de défense) et fait partie du Conseil du perfectionnement de l'enseignement militaire supérieur de l'armée de terre. Le politologue dirige la chaire "Géopolitique et relations Internationales" du MBA de la Gendarmerie Nationale et est capitaine de vaisseau dans la réserve opérationnelle des Armées. L'expert en droit international et en relations internationales de la Marine nationale française siège, de surcroît, au jury du prix de stratégie navale Amiral Daveluy du Centre d'Etudes Supérieures de la Marine (CESM).

M. Chaigneau est, surtout, le fondateur du Centre d'études diplomatiques et

stratégiques (CEDS) qui offre à Guerandi Mbara de siéger, entre autres, dans le jury de la jeune universitaire camerouno-burkinabé, Félicité Kourra Owona Mfegué, fille du Pr. Joseph Owona, fidèle des fidèles du président Paul Biya. Ils ne se connaissent pas. En 1999, soit deux ans après sa soutenance de thèse, un autre ami de Guerandi Mbara, le président tchadien Idriss Déby Itno, se voit décerner un doctorat *honoris causa* par le Pr. Chaigneau, son directeur de thèse.

Bien qu'ayant étudié les « *contraintes extérieures dans le processus de développement en Afrique* » dans le cadre de sa thèse de sciences politiques, Guerandi Mbara, très actif désormais, publie concomitamment « *La Refondation sociale* » et « *La renaissance par l'éthique rédemptrice* » aux modestes Éditions Minsi à Paris en 2004. Il y suggère notamment des solutions aux énormes problèmes de gouvernance qui minent les États africains.

C'est ainsi qu'il est apparu en juillet 2010 à Washington D.C. à la tribune du congrès de la CAMDIAC (Cameroon Diaspora for Change) à la prestigieuse Howard University au milieu des Camerounais. C'était la toute première fois qu'il le faisait. Il s'en était fait jusque-là un principe d'éviter de telles occasions solennelles dangereuses pour sa sécurité.

Et déjà un mauvais indice: en marge de la rencontre de Washington D.C., le célèbre journaliste camerounais Pius N. Njawe trouve la mort dans des circonstances non élucidées jusqu'à ce jour.

Cette première sortie publique n'atteint donc pas l'objectif qu'il s'était fixé. Mais tel n'est pas son avis, tant les retrouvailles lui donnèrent l'impression d'un premier retour symbolique au bercail, parmi les siens.

Quand je l'interroge à ce sujet par téléphone, il ne doute pas un seul instant sur ce qui est arrivé au patron de *Free Media Group*. Il sait, instinctivement,

que Pius N. Njawe n'est pas mort d'un banal accident comme on le dit. Il connaît assez bien le système Biya avec lequel il ruse depuis des décennies déjà. Il confirme ainsi la thèse véhiculée par le président de CAMDIAC lui-même.

Nous sommes rendus en 2010-2011. Il y a eu l'offensive militaire et diplomatique françaises contre le régime du président ivoirien Laurent Gbagbo. Ce fut une option que certains proches de Blaise Compaoré, dont Guérandi Mbara, excédés après tant d'années à guerroyer chez le voisin dans le désordre, désapprouvèrent ouvertement pour les conséquences potentielles sur les innombrables Burkinabé de Côte d'Ivoire.

Je peux aujourd'hui l'avouer: Guerandi Mbara affirme qu'ils ont été soumis au «*diktat inadmissible*» du président français Nicolas Sarkozy qui n'en avait cure. C'est à un point où ils auraient même «*œuvré pour qu'il ne soit pas réélu en France*».

Se faisant violence, l'exilé *Toupouri* me contacta au cours d'un séjour en Europe. Il tenait à me féliciter avec emphase d'avoir condamné, dans un article, l'offensive militaire française et les alliés de l'OTAN contre le peuple libyen et la prospère Jamahiriya arabe de Mouammar el-Kadhafi, vache à lait du panafricanisme... Il en a résulté le désastre que chacun sait.

Deux moments cruciaux dont la particularité fut qu'il les avait presque tous vécus à sa petite résidence parisienne de la rue Monge, au cœur des quartiers Saint-Victor et Jardins des plantes du 5^{ème} arrondissement parisien. Si proche et si loin de Ouaga.

Cela avait-il une signification quelconque ? Était-il à Paris pour couvrir son unique rejeton né sur le tard, d'une relation avec une compatriote, lequel

enfant est resté inconnu de tous, y compris de sa famille *Toupouri*? Non. Il était-il à Paris en rupture définitive avec Blaise Compaoré dont il demeurerait l'un des plus précieux dépositaires des secrets d'État ?

L'apparition de Guérandi Mbara à Washington en 2010 traduisait déjà en soi un changement d'époque.

Il agissait désormais sous le générique des Nouvelles Forces Patriotiques qui ne prônait pas moins qu'une prise de pouvoir par la force mais sans effusion de sang, les dés du suffrage universel étant pipés sous le régime Biya. Il n'avait pas changé cette option. Il en voulait pour preuve l'élection présidentielle d'octobre 1992 remportée par le candidat de l'Union pour le changement, Ni John Fru Ndi, mais confisquée par le président Paul Biya au gré de sa mainmise sur l'armée, l'administration territoriale et l'appareil judiciaire.

En octobre 2012 en effet, il écrit: *«Le pays est aujourd'hui à la croisée de son destin. Les populations de toutes les origines vivent dans le mépris royal de Paul Barthélémy Biya et ses hommes de main, eux aussi issus de toutes les contrées. Le combat ne s'achèvera que le jour où sera installé à Yaoundé, un pouvoir qui se soucie du mieux-être et du vivre-ensemble des populations ; un objectif que s'étaient fixé nos Héros et Martyrs, pionniers de notre Lutte patriotique. Cette Lutte de Libération continuera, avec le peuple Béti aux côtés de toutes les autres composantes de la Nation. Je n'ose pas croire en la démission du vaillant peuple Béti».*

Annexes

Résumé du projet de société des Nouvelles Forces Progressistes pour la refondation du Cameroun

Revisitons à titre d'illustration la pensée politique de Guerandi Mbara au 30 juin 2008. Le texte est un *aggiornamento* de son projet de société initial pour la refondation du Cameroun. Il s'y adonne à l'une de ses lubies préférées sur le chef de l'État camerounais: l'usage de tous ses prénoms d'état civil. Il y inclut sa propre vision panafricaniste.

Début de texte :

«Au regard de la faillite du politique et des politiques, de la déchéance de leur patrie, les Camerounaises et les Camerounais perçoivent qu'il n'y a, ni ne peut avoir, dignité individuelle et collective sans passer par la résistance populaire légitime et libératrice de la part des Forces Patriotiques, aucune autre alternative n'étant au demeurant laissée par M. Paul Barthélémy Biya et ses terroristes. En fait, cette solution est la seule réponse populaire et efficace à la violence criminelle du régime tyrannique de Paul Barthélémy Biya. Personne ne doute plus que la dictature de Paul Barthélémy Biya impose un état de violence multiforme et permanente contre le Peuple camerounais qui ne peut plus conquérir définitivement sa dignité sans sacrifice.

«Pour ce faire et pour pouvoir lancer le processus de l'instauration de la démocratie, de la légitimité, de la stabilité, de la paix, garantes du bien-être et de la dignité, Les Nouvelles Forces Patriotiques (NFP) proposent un processus à trois étapes : la Résistance patriotique et populaire à la dictature féroce de M. Paul Barthélémy Biya, Une transition historique et démocratique, une transition systémique, Une période de légitimité et de légalité pour l'exécution de tout

projet sociétal élu par le Peuple camerounais.

La Résistance Patriotique et Populaire à la dictature féroce de Yaoundé

Le peuple camerounais doit baser ses actions salvatrices sur quatre principes mobilisateurs constituant la plate-forme commune, qui rassemble tous les Combattants de la Liberté:

Se constituer en alternative patriotique et populaire pour une alternance historique et démocratique;

Libérer le Cameroun du régime totalitaire de M. Paul Biya.

Instaurer une Transition Historique et Démocratique, une Transition systémique vers un pouvoir légitime, un Etat de droit moderne et stable.

Asseoir les bases socio-économiques solides et durables pour le développement harmonieux du Cameroun et,

Construire les Etats-Unis d'Afrique.

Pour une transition historique et démocratique, une transition systémique

De ce qui précède, il ressort clairement que le problème prioritaire du Cameroun est celui de l'exercice du pouvoir politique, de la gestion de la Cité par le peuple et pour le peuple. En d'autres termes, seul un gouvernement dont la légitimité est reconnue par tous et qui jouit d'une confiance tout aussi incontestable sera en mesure de mobiliser l'ensemble des Forces Vives de la Patrie pour faire face à la crise multiforme et multidimensionnelle qui lui est imposée. Tâche que le régime de Paul Barthélémy Biya, né dans l'illégalité et, persévérant dans l'illégitimité, responsable de cette situation, est incapable et n'envisage même pas de mener à bien. Il revient donc à un Gouvernement de transition – transition historique: démocratique et systémique – d'exécuter les missions principales suivantes:

Mobiliser la Nation pour refonder la République, légitimer l'Etat en l'édifiant sur le Droit et une Administration moderne;

Réconcilier les Camerounais sur la base de l'humanisme patriotique ;

Créer les conditions pour la relance de l'économie nationale en assurant un bien-être social à tous;

Assurer la présence du Cameroun en Afrique et dans le monde en construisant les Etats-Unis d'Afrique.

Outre la mise en place des institutions de la transition, l'organisation d'un Forum National, l'élaboration de nouveaux textes fondamentaux de la nouvelle *Res publica* et l'organisation des élections générales, le Gouvernement de transition historique et démocratique prendra des mesures politiques et socio-économiques destinées à résoudre les questions urgentes liées à la vie quotidienne.

Au terme de cette période de transition, il appartiendra au Peuple camerounais de doter le Pays d'un nouveau régime, légitime, moderne et stable, donc démocratique.

Quelle Cité voulons-nous édifier ?

«Les Nouvelles Forces Patriotiques (NFP) sont porteuses d'un important projet sociétal c'est-à-dire philosophique, économique, politique, social, culturel et environnemental. Ce projet de société est l'esquisse d'une Nouvelle Convention Populaire dont notre Pays a besoin pour se libérer et s'épanouir. Nous l'avons dessinée à partir de nos racines positives des terroirs camerounais et africains, essentiellement humanistes et solidaires.

«Parce qu'il replace l'être humain au centre de toute préoccupation de bien-être; parce qu'il élimine toute forme d'exclusion politique, économique, sociale ou culturelle; parce qu'il est un outil d'intégration des intelligences et des

énergies nationales dans la relève des défis du bien-être, en termes autant des avantages que des servitudes dans la gestion de la cité; parce qu'il offre à chaque citoyenne et à chaque citoyen des opportunités d'épanouissement données à tous les autres; parce qu'il ambitionne de restituer l'humanité à chacun et à chacune d'entre nous, ce projet est humaniste.

«L'Africain est un être de relations, de rencontres et d'engagement selon les circonstances. Ce sont des valeurs l'emmenant à la conviction que c'est dans les projets collectifs que les individualités trouvent mieux à s'exprimer. Il adhère profondément à l'idée que le développement ou même l'efficacité dans le contexte africain se repose sur les qualités propres des groupes humains et par extension des peuples et des nations. Il s'épanouit donc en communauté. Notre projet de société est basé sur la solidarité, sa philosophie étant fondée sur le lien social caractéristique de notre culture.

«Promoteur de l'Homme en tant que valeur intrinsèque, membre d'une communauté - sans lequel celle-ci ne serait qu'une jungle -, l'interpellant à la participation citoyenne, ce projet est assurément de liberté donc démocratique.

«Un des fondements de la « Refondation sociale » ou Refondation du Cameroun est le concept de participation, une des valeurs culturelles essentielles de nos terroirs. La participation est définie comme étant le principe suivant lequel, tout peuple, toute population d'une zone ou d'une région, tout personnel d'une entreprise, tout citoyen prend part à son propre bien-être (développement) en s'engageant dans le processus de prise de décision, dans la mise en œuvre des programmes de développement, dans les efforts déployés pour évaluer ces programmes. En conséquence, la Démocratie participative a comme fondement le paradigme politique qu'est la Palabre

africaine.

«C'est pourquoi la Refondation sociale, qui est une option raisonnable et non une solution miraculeuse, devrait procéder à la prise en compte d'un double défi stratégique:

Notre but à long terme, le but qui donne du sens à notre engagement, c'est construire une Nation, irriguée par la liberté, la citoyenneté et la solidarité comme valeurs fondatrices ayant comme socle la participation (politique, économique, sociale et culturelle).

Notre but à moyen terme, le but qui donne du sens à notre action, c'est construire un Etat de Droit, légitime et stable, démocratique et moderne; édifier les bases matérielles et humaines qui permettent à notre Patrie d'engager des processus d'accumulation des capacités d'organisation dans tous les domaines de la production sociale: le sens, le politique, l'économique, le social, le culturel et l'écologique.

Ce double but à moyen terme se manifeste à trois niveaux :

Au niveau de chaque individu, améliorer les conditions de vie, notamment sur les plans de la sécurité alimentaire, du logement, de la santé et de l'hygiène, de l'éducation et de la formation, l'accès à l'information et à l'emploi; le sentiment constant de progrès pour les populations, la perception concrète de l'égalité des chances et de l'égalité en droit pour tous, sont les facteurs essentiels de la dignité humaine et de la solidarité collective.

Au niveau collectif de la Nation, élever sa capacité de peser sur les déterminants des choix fondamentaux qui affectent la vie de la Nation, élever son degré d'autonomie de décision. L'affirmation d'une ambition nationale par la définition d'objectifs précis autour desquels mobiliser le Cameroun tout

entier ainsi que la détermination des stratégies praticables qui, favorisant la réalisation de ces objectifs collectifs nationaux, permettront au dynamique Peuple camerounais de réaliser les desseins qu'il se sera fixés.

Au niveau continental, contribuer à la construction progressive d'espaces politiquement, économiquement et socialement intégrés et capables de participer au progrès de l'Homme et à la paix dans le monde. Le but suprême est la réalisation de l'unité africaine pour des raisons qui ne sont plus seulement affectives, mais surtout géoéconomiques, géostratégiques et géopolitiques. Ce qui implique une cession totale ou partielle de notre souveraineté au bénéfice d'une entité panafricaine.

Toutes ces ambitions, menées à bien, contribuent à la refondation du Cameroun et impriment une dynamique participative entendue comme un mouvement général de participation sous toutes ses formes (politique, économique, sociale, environnementale et culturelle) et comme le moyen le plus efficace d'atteindre le bien-être de tous par le biais des politiques basées sur de nouvelles normes politiques, économiques, culturelles, sociales et environnementales. Toutes choses à même d'impulser un développement durable par l'approche participative.

Les Nouvelles Forces Patriotiques (NFP), mouvement politique du Peuple combattant du Cameroun, compte sur les Jeunes, les Femmes, les Hommes et les Anciens des villes et des campagnes, comme ceux de la diaspora, les partis politiques, y compris le RDPC représenté par ses militants responsables et dignes, les différentes associations et organisations sociales, culturelles ou économiques, toutes les forces vives de la Nation encore peu informées sur notre mouvement patriotique, à rejoindre massivement ses rangs et à lui apporter l'appui et le soutien nécessaires et de toutes natures pour

l'accomplissement des missions salvatrices pour notre Peuple.

Les Nouvelles Forces Patriotiques (NFP) interpellent les peuples frères des pays voisins pour leur compréhension et leur soutien indéfectible dans cette œuvre de salut africain car Paul Barthélémy Biya constitue l'un des obstacles majeurs à l'intégration en Afrique Centrale.

Les Nouvelles Forces Patriotiques (NFP) interpellent les peuples des pays partenaires au développement du Cameroun pour leur compréhension et leur soutien internationaliste dans cette Action salvatrice, car Paul Barthélémy Biya et son régime se sont enrichis et pérennisent le pouvoir dictatorial sur le dos des Camerounais pauvres en détournant l'aide internationale que notre Peuple a tout le mal à rembourser, d'autant plus que le respect de la parole donnée est une vertu inconnue pour ces prédateurs.

Les Nouvelles Forces Patriotiques (NFP) ne combattent aucun peuple dans le monde. C'est pourquoi, les NFP s'engagent à assurer la sécurité de tous les ressortissants étrangers et leurs biens sans exception.

L'avenir de notre Cité commune dépend des valeurs que nous sommes prêts à défendre et à partager. C'est pourquoi, nous lançons un appel patriotique à tous les Camerounais, de l'intérieur comme de la diaspora, pour qu'ils s'unissent afin d'œuvrer contre tous les particularismes et les obscurantismes et pour que nous construisions ensemble un nouvel ordre national fondé sur l'éthique, la justice sociale, la démocratie et la dignité. C'est une union sacrée pour entrer ensemble dans une culture de la rencontre, du dialogue, de la participation et du partage avec nous-mêmes et avec les autres peuples du monde.»

- ***Lettre au Peuple Beti - 12 octobre 2012***

Mes Sœurs et Frères,

Le 05 octobre 2012, le Tribunal de grande instance du Mfoundi à Yaoundé condamnait Titus Edzoa et Thierry Michel Atangana à 20 ans de prison ferme pour détournement et tentative de détournement de fonds publics. Il y a déjà 15 ans, ces deux compatriotes étaient condamnés pour les mêmes raisons, à 15 ans de prison ferme. Si on doit punir des criminels dans une société, encore faudrait-il que cela se fasse dans la justice et l'équité. Dans le cas de notre pays, les réactions sont unanimes à travers le monde : c'est de l'acharnement sur les accusés.

On se souvient alors, à la suite de Titus Edzoa et Thierry Atangana, que Jean Marie Atangana Mebara (condamné à 15 ans), Urbain Olanguena Awono, Polycarpe Abah Abah, etc. subissent des tracasseries depuis des années, voyant leurs droits bafoués à chaque procès. Ces personnalités, membres à part entière du régime de Paul Barthélémy Biya, sont issues, comme une autre dizaine de prisonniers célèbres, de son régime défaillant ; ces personnalités embrigadées et torturées appartiennent pour la plupart au groupe ethnique Bétî.

Après les avoir utilisées pour sa survie politique et envoyées au front de la prévarication et de la concussion, voici que le recéleur en chef les liquide un à un comme dans toute bande de crimes organisés. Certains sont en prison depuis plus d'une décennie et pourtant le pays se porte plus mal encore, la corruption nargue toujours les pauvres populations du Cameroun, qu'elles soient Beti, Sawa, Bamiléké, Fulbé, Tupuri, Baya, Bakweri, Maka ou Kotoko, etc. Notre propos n'est pas un soutien aux criminels qui pillent les biens publics, mais plutôt un appel au respect de la dignité humaine.

Et que dire des Patriotes Bétis qui sont embastillés pour s'être opposés au Prince dans le fief Bulu comme Enoh Meyomessé qui croupit à la prison de Kondengui ? Que penser de l'exil forcé de Ndzana Sémé pour avoir refusé de cautionner l'autocratie de Yaoundé?

Votre place dans le combat patriotique. Depuis l'avènement du multipartisme au Cameroun, Paul Barthélémy Biya, incapable de participer au débat contradictoire, impotent et sans inspiration, distille un vilain message tribaliste et fasciste au sein du peuple Bété : « J'incarne votre pouvoir, si je tombe, vous allez en souffrir ». Malheureusement, certaines "créatures" de son administration, issues d'autres groupes ethniques du pays se laissent aller à ce jeu (cf. Amadou Ali in Wikileaks) et tentent de stigmatiser le peuple Bété.

L'iniquité de la justice de Paul Barthélémy Biya à travers sa fameuse Opération Epervier (qui, de toute évidence, torture plus "ses fabrications" Bété que les autres) doit nous ramener à la raison. Le monstre au pouvoir détruit tout sur son passage. Pour son pouvoir personnel, transformé en autocratie cruelle.

Aujourd'hui, face à une déchéance inéluctable, Paul Barthélémy Biya et ses thuriféraires du RDPC, parti-Etat, veulent faire de la région du Sud, une zone inexpugnable face à tout sursaut patriotique du Peuple camerounais. Ces ennemis du Cameroun veulent faire des Bétis un bouclier humain !!! Observons de près tout l'arsenal et le dispositif sécuritaires et militaires enfouis dans cette partie du pays.

Ne soyons donc pas étonnés par la stigmatisation d'autres composantes de notre Nation, à l'instar des Bamilékés. J'ai déjà eu à proclamer que chaque grand Peuple dans ce monde a ses Bamilékés, c'est-à-dire ses locomotives. Paul Barthélémy Biya et ses fascistes du RDPC n'ont plus que l'ethnicisme comme mode de gouvernance. Le futur noyau extrémiste, voire fasciste, en

construction autour du fils de Mvomeka'a, achèvera très bientôt de convaincre les Camerounais de sa volonté d'installer notre Patrie dans un chaos planifié. Devrait-on rappeler que dans la lutte contre le colonisateur, des combattants célèbres sont venus de ce Centre et Sud-Cameroun qu'on tente d'infantiliser depuis quelques décennies ? Martin Paul Samba, Charles Atangana, Madola, André-Marie Mbida, Ossende Afana, Marthe Moumié, Ayissi Mvondo, Mongo Béti, Abel Eyinga, etc. aimaient leur pays comme vous l'aimez aujourd'hui. Comme eux hier, vous êtes depuis toujours avec les autres patriotes dans le combat pour notre libération et notre mieux-être. Aucune manoeuvre de mystification ne viendra perturber votre sérénité et votre témérité légendaires !

Devrait-on rappeler que je suis encore en vie grâce aux populations de Yaoundé qui ont bravé la soldatesque répressive lancée à mes trousses après le soulèvement patriotique du 06 avril 1984 ?

Mes Sœurs et Frères,

Des défis majeurs demeurent comme jalons du Cameroun de demain : la Réconciliation, l'intégration nationale et le vivre-ensemble. C'est un des axes fondamentaux pour refonder le Cameroun. En effet, notre Patrie a besoin de beaucoup plus qu'un «dialogue politique» tant les frustrations et blessures infligées aux institutions, au partenariat indispensable entre acteurs politiques, à la cohésion sociale et à la concorde nationale sont profondes. Seuls des gestes forts ouvriront la voie à la forme supérieure de l'élégance républicaine afin de préserver l'essentiel : un pays réconcilié et tourné vers la construction du futur et non vers les rancœurs et les blessures du passé. Seuls des gestes forts pourront aussi redorer le blason terni de notre démocratie et nous propulser dans le peloton de tête des pays africains leaders en démocratie et

en gestion pacifique des successions au pouvoir. C'est en ayant à l'esprit cet élan positif et cette volonté salvatrice, que le pouvoir actuel doit admettre que la vérité précède le pardon et non l'inverse. Une véritable Réconciliation nationale est revendiquée par notre Pays et notre Peuple:

- Réconciliation immédiate et sincère avec l'ancien « *West Cameroon* » à travers une décentralisation large et constructive, en plus d'un programme prioritaire de reconstruction économique de cette belle et verte zone incluant le « *Ring*

Road » capable d'être la locomotive d'une économie nationale renaissante dans un pays où les deux régions dites anglophones (Nord-Ouest et Sud-Ouest) se sentiront aimées, acceptées, respectées, et parties intégrantes et essentielles d'une Nation en devenir.

- Réconciliation véritable de la classe politique à travers un code électoral consensuel, une renonciation immédiate et sincère aux tripatouillages incessants de la Constitution, un retour aux civilités démocratiques et à l'élégance républicaine, l'arrêt systématique de l'instrumentalisation de l'ethnie à des fins politiciennes et électoralistes, la dépolitisation de l'administration publique au profit d'une administration neutre formée de professionnels, forte et respectée, l'égalité de tous les citoyens devant la loi et de toutes les confessions religieuses devant l'Etat, la réaffirmation du socle laïc et républicain de notre Nation.

- Réconciliation des cœurs et des esprits à travers le retour des corps des Leaders camerounais inhumés à l'étranger (l'ancien chef de l'Etat Ahmadou Ahidjo, l'ancien président de l'UPC le Dr Félix Roland Moumié, etc.), l'institution de la Commission « *Vérité, Justice et Réconciliation* », les hommages de la Nation aux Martyrs et Héros camerounais, en plus des actes

de la République au profit de la famille républicaine, pour aujourd'hui et pour toujours.

- Réconciliation de la nation autour de l'histoire politique de l'Etat camerounais en construction et de ses Chefs historiques que sont le couple Ahmadou Ahidjo-Um Nyobé et leurs compagnons historiques ou successeurs dont chacun, avec ses qualités, sa vision et ses limites, aura sans aucun doute marqué l'histoire de notre Patrie. Nous leur devons tous, et en dépit de tout, gratitude et considération. Si on ne doit pas insulter l'avenir, on ne peut pas non plus renier son passé. Ceux et celles qui seront choisis par le Peuple camerounais doivent être officiellement et solennellement réhabilités et faire leur entrée au Panthéon des illustres fils et filles de ce pays nôtre.

Toutes ces ambitions populaires et légitimes devraient être consignées dans une Charte de Réconciliation, de l'intégration nationale et du vivre-ensemble.

Le pays est aujourd'hui à la croisée de son destin. Les populations de toutes les origines vivent dans le mépris royal de Paul Barthélémy Biya et ses hommes de main, eux aussi issus de toutes les contrées. Le combat ne s'achèvera que le jour où sera installé à Yaoundé, un pouvoir qui se soucie du mieux-être et du vivre-ensemble des populations ; un objectif que s'étaient fixé nos Héros et Martyrs, pionniers de notre Lutte patriotique. Cette Lutte de Libération continuera, avec le peuple Bété aux côtés de toutes les autres composantes de la Nation. Je n'ose pas croire en la démission du vaillant peuple Bété.

C'est maintenant ou jamais ! Now or never!

Votre dévoué,

Guerandi Mbara Goulongo

«L'armée camerounaise ne remplit pas l'essentiel de ses missions»

Le soldat camerounais ne doit plus vivre dans nos cités en simple habitant mais en citoyen et en citoyen en uniforme et, surtout, en citoyen débordant de patriotisme. La formation des militaires doit d'abord être complétée par une éducation permettant d'agir sur l'homme. Cette éducation doit permettre en particulier au soldat de prendre la pleine mesure de ses responsabilités de citoyen. L'éducation civique participe de cette exigence de formation globale et complète du militaire. Elle a pour objet de préciser aux soldats, sur la base de l'étude des réalités nationales, leurs responsabilités civiques et de leur permettre de fixer dans l'esprit, l'essentiel des principes de la vie sociale devant guider leurs comportements. En d'autres termes, l'éducation civique et morale, en fournissant au soldat toutes les notions nécessaires sur la Nation, la patrie, il parvient aisément à aimer sa patrie qu'il est dès lors prêt à défendre.

Vous vivez au Burkina-Faso depuis juin 1984. Qu'est ce qui a motivé votre choix de rester basé en Afrique au moment où l'Europe et l'Amérique semblaient être le mieux appropriés pour vous ?

Avant de répondre à votre question, permettez-moi d'avoir une pensée pour vos lecteurs et votre équipe. On ne cessera jamais de dire merci pour ce que vous faites pour l'émergence de la justice et de la démocratie chez nous. A mes compatriotes, je dis qu'il n'y a pas à se morfondre dans le fatalisme. Tout est question de notre Vouloir collectif à nous sortir du gouffre dans lequel est plongé le Cameroun. A dire vrai, plusieurs raisons ont guidé ce choix : quand je quittais le Cameroun dans les conditions que vous connaissez, le Burkina-

Faso était le seul pays où j'avais des amis en Afrique. L'expérience politique qui y était menée dès le 4 août 1983 fascinait tous les Africains en quête d'idéal. Je ne voulais pas non plus m'éloigner de l'Afrique, car je devais aussi être utile pour mes frères et sœurs du Burkina qui est en chantier. Ce qui n'était pas le cas ailleurs qu'en Afrique. Y vivre, s'y inspirer, sentir l'Afrique... Je veux ici, avec ma famille, remercier sincèrement le peuple et tous les Amis burkinabè.

Avez-vous coupé les ponts avec le Cameroun ? Etes-vous devenu un spectateur, ou bien ce qui se passe au Cameroun ne vous intéresse plus ?

Rien de tout ce que vous suggérez. C'est vrai que beaucoup de compatriotes se demandent ce que je fais en direction du Cameroun. Tout d'abord, il faudrait comprendre que j'agis en fonction de certains principes tirés des pratiques éprouvées de la longue histoire de la lutte multiforme de notre peuple combattant. Ensuite, il est un facteur important que je prends en compte : le Cameroun est un Etat de non droit dirigé par un autocrate. C'est un nécro-pouvoir. Enfin, à partir de cette observation avérée, je détermine ma conduite politique. Le travail souterrain et à terme est le mieux indiqué pour mieux faire.

C'est pourquoi je n'ai pas épousé les mêmes credos que les autres qui, malgré leur bonne volonté de s'insérer dans la " légalité " biyaïenne, refusent d'adopter une ou deux autres stratégies complémentaires. Aussi, c'est pourquoi je ne suis pas sur les ondes et les médias qui ne s'intéressent pas à nous qui privilégions les actions aux discours. Le jour viendra où vous comprendrez la teneur de ce développement. Je reconnais les limites de ma démarche, mais les Bambaras disent que le silence est la mère de la parole.

Votre retour définitif au berceau de nos ancêtres est-il envisageable à court terme? Pensez-vous avoir encore quelque chose à donner ?

Dès que les conditions seront réunies, je retrouverai la terre natale. Il est une chose essentielle à prendre en compte : il est temps que les fils et filles du Cameroun se retrouvent dans le cadre d'une ambitieuse politique de réconciliation nationale. Le Cameroun a besoin d'un nouveau départ. Le Cameroun a besoin de se parler les yeux dans les yeux. Si cela n'est pas fait, Biya et les siens auront contribué sciemment à détruire notre chère patrie. Ma petite personne n'est pas très importante ; cependant une thérapie nationale est très sollicitée. C'est pourquoi, je lance un appel patriotique pour panser toutes les plaies endurées depuis les années 50. La Réconciliation nationale est un impératif. Une vraie politique en la matière s'impose. A cet égard, je souligne avec force que c'est un processus. A cet effet, vous verrez si, par rapport à ce que nous voyons aujourd'hui, je suis moi aussi démunie d'idées et d'actions salvatrices pour notre patrie. Biya et son gang de fossoyeurs ont-ils assez de courage et d'amour pour le Cameroun de façon à satisfaire cette revendication majeure du peuple camerounais?

Il semble que vous êtes resté très populaire au sein des forces armées camerounaises. Qu'est ce qui peut expliquer qu'après plus de vingt ans, l'on continue toujours dans certains milieux du renseignement au Cameroun à vous considérer comme une menace pour le pouvoir du président Biya?

Ce n'est pas une question de faire peur. Il s'agit au Cameroun de savoir si la corruption – leur arme fatale –, est applicable par tous les compatriotes. Quand vous n'êtes pas dans cette catégorie de personnages, vous devenez un

ennemi, vous échappez au système.

C'est une fierté et un honneur de savoir que mes braves camarades d'armes pensent toujours à moi. J'ai toujours aimé participer à la formation des hommes de rang, comme des sous-officiers et des officiers. Ces derniers savent, malgré tout, faire la différence entre les chefs. Et en plus, j'ai aussi participé à la formation de hauts cadres civils qui occupent encore de très hautes fonctions au Cameroun et à l'extérieur. Si j'étais donc nul, je ne serais pas respecté par ces compatriotes-là. Les hommes sont toujours à la recherche de certaines valeurs qu'ils trouvent souvent en leurs semblables. Et cela fait plaisir. C'est cela la force de la mémoire collective, de l'imaginaire populaire. Il est difficile d'effacer certaines images.

Les Camerounais ont-ils l'armée qu'ils méritent ? N'est-il pas temps de repenser le rôle de l'armée au Cameroun ? En redonnant par exemple au génie militaire un rôle capital ? Selon vous quel est le rôle que devrait jouer aujourd'hui l'armée en Afrique dans le processus de développement et de démocratisation?

Le soldat camerounais ne doit plus vivre dans nos cités en simple habitant mais en citoyen et en citoyen en uniforme et, surtout, en citoyen débordant de patriotisme. La formation des militaires doit d'abord être complétée par une éducation permettant d'agir sur l'homme. Cette éducation doit permettre en particulier au soldat de prendre la pleine mesure de ses responsabilités de citoyen. L'éducation civique participe de cette exigence de formation globale et complète du militaire. Elle a pour objet de préciser aux soldats, sur la base de l'étude des réalités nationales, leurs responsabilités civiques et de leur permettre de fixer dans l'esprit, l'essentiel des principes de la vie sociale devant guider leurs comportements.

En d'autres termes, l'éducation civique et morale, en fournissant au soldat toutes les notions nécessaires sur la Nation, la patrie, il parvient aisément à aimer sa patrie qu'il est dès lors prêt à défendre. Toutefois, il faut prendre garde à ce que les actions visant à affermir le sens du patriotisme et du nationalisme ne dérivent vers un certain micronationalisme qui pourrait entraîner une incompréhension de la nécessaire intégration sous-régionale dans les domaines politique, économique et pourquoi pas militaire.

Il convient de poursuivre l'enseignement des valeurs traditionnelles des forces de défense et de sécurité, à savoir l'amour de la patrie, de la République, le sens du patriotisme et du sentiment national, le don de soi, la probité morale, le loyalisme, l'esprit de solidarité ; toutes choses qui constituent assurément des composantes de l'éducation civique et morale visant à former de bons citoyens en uniforme. On ne saurait avoir un bon citoyen en uniforme qui ne respecte pas les règles de la vie démocratique et du développement d'un Etat de droit. En effet, seule la connaissance des règles de la vie démocratique, de ses fondements et des principales lois qui régissent la vie nationale peut permettre au soldat de les respecter.

Le militaire ou l'agent de sécurité, citoyen à part entière, à l'image du magistrat, doit pouvoir jouir des droits universellement reconnus. A ce titre, il lui sera reconnu le droit de vote et d'éligibilité dans les limites des dispositions légales. Notre modèle milite pour une armée de développement, qui sera en même temps composée de conscrits encadrés par des militaires de métier, c'est-à-dire des professionnels. La formation de l'homme en uniforme sera celle d'un patriote et celle d'une élite : le citoyen en uniforme.

L'institution militaire édifiera les patriotes les plus déterminés pour la défense de nos pays, mais aussi et surtout deviendra un acteur économique de poids

pour la réalisation des biens publics, pour le développement scientifique, de l'expertise et du savoir-faire de nos pays africains. Raison pour laquelle nos forces de défense et de sécurité doivent participer à la conception et à l'exécution des bases du développement pour devenir des forces armées de développement. Car le militaire défend d'autant mieux son pays qu'il a participé à la construction de ses infrastructures économiques et sociales, à l'édification des biens publics susceptibles de fonder la fierté nationale, à l'amélioration de l'existence dans la cité.

Aussi, pour déterminer la place de la défense militaire dans les valeurs patriotiques, il faut se dire que chaque groupe organise, structure ses besoins et les regroupe en grandes fonctions sociales: reproduction, socialisation, répression. L'institution militaire concrétise son honneur avec sa participation spéciale à la réalisation des grands travaux classés d'intérêt souverain. Elle ferait montre de sa technicité, de son expertise et de son efficacité dans la réalisation des grands projets de désenclavement des territoires où la priorité est accordée au routier et au ferroviaire. Elle serait très efficace dans la lutte contre la désertification et la protection de l'environnement. Elle poursuivrait sa contribution au développement de la recherche technique et scientifique. Ses interventions d'urgence à l'occasion du combat contre les situations de grande pauvreté et les épidémies et lors des catastrophes sont autant d'opportunités pour confirmer au peuple que notre armée resterait active et non pas éternellement enfermée comme des fauves dans des casernes inexistantes.

Auriez-vous eu vent de l'information selon laquelle la délégation conduite par le général Ivo avait pour mission de remettre au président Compaoré le message du président Biya, exigeant comme

condition de sa présence au Xème sommet de la francophonie de Ouagadougou, votre départ du Burkina-Faso ?

La source de cette information est la meilleure direction à regarder pour la confirmation d'une telle mission.

*Propos recueillis par **Modeste Mba Talla** & **Martin Stéphane Fongang**, Ici CEMAC, 07 février 2005*

L'auteur



Jean-Marc Soboth (54 ans) est un journaliste d'investigation basé à Québec au Canada. Plusieurs fois primé, ce fin connaisseur de l'Afrique des anciennes colonies françaises est considéré comme l'un des meilleurs de sa génération. Il fut invité à Paris par le Quai d'Orsay (ministère français des affaires étrangères) en septembre 1997.